

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'ÉTABLISSEMENT
DU PROTECTORAT
DE LA FRANCE
AU MAROC
ET SPÉCIALEMENT DU RÉGIME FONCIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 29 mai 1914, à 4 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

GASTON LEBRE

Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants : { *M. MASSIGLI, professeur.*
M. LESEUR, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1914

*Thèse
Paris
1914*

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

65061.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'ÉTABLISSEMENT
DU PROTECTORAT
DE LA FRANCE
AU MAROC
ET SPÉCIALEMENT DU RÉGIME FONCIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 29 mai 1914, à 1 heure 1/2 de l'après-midi



PAR

GASTON LEBRE

Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants : { *M. MASSIGLI, professeur.*
 { *M. LESEUR, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVERTISSEMENT

Le présent travail se compose de deux parties. Dans la première, on étudie l'établissement du Protectorat français au Maroc dans ses conditions historiques et diplomatiques, politiques et économiques.

La deuxième comprend l'étude du régime foncier du Maroc envisagé spécialement au point de vue européen et international. Elle est suivie de l'examen des réformes qui ont été proposées, les unes en restant dans le cadre de la propriété indigène et en respectant les actes internationaux, les autres plus complètes et qui, sans sortir des limites autorisées par les traités, s'inspirent directement des régimes fonciers les plus modernes. Elle se termine par une analyse rapide du *Dahir* sur l'immatriculation des immeubles.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Si l'on a pu dire, avec une certaine justesse, que l'empire du Maroc était dans le domaine politique une fiction commode de la diplomatie européenne, (le terme d'Empire ou d'Etat ne pouvant aucunement s'appliquer à un pays aussi désorganisé, anarchique et si peu cohérent que le Maroc), on peut affirmer que dans le domaine géographique le mot « Maroc » est d'invention récente et d'usage européen.

Maroc, Morocco, Marokko, Marrueccos, noms sous lesquels Français, Anglais, Allemands, Espagnols, désignent la Berbérie occidentale, ne sont que des corruptions appropriées à chaque langue de la prononciation arabe du mot Marrakech ou Maroc, la capitale méridionale du pays (1).

Le Maroc, ou pays de Marrakech, n'est pour les indigènes que l'un des trois Etats soumis (2) à l'autorité plus nominale que réelle du sultan-chérif. Leur pays, désigné d'une manière générale, est le Magh-

(1) On disait autrefois « Royaume de Maroc », « Empereur de Maroc ».

(2) Voir note 2, page suivante.

reb (1) el Aksa, c'est-à-dire l'Occident extrême, et se compose, en plus du pays de Marrakech, du royaume de Fez au Nord et de l'oasis de Tafilelt au Sud-Est, avec, en outre, de vastes territoires occupés par de nombreuses tribus indépendantes (2). Voulant se désigner eux-mêmes, les habitants se traitent de « M'rarba » (Occidentaux).

Les Européens entendent, sous la dénomination de Maroc, « la région triangulaire de la Berbérie limitée au Nord-Est, sur la Méditerranée par l'oued Adjerroud ou Kiss ; au Sud-Ouest, sur l'Océan par l'oued Noun » (3).

(1) Il ne faut pas confondre le « Maghreb » (Occident) avec le « moghreb » (moment du coucher du soleil), d'après Mouliéras, *le Maroc inconnu*.

(2) La partie du territoire soumise à l'autorité du sultan s'appelle *bled-el-maghzen* (pays du gouvernement); celle qui est indépendante, *bled-es-siba* (pays des rebelles). L'importance relative de chacune de ces deux parties est d'ailleurs variable suivant l'autorité effective de chaque sultan. Néanmoins, on peut évaluer la portion du *bled-el-maghzen* au tiers environ du territoire ; le *bled-es-siba* comprenant au moins les deux tiers. L'on peut actuellement comprendre dans le pays indépendant : le Rif, les Djebala en grande partie, les Brabers, une partie du Gharb et du pays de Marrakech, presque tout le Sous, les territoires méridionaux de l'oued Noun et de l'oued Draa, et le Tafilelt.

Dans le pays *maghzen*, l'autorité est exercée par des fonctionnaires représentants du sultan (caïd, cadi, etc.) ; dans le pays *siba*, par la *djemaa* (assemblée de la tribu) ; mais, dans l'un et l'autre cas, l'insécurité est à peu près équivalente et les exactions aussi généralisées.

(3) Elisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle*, t. XI, p. 653.

Cette imprécision que l'on trouve dans les termes servant à désigner cette région de l'Afrique Nord-Ouest est encore bien plus grande lorsqu'on veut chercher à évaluer sa superficie ou le chiffre de sa population.

Le plus sage encore paraît de s'en rapporter aux évaluations de Reclus qui ont le mérite, étant moyennes, de devoir se rapprocher de la vérité.

« Dans les limites conventionnelles, dit-il, que la diplomatie fixe au Maghreb-el-Aksa, la surface bornée au Sud-Ouest par une ligne droite que l'on tracerait dans le désert, de l'oasis de Figuig jusqu'à la bouche de l'oued Draa, peut être évaluée à 500.000 kilomètres carrés » (1) — c'est à peu près la superficie de l'Algérie et 8 % de moins que celle de la France —.

« Quant à la population, on ne peut, en l'absence de toute statistique, même approximative, en préciser le chiffre. En comparant cette contrée à l'Algérie et à la Tunisie, peu différentes par les conditions du sol et du climat, et peuplées de races d'une même origine, en tenant compte aussi de ce fait, que le Maroc possède de grandes oasis populeuses et qu'il est depuis longtemps épargné par la guerre, » — ceci n'est certes plus exact — « on peut admettre comme probable le nombre de huit à neuf millions d'habitants (2). Les

(1) Reclus, *ibidem*, p. 654.

(2) Oscar Lenz, *Timbuktu*.

évaluations extrêmes sont de 2.750.000 individus (1), d'après Klôden, de 15 millions d'après Jackson » (2).

D'autre part, dans un récent ouvrage, M. C. René-Leclerc, un des hommes les plus au courant des choses marocaines, délégué général du comité du Maroc à Tanger, et qui, par conséquent, puise ses renseignements sur place, estime que « la population totale du Maroc s'élève, suivant des évaluations diverses, à 5 ou 6 millions d'habitants » (3).

Ainsi donc, à peu près aussi grand que la France, le Maroc, serait d'après les données les plus vraisemblables, cinq fois moins peuplé ou même jusqu'à dix fois moins s'il fallait admettre les chiffres les plus récents.

(1) M. R. de Caix, le maghrébisant averti que l'on sait, proposerait le chiffre de 3 millions d'habitants (conférence à la Société anti-esclavagiste de France, *Trois mois au Maroc*, à la salle de la Société de géographie, le 23 avril 1912). Il est vrai qu'il est tenu compte dans ce chiffre de ce que le Maroc n'est pas « épargné par la guerre », comme le disait Reclus. Dans *L'Afrique française*, mai 1913, p. 179, M. Robert de Caix étudie cette question ; il se fonde sur les chiffres de recensement connus grâce aux recherches du service des renseignements et il conclut ainsi : « Le calcul basé sur le recensement de la Chaouïa, la comparaison avec l'Algérie, les statistiques du service des renseignements, la description des régions reculées qui leur échappent encore complètement, tout concourt donc à faire penser qu'il serait très aventureux d'attribuer plus de 3 millions d'habitants au Maroc ». (*Afrique française*, mai 1913, p. 182).

(2) Reclus, *Nouvelle géographie universelle*, t. XI, p. 654.

(3) C. René-Leclerc, *Le Maroc*, notice économique, *Petit guide de l'immigrant*, p. 41.

M. Victor Bérard a dit du Maroc qu'il était une « vivante réplique de l'Espagne », nous y verrions bien plutôt une continuation, un prolongement de notre Algérie sa voisine, dont il a le climat et une structure commune ; mais prolongement bouleversé avec un infléchissement très accentué de l'arête orographique, l'Atlas, devenu beaucoup plus élevé dans la Berbérie occidentale.

L'Algérie-Tunisie, on le sait, dans son ensemble comprend trois régions, trois bandes qui, sur la carte, paraissent superposées : le Tell maritime, région très fertile ; les hauts plateaux cultivables qui dominent le Tell ; enfin les vastes étendues désertiques avec peu de ressources même pour les pâturages.

Le Maroc présente la même disposition avec cette différence que les bandes sont ici juxtaposées et non plus superposées ; il faut les voir de l'Atlantique et non plus de la Méditerranée (1). Au Tell algérien, correspond la bande fertile de la côte atlantique qui se prolonge en se rétrécissant sur la façade méditerranéenne ; car le Maroc présente cet avantage sur sa voisine d'avoir vue et d'étendre ses côtes sur deux mers « bordières ». Puis, au lieu des hauts plateaux élevés de quelque 1.000 à 1.500 mètres, de très hautes montagnes atteignant jusqu'à 4.000 mètres et au delà,

(1) Le Maroc et l'Algérie « se tournent le dos », a-t-on dit.

se divisant en éventail avec de puissantes et nombreuses ramifications. Enfin de vastes étendues désertiques.

Tel est le pays sur lequel, depuis que la France est possessionnée en Algérie, la politique a été pour ainsi dire imposée par la situation voisine, car, avoir sur une longueur de 1.200 kilomètres une frontière commune, ne va pas sans créer des intérêts qu'il faut protéger et des obligations auxquelles on ne peut se soustraire. Cela seul suffirait à expliquer la politique française sur le Maroc et, étant donné l'état intérieur du pays, à la légitimer.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La France et le Maroc.

Les accords de 1904. Leurs conséquences.

Le 26 novembre 1626, dans un mémoire (1) adressé au cardinal de Richelieu, le chevalier de Razilly disait quels sérieux profits en résulteraient et combien il serait facile de placer le Maroc sous la suzeraineté de la France : « c'est, écrivait-il, avoyr ung pied dans l'Affricque pour aller s'estendre plus loing. »

Malgré l'expédition conduite par Razilly en 1629 et les divers traités de paix conclus avec « l'Empereur de Maroc » aux XVII^e et XVIII^e siècles, puis au XIX^e siècle, ce n'est vraiment qu'au début du XX^e

(1) La copie de ce mémoire se trouve à la bibliothèque Sainte-Geneviève. Elle a été reproduite dans la *Revue de géographie*, t. XIX, p. 374 et p. 453.

siècle que l'on a songé en France à poursuivre au Maroc une action méthodique et résolue. Les accords de 1904 peuvent, à cet égard, être considérés comme la manifestation des visées politiques de la France sur le Maroc.

La déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 venait après deux accords (1) entre la France et l'Italie. Cette déclaration vise l'Égypte et le Maroc. En ce qui touche le Maroc, cet accord porte que le gouvernement français n'a pas l'intention de changer l'état politique du Maroc. Le gouvernement britannique reconnaît qu'il appartient à la France, à titre de puissance limitrophe du Maroc, de veiller à sa tranquillité et de l'assister dans ses réformes administratives, économiques, financières et militaires. Les deux gouvernements proclament, en outre, le principe d'égalité commerciale tant sur les droits de douanes que sur les tarifs de chemins de fer. Le protocole dit enfin que les droits de l'Espagne au Maroc seront sauvegardés, la France devant s'entendre à cet égard avec l'Espagne.

En somme, la France obtenait un protocole de désintéressement sur le Maroc en contre-partie de l'abandon de ses prétentions sur l'Égypte. On a même fait remarquer à cet égard le parallélisme peu adroit

(1) En décembre 1900 et le 1^{er} novembre 1902, la France et l'Italie se promettaient leur désintéressement respectif à Tripoli et au Maroc.

de ces deux questions dans l'accord de 1904 ; parallélisme pour ainsi dire matériel et que la simple lecture de l'acte rend manifeste (1). Des tiers ne pourraient-ils pas prendre ombrage de l'esprit dans lequel l'accord franco-anglais paraissait conçu ? Et la France ne semblait-elle pas vouloir traiter le Maroc comme l'Angleterre avait traité l'Egypte ? Le Maroc deviendrait-il une Egypte française ? Quoi qu'il en soit de ces dis-

(1) Déclaration concernant l'Egypte et le Maroc, signée à Londres le 8 avril 1904 entre la France et l'Angleterre :

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement de Sa Majesté britannique déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique de l'Egypte.

De son côté, le gouvernement de la République française déclare qu'il n'entravera pas l'action de l'Angleterre dans ce pays...

ART. 2. — Le gouvernement de la République française déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique du Maroc.

De son côté le gouvernement de Sa Majesté britannique reconnaît qu'il appartient à la France, notamment comme puissance limitrophe du Maroc..., de lui prêter assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières et militaires dont il a besoin.

Il déclare qu'il n'entravera pas l'action de la France à cet effet...

ART. 4. — Les deux gouvernements, également attachés au principe de la liberté commerciale, tant en Egypte qu'au Maroc... Le commerce de l'une et l'autre nations avec le Maroc et avec l'Egypte jouiront du même traitement...

Toutefois, le gouvernement de la République française au Maroc et le gouvernement de Sa Majesté britannique en Egypte...

(Le texte de la déclaration du 8 avril 1904 se trouve notamment dans le *Recueil des traités de la France*, de M. de Clercq, t. XXII, p. 507 et s.).

positions, elles n'étaient que l'aboutissement de la politique de collaboration amicale déjà définie, pour les districts marocains limitrophes de l'Algérie, par les protocoles du 20 juillet 1901 et du 20 avril 1902 (1) destinés « à établir solidement la paix et la sécurité », de même qu'à « affirmer définitivement l'entente des deux gouvernements et le double et mutuel appui qu'ils ont résolu de se prêter ».

Le traité franco-espagnol prévu par l'accord du 8 avril 1904 fut signé le 3 octobre de la même année : il dit la situation particulière de chacun des deux pays et contient l'adhésion de l'Espagne à l'accord franco-anglais du 8 avril.

Voilà donc les accords de 1904, base de toute l'action politique au Maroc. Quelles allaient en être les conséquences ? La France avait-elle vraiment les mains libres au Maroc, dans la partie laissée à son influence ?

On le crut en France et dès lors il s'agissait de poursuivre cette politique de pénétration pacifique, dont parlaient les hommes d'Etat français et d'établir au Maroc un « protectorat par persuasion ».

Cela n'allait cependant pas sans difficultés de la part des Marocains, notamment de ceux de l'entourage du sultan, fort peu désireux de voir s'établir un

(1) *Livre jaune*, 1901-05, 2^e édition, p. 16 et 34.

protectorat, fût-ce par persuasion, et laissant entendre que leur pays allait subir de la France le sort que la Grande-Bretagne avait fait subir à l'Égypte.

Aussi, dès le 24 avril 1904, le sultan fait-il demander au gouvernement français de n'accomplir au Maroc que les seules réformes que lui, Maroc, demandera à la France d'accomplir.

Et certes, des demandes, le *maghzen* savait en faire : demandes d'argent et demandes de secours militaires.

Le 12 juin 1904, grâce à l'intervention du gouvernement français, le *maghzen* signe avec un consortium de banque française un emprunt de 62 millions 1/2 garantis sur les douanes, qui le sort de la gêne financière. En juillet, le prélèvement sur les douanes, prévu par le contrat, est effectué sans difficulté par M. Regnault, consul général (1).

Un croiseur français va rétablir, au profit du sultan, l'ordre troublé, ce que le sultan n'aurait pu faire. La France, conformément à ses accords de 1901 et 1902, entretient une garnison à Figuig et accueille sur le territoire oranais les tribus marocaines chassées par le Prétendant (2).

Mais, sitôt qu'il s'agit pour la France de vouloir

(1) André Tardieu, *Questions diplomatiques de l'année 1904*, Alcan, p. 57.

(2) *Livre Jaune*, 1901-05, p. 117 à 187, *passim*.

réaliser les principes posés dans l'accord du 8 avril 1904, le *maghzen* fait la sourde oreille s'il ne proteste pas. Ainsi, à l'annonce de l'envoi du représentant français de Tanger à Fez, auprès du *maghzen*, pour s'entendre avec lui sur les réformes (1), le sultan répond en essayant de congédier les instructeurs militaires étrangers, c'est-à-dire français, par raison d'économie, dit-il. Le gouvernement français ayant protesté avec énergie, le sultan Abd-el-Aziz renonce à ce projet.

Et, en janvier 1905, le ministre de France à Tanger part pour Fez où il doit présenter au sultan le programme de réformes.

La discussion commence le 15 février et dure tout le mois de mars en présence des représentants du *maghzen*, des vizirs et d'une délégation de notables marocains « convoquée pour couvrir la résistance que nous allons rencontrer devant nous » (2). « C'est le commencement de la partie double liée contre nous par le Maroc et l'Allemagne et dont les symptômes vont se précipiter » (3).

Et, en effet, dès le début de février 1905, alors que la Russie subissait des échecs en Mandchourie, le

(1) Les réformes militaires, économiques et financières précisent les instructions de M. Delcassé, 15 décembre 1904.

(2) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 6.

(3) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 6.

chargé d'affaires d'Allemagne à Tanger, M. de Kühlmann, disait au chargé d'affaires français que son gouvernement se considérait comme libre de son attitude. L'Allemagne, disait-il, n'a pas été partie aux accords intervenus au sujet du Maroc et elle n'y a pas adhéré, aussi ne saurait-elle en aucune façon être liée par ces accords (1).

Quelque temps après, l'on apprend officiellement que l'empereur Guillaume II, au cours de sa croisière dans la Méditerranée, s'arrêtera à Tanger. Et, le 31 mars, l'empereur à Tanger prononçait le célèbre discours où il déclarait le sultan « souverain indépendant », le « Maroc libre » et « ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations, sans monopole et sans annexion, sur le pied d'une égalité absolue ». Il insistait sur le « but » de sa « visite à Tanger » pour « faire savoir que je suis décidé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc, puisque je considère le sultan comme souverain absolument libre ». Quant aux réformes, il faudra procéder « avec beaucoup de précaution » (2).

C'était clairement signifier au gouvernement français qu'on ne lui reconnaissait, en Allemagne, aucun droit à s'occuper spécialement des affaires du Maroc.

(1) *Livre Jaune*, p. 196.

(2) *Livre jaune*, p. 205.

Telle était donc la situation après le coup d'éclat du discours de Tanger : la France essayait de faire accepter par le Maroc un protectorat dont celui-ci ne se souciait pas et ces tentatives françaises sont brusquement et vivement condamnées par un Etat tiers qui se prétend un droit égal d'intervenir.

Quelles étaient ces prétentions et sur quoi s'appuyaient-elles ? C'est ce que le gouvernement français s'appliqua à connaître sans y parvenir pas plus à Paris auprès de l'ambassadeur allemand, qu'à Berlin l'ambassadeur de France auprès du gouvernement allemand. Et ce silence persiste pendant près de deux mois, vis-à-vis de la France.

Les autres puissances, en effet, par une circulaire en date du 12 avril, recevaient un exposé de la position allemande.

La France a eu grand tort, expliquait-on, de ne pas notifier ses accords de 1904 (1) et il est d'un intérêt commun européen de traiter la question marocaine dans une conférence internationale.

Le sultan marocain, à son tour, se sentant fort de toute la profondeur du désaccord franco-allemand, propose, le 30 mai, la réunion d'une conférence inter-

(1) Il y avait eu communication, officieuse il est vrai, des accords de 1904 par le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris.

nationale pour l'étude des réformes à faire (1). Le ministre des Affaires étrangères repousse cette idée, mais abandonné par les autres membres du gouvernement, il doit se retirer et M. Rouvier succède à M. Delcassé.

Le 5 juin, une nouvelle circulaire allemande vient appuyer la proposition du sultan de convoquer une conférence. M. Rouvier craint les dispositions dont paraît animée l'Allemagne ; celle-ci ne va-t-elle pas « y faire l'échec à nos propositions » ? (2).

On continue néanmoins à négocier et à s'expliquer pour arriver enfin, le 8 juillet, à « une formule impliquant à la fois l'adhésion de la France au principe de la conférence et la reconnaissance par l'Allemagne de nos droits et de nos intérêts ». (3) Restait à établir le programme de la conférence, mais, certes, la tâche semblait malaisée d'autant plus que l'on paraît animé du côté allemand de sentiments fort peu conciliants. C'est ainsi que l'on apprend les démarches alors effectuées par le représentant de l'Allemagne au Maroc, M. de Tattenbach, pour obtenir à un entrepreneur allemand les travaux du port de Tanger.

Néanmoins, la période de forte tension politique du mois de juin est passée et « le gros effort de la France

(1) *Livre Jaune*, p. 225.

(2) *Livre Jaune*, p. 232.

(3) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 10.

tend à exclure la question de la frontière (algéro-marocaine) de la compétence de la conférence » (1). Ce point accordé, il faut ensuite discuter, car le gouvernement allemand désirerait obtenir l'engagement de ne pas solliciter de « mandat de police dans le reste du Maroc » (2). Mais les choses traînent en longueur jusqu'à l'arrivée de M. Witte, revenant de signer à Portsmouth la paix russo-japonaise; tant il est vrai, que les événements russes devaient influencer sur l'attitude allemande.

La conclusion ne se fait dès lors pas attendre longtemps et, le 28 septembre, le protocole relatif au programme est signé.

(1) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 11.

(2) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 12.

CHAPITRE II

Algésiras (1906).

Le protocole du 28 septembre 1905 annonce l'accord des deux gouvernements « pour proposer au sultan le projet de programme » qui comporte : l'organisation de la police par voie internationale hors de la région frontière, la répression de la contrebande, la réforme financière et la création d'une Banque d'Etat, l'amélioration du rendement des impôts et le principe de l'adjudication pour les travaux publics.

En outre, une note relativement aux travaux du port de Tanger et à un emprunt obtenu par la maison Mendelssohn, promettait aux banques françaises une participation par moitié à l'avance consentie par la maison allemande, avance remboursable par la Banque d'Etat sitôt qu'elle serait constituée.

C'était donc à la conférence d'apporter la solution de toutes ces questions, car le sultan, dont il fallait recueillir l'approbation, donna son adhésion au programme le 25 octobre et, le 1^{er} décembre, il invitait les

puissances signataires de la convention de Madrid à se faire représenter à la conférence qui devait se tenir à Algésiras.

Elle s'ouvrit, en effet, le 16 janvier 1906 mais, avant de passer en revue les travaux de la conférence, voyons les matériaux sur lesquels elle devait travailler, autrement dit quels étaient les intérêts des puissances, quels droits pouvaient-elles invoquer ?

Les intérêts français au Maroc sont incontestables, aussi bien personne ne songeait à les nier ; il s'agissait seulement de s'entendre sur les droits et l'étendue des droits qui en résultaient.

Comme le dit très justement M. Tardieu : « Il ne dépend pas de la France de n'avoir pas une politique marocaine » (1). La possession de l'Algérie, avec, à ses portes, un pays musulman comme le Maroc, devait, forcément, entraîner des interventions dans ce dernier pays. On sait, en effet, le lien puissant, à la fois religieux et national, que constitue l'Islam, faisant que tout événement important en Algérie aurait sa répercussion au Maroc. L'histoire de la conquête d'Algérie est la démonstration aussi claire que sûre de ce fait (2). C'est pourquoi le traité de Lalla-Marnia (1845), accordait le droit de suite en territoire ma-

(1) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 18.

(2) Notamment, Abel-el-Kader vaincu, se réfugie au Maroc où il continue l'agitation.

rocaïn, c'est-à-dire le droit d'y poursuivre les auteurs d'incursions, délits ou crimes de toute sorte, se réfugiant au Maroc après avoir opéré en territoire algérien.

Ce droit de suite, accordé par le traité de Lalla-Marnia (18 mars 1845), « a créé entre les deux pays voisins une solidarité de police » (1). Et comme la police marocaine est assez rudimentaire, autant dire que la France avait à maintenir l'ordre dans toute la région limitrophe algéro-marocaine.

C'est ce droit que les protocoles de 1901 et 1902 avaient confirmé et précisé.

Mais, outre le danger provenant du Maroc lui-même parce qu'il est un pays musulman, on conçoit le danger qui pourrait résulter, par contre-coup, si une puissance étrangère venait y alimenter des troubles. On ne saurait mieux dire et plus exactement à cet égard que M. Tardieu : « Le Maroc est le boulevard de l'Algérie. Non seulement nous avons besoin que l'ordre y règne. Mais nous avons besoin qu'aucune puissance, en y devenant prépondérante, n'en fasse contre la France d'Afrique le centre d'une politique hostile » (2).

Et l'on conçoit le grand danger que la répression de troubles graves dans l'Afrique du nord ferait cou-

(1) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 18.

(2) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 20.

rir à la France métropolitaine elle-même, obligée de diminuer les moyens de sa propre défense, à un moment où elle pourrait en avoir besoin. Une diversion africaine par le Maroc aurait ainsi été un excellent moyen de mettre la France continentale à la merci d'une attaque européenne.

Ce danger-là, très réel, les hommes d'Etat français l'avaient vu et nul ne peut dire qu'il était chimérique, puisque l'on a vu, lors de la crise franco-allemande de 1905-1906, les indigènes se préparer à profiter des embarras français pour songer à une « guerre de délivrance » (1).

A toutes ces raisons d'ordre politique, suffisantes à elles seules, venaient s'ajouter des titres non moins sérieux dans l'ordre économique. Des statistiques aussi bien françaises qu'anglaises ou allemandes démontraient la part prépondérante du commerce maritime franco-marocain, à Mogador excepté. Et quant au commerce terrestre, on comprend que la France, par l'Algérie, avait une sorte de monopole, puisque c'est le seul pays organisé limitrophe du Maroc (2).

Même supériorité si l'on ne se contente pas des sta-

(1) Voir *le Temps*, 15 mars 1906, Propos diplomatiques.

(2) Les résultats de ces statistiques sont cités dans Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 23 et s. « Au total, en 1904, nous la (l'Allemagne) dépassons dans une proportion qui, suivant les statistiques allemandes, est de 1/5, suivant les nôtres, des 2/5.

tistiques douanières et si l'on considère le nombre des maisons françaises au Maroc ou les intérêts financiers, les capitaux français, qui y sont engagés. De même encore pour l'influence morale : les écoles françaises en 1903 comptaient 2.450 élèves avec un budget de plus de 100.000 francs. La presse française dispose de trois quotidiens : *le Maroc*, le *Journal du Maroc* et la *Dépêche Marocaine* ». Enfin la langue française est celle que parle la société cultivée des grandes villes : Tanger par exemple. Et si l'on considère le personnel à qui est due cette activité commerciale française et auquel on doit faire honneur de l'influence morale que nous avons acquise au Maroc, on constate un éparpillement de foyers, un grand nombre de maisons d'importance moyenne, de marchands ambulants, de petits patrons, de professeurs, de médecins, etc., etc.

Et l'on comprend alors quel devoir impérieux c'était pour la France de seconder ces énergies d'enfants de son sol et de risquer, en ne le faisant pas, d'avoir à se reprocher des catastrophes si on n'allait pas au secours de certains de ces français, menacés par l'état de perpétuelle anarchie où le gouvernement chérifien laissait le pays.

Outre ces intérêts considérables, la France pouvait invoquer des droits indiscutables qui lui étaient reconnus par des traités entre elle et le Maroc. Le traité

de 1845 et les protocoles postérieurs, notamment ceux de 1901 et 1902, reconnaissaient à la France une place à part et un droit exclusif de police sur la région dite des confins algéro-marocains. Une organisation spéciale était établie à Oudja, Figuig, etc., et le sultan l'avait acceptée.

Le port de Tanger était doté d'une police à la tête de laquelle était le capitaine français Fournier, désigné par le *maghzen*. Et, fait curieux, c'était un capitaine français qui avait été ainsi appelé à faire rendre les honneurs à Guillaume II, à Tanger, le 31 mars 1905 !

De plus, des instructeurs français avaient été réclamés par le sultan et devaient réorganiser ses troupes.

En matière financière également, les intérêts et les droits positifs français étaient incontestables : ainsi pour l'emprunt consenti par des banques françaises en 1904 et garanti par les recettes douanières marocaines, le revenu le plus sûr du sultan.

A ces droits si actuels, on aurait pu ajouter l'ancienneté de nos droits résultant de nos relations avec « l'Empereur de Maroc », car le roi de France avait, dès le XVII^e siècle, négocié des traités et obtenu des avantages particuliers pour ses sujets au Maroc (1),

(1) Voir Rouard de Card, *Traités entre la France et le Maroc*, traités de 1631 et 1767, notamment, cités p. 191 et p. 205.

alors qu'aucune autre nation, l'Espagne exceptée, n'avait conclu avec le sultan du Maroc.

En regard de ces droits établis et de ces intérêts incontestables, quels titres l'Allemagne pouvait-elle invoquer ? Ainsi que le fait remarquer M. Tardieu : « Avant d'arriver à la conférence, cette thèse (la thèse allemande) avait passé par des états successifs, divers, sinon contradictoires » (1). Mais pour s'en tenir aux réclamations faites peu avant l'ouverture de la conférence, on peut dire que le principal grief allemand était d'avoir été tenu à l'écart. C'est ce que M. de Kühlmann, le chargé d'affaires allemand à Tanger, avait exprimé à son collègue français : « Nous nous sommes aperçus qu'on nous tenait à l'écart systématiquement » (2). Et ce reproche de forme pouvait avoir l'air assez fondé puisqu'il n'y avait pas eu communication « officielle » des divers accords de 1904 concernant le Maroc. Mais ce qui, en aucune façon, ne pouvait être fondé, c'était le reproche de fond tiré de la convention de Madrid de 1880.

Le gouvernement allemand, en effet, prétendait que cette convention liait entre elles toutes les puissances signataires et non pas seulement chacune des puissances signataires d'une part, envers le Maroc d'autre part. De plus, l'article 17 de la convention conte-

(1) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 36.

(2) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 37.

nait la clause de la nation la plus favorisée qui, par conséquent, interdisait à la France de poursuivre au Maroc l'acquisition de droits spéciaux et privilégiés.

Telle était donc la partie la plus considérable, la plus sérieuse de l'argumentation allemande.

Il est cependant aisé de se convaincre de son peu de solidité et de l'interprétation étrangement excessive que l'on faisait des textes de 1880.

Il n'est, en effet, pas douteux que la portée de la convention de Madrid n'était pas générale mais strictement spéciale et limitée à « la nécessité d'établir sur des bases fixes et uniformes l'exercice du droit de protection au Maroc, et de régler certaines questions qui s'y rattachent » (1).

Cette convention avait pour but de déterminer les conditions du droit de protection exercé par les légations sur les sujets marocains et dont certaines de ces légations avaient abusé. C'est pourquoi la conférence, réclamée par le Maroc, devait régler ces conditions.

Les questions qui se rattachaient au droit de protection (2) furent également traitées à la conférence de

(1) Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. XII, p. 578, Préambule de la convention conclue à Madrid le 3 juillet 1880.

(2) La convention du 3 juillet 1880 traite du droit de protection, articles 1 à 10 ; des conditions de l'acquisition de la propriété immobilière pour les étrangers, article 11 ; elle dit les bases de l'impôt agricole, art. 12 ; les effets de la naturalisation d'un sujet marocain, art. 15.

Madrid. Mais on y chercherait vainement des discussions sur l'état politique du Maroc ou son régime économique et douanier.

Voilà donc le sens et la portée de la convention en vertu de laquelle l'Allemagne invoquait des droits.

On le voit, le but de cette convention est de limiter le droit de protection, mais, par une contrariété singulière, l'article 16, en maintenant au profit de l'Italie son « droit consuetudinaire », avait pour effet de permettre à cette puissance l'extension à peu près discrétionnaire de sa protection. C'était contraire au but même de la convention, c'est pourquoi, afin de limiter ce pouvoir discrétionnaire reconnu à l'Italie, les autres puissances, par l'article 17, se réservaient le droit de pouvoir commettre les mêmes abus afin d'enrayer le mal par son propre excès. En d'autres termes, les puissances avaient un droit égal de piétiner les principes admis dans la convention et tel est le sens de l'article 17.

L'article 17 était la conséquence de l'article 16, il corrigeait la faculté laissée dans l'article précédent et devait servir de frein.

Mais il n'avait pas d'autre portée et ne pouvait aucunement interdire à une puissance de chercher à dis-

tancer ses concurrentes au Maroc sur le terrain politique ou économique (1).

Restaient encore d'autres griefs, notamment le reproche fait à la France de vouloir « tunisifier » le Maroc. Que le protectorat fût le but que la France se proposait au Maroc, cela ne paraît guère contestable, mais qu'elle voulût suivre les mêmes errements qu'à Tunis, voilà qui est moins sûr. A Tunis, on avait procédé par la conquête militaire et l'imposition du protectorat au bey. Au Maroc, au contraire, on avait toujours procédé pacifiquement par voie d'entente avec le sultan, au point que l'on parlait de protectorat, il est vrai, mais « protectorat par persuasion ». Et il n'était pas certain du tout qu'il entrât dans les vues des hommes d'Etat français de vouloir fermer complètement l'empire chérifien à la concurrence économique étrangère.

Quoi qu'il en soit du bien fondé de ces griefs, c'est au nom de ces divers reproches que le gouvernement allemand avait fait entendre ses réclamations et c'est à Algésiras que ces questions devaient être résolues.

De l'œuvre considérable d'Algésiras — la conférence a duré plus de trois mois (du 15 janvier au 7 avril) et

(1) La démonstration de la portée spéciale de l'article 17, restreinte à la sphère d'application de la convention de 1880, a été faite par M. A. de Lapradelle, *De Madrid à Algésiras, Revue politique et parlementaire*, annexe au numéro du 10 mars 1906.

l'acte final ne contient pas moins de 6 chapitres avec 123 articles — nous ne retiendrons que la partie proprement économique, laissant volontairement de côté la partie politique ou diplomatique qui ne fût pas durable. Mais, d'ores et déjà, il faut dire combien cette division est difficile et assez arbitraire, les questions politiques venant souvent se greffer sur les questions économiques, les unes chevauchant sur les autres et réagissant mutuellement.

Pour la partie économique de la conférence d'Algésiras, les questions peuvent se grouper sous différents chefs dont les principaux ont été : les finances, les douanes et la banque marocaines, et aussi la question si importante et si délicate des services et travaux publics.

De toutes ces questions, il n'a pas été dans notre intention de nous occuper des finances publiques, ni des douanes, ni de la Banque d'Etat.

Par contre, les services et travaux publics entrent parfaitement dans le cadre de notre étude.

Qu'a-t-il donc été décidé à cet égard à la conférence d'Algésiras ?

Dans l'acte général, cette partie occupe tout un chapitre — le chapitre VI — et les articles 105 à 119 .

On connaît, certes, la solution adoptée à Algésiras et dont on a tant discuté : c'est, au point de vue éco-

nomique, le régime de l'égalité internationale avec, comme moyen, l'adjudication.

Après l'accord franco-allemand du 28 septembre 1905, l'acte d'Algésiras répétait que le gouvernement marocain s'engageait à n'aliéner aucun des services publics au profit d'intérêts particuliers (1).

Le principe de l'adjudication, sans acception de nationalité, est ensuite énoncé (2) et le mode de fonctionnement de l'adjudication est prévu suivant une procédure compliquée (3) : remise du cahier des charges au corps diplomatique, délai suffisant, etc., etc. Et de façon que par le cahier des charges on ne pût pas avantager les nationaux d'un pays plutôt que ceux d'un autre, l'article 109 défend d'insérer dans le cahier des charges, « ni directement, ni indirectement, aucune condition ou disposition qui puisse porter atteinte à la libre concurrence et mettre en état d'infériorité les concurrents d'une nationalité vis-à-vis des concurrents d'une autre nationalité. »

Le même régime est imposé pour les concessions d'exploitation de forêts de chênes-lièges.

Les conditions de concession et d'exploitation des mines, minières et carrières devaient être déterminées

(1) Article 105.

(2) Article 107.

(3) Articles 108 à 110.

dans un firman chérifien inspiré des législations étrangères sur la matière (1).

Enfin, le droit d'expropriation était reconnu sous réserve d'une enquête administrative dont les formes devaient être précisées dans un règlement à établir avec l'assistance du corps diplomatique (2).

Tel est donc ce que l'on a appelé le régime de l'égalité économique, ou encore, pour parler comme le préambule de l'acte d'Algésiras, le régime de la « liberté économique sans aucune inégalité ».

APPENDICE

Acte général d'Algésiras.

CHAPITRE VI. — *Déclaration relative aux services publics et aux travaux publics.*

ARTICLE 105. — En vue d'assurer l'application du principe de la liberté économique sans aucune inégalité, les puissances signataires déclarent qu'aucun des services publics de l'Empire chérifien ne pourra être aliéné au profit d'intérêts particuliers.

ARTICLE 106. — Dans le cas où le gouvernement chérifien croirait devoir faire appel aux capitaux étrangers ou à l'industrie étrangère pour l'exploitation de services publics ou pour l'exécution de travaux publics, routes, chemins de fer, ports, télégraphes et autres, les puissances signataires se réservent de veiller à ce que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

ARTICLE 107. — La validité des concessions qui seraient faites

(1) Article 112.

(2) Article 113 et suivants.

aux termes de l'article 106, ainsi que pour les fournitures d'Etat, sera subordonnée, dans tout l'empire chérifien, au principe de l'adjudication publique, sans acception de nationalité, pour toutes les matières qui, conformément aux règles suivies dans les législations étrangères, en comportent l'application.

ARTICLE 108. — Le gouvernement chérifien, dès qu'il aura décidé de procéder par voie d'adjudication à l'exécution des travaux publics, en fera part au corps diplomatique ; il lui communiquera, par la suite, les cahiers des charges, plans et tous les documents annexés au projet d'adjudication, de manière que les nationaux de toutes les puissances signataires puissent se rendre compte des travaux projetés et être à même d'y concourir. Un délai suffisant sera fixé à cet effet par l'avis d'adjudication.

ARTICLE 109. — Le cahier des charges ne devra contenir, ni directement ni indirectement, aucune condition ou disposition qui puisse porter atteinte à la libre concurrence et mettre en état d'infériorité les concurrents d'une nationalité vis-à-vis des concurrents d'une autre nationalité.

ARTICLE 110. — Les adjudications seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un règlement que le gouvernement chérifien arrêtera avec l'assistance du corps diplomatique. L'adjudication sera prononcée par le gouvernement chérifien en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

ARTICLE 111. — Les règles des articles 106 à 110. seront appliquées aux concessions d'exploitation de forêts de chênes-lièges, conformément aux dispositions en usage dans les législations étrangères.

ARTICLE 112. — Un firman chérifien déterminera les conditions de concession et d'exploitation des mines, minières et carrières. Dans l'élaboration de ce firman, le gouvernement chérifien s'inspirera des législations étrangères existant sur la matière.

CHAPITRE III

Après la conférence (1906-1909).

L'accord de 1909.

Quelle est la valeur du régime institué à Algésiras? On s'en doute trop pour qu'il soit inutile d'y insister. Les inconvénients de l'indivision entre particuliers sont trop connus et trop grands pour qu'il soit nécessaire de les faire ressortir lorsqu'au lieu de particuliers, il s'agit d'Etats et surtout d'Etats susceptibles de n'avoir pas toujours les sentiments de conciliation et l'esprit de concession nécessaires.

D'ailleurs, s'il est vrai de dire que c'est d'après les faits que l'on juge de la bonté d'un système, l'on peut voir que le régime d'Algésiras ne fut pas durable et qu'il ne se passa pas longtemps avant que l'on éprouvât le besoin d'en changer.

Ce qui montre, du reste, la force d'inertie contenue dans le principe d'égalité économique complète, c'est la décision que fit prendre, à la fin d'août 1906, le mi-

nistre de France à Tanger, M. Regnault : Les ministres des puissances représentées au Maroc prirent « l'engagement unanime de conformer leur conduite... aux principes posés par la conférence; notamment, en matière de travaux publics et de concessions, il ne serait fait aucune dérogation à la règle de l'adjudication destinée à maintenir l'égalité de tous sur le terrain économique ». Et M. Tardieu ajoute : « Cette décision était un frein pour ceux des diplomates qui auraient pu être tentés de pêcher en eau trouble » (1). Ainsi donc, on ne pouvait trouver un meilleur « frein », une meilleure entrave pour empêcher les concurrences des divers Etats ou de leurs nationaux qu'en invoquant le principe de la parfaite égalité économique.

Tant il est vrai que ce principe possède une telle force d'inaction qu'il est invoqué à tour de rôle par ceux qui veulent empêcher un rival d'agir.

Tel fut le lendemain de la conférence, quels en furent les résultats ? Quelle fut la valeur de l'acte d'Algésiras, voilà la question qui se pose maintenant et à laquelle nous essayerons de répondre. Négligeant les diverses et multiples interventions qui eurent lieu sur le territoire marocain, nous ne retiendrons que les « directives », les grandes lignes d'ensemble d'où l'on

(1) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p. 435.

peut tenter d'extraire des tendances et des enseignements.

A cet égard, l'on peut noter une coupure assez nette allant de la fin de la conférence à la conclusion de l'accord franco-allemand de 1909. (1906-1909), c'est la période pendant laquelle on essaie de mettre en œuvre les principes et les décisions d'Algésiras. On verra que ces principes et ces décisions ne purent, une fois mis à l'épreuve, que laisser paraître leur insuffisance ou leur inaptitude à la pratique. C'est pourquoi, l'on fut bien obligé d'arriver à constater ces difficultés.

De même que dans le régime délicat, complexe et plein de difficultés de l'indivision, il faut bien s'entendre pour confier la direction à l'un des copropriétaires ; de même, dans le régime indivis institué à Algésiras, il fallait finir par reconnaître un chef, quelqu'un qui eût une place prépondérante : c'est l'aboutissement auquel on arriva dans l'accord franco-allemand de 1909.

Le but de l'accord du 8 février 1909 est clairement défini dans le préambule : « faciliter l'exécution de l'acte d'Algésiras » — c'était donc que l'exécution de cet acte n'était pas facile — et « éviter toute cause de malentendus..... dans l'avenir », ce qui ne peut se lire sans une certaine ironie, surtout après la rude crise de 1911 où les malentendus n'ont pas fait défaut.

Déclaration concernant le Maroc, signée à Berlin
le 9 février 1909.

Le gouvernement impérial allemand et le gouvernement de la République française, animés d'un égal désir de faciliter l'exécution de l'acte d'Algésiras, sont convenus de préciser la portée qu'ils attachent à ses clauses, en vue d'éviter toute cause de malentendus entre eux, dans l'avenir.

En conséquence,

Le gouvernement de la République française, entièrement attaché au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire chérifien, résolu à y sauvegarder l'égalité économique et, par suite, à ne pas y entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands,

Et le gouvernement impérial allemand, ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissant d'autre part que les intérêts politiques particuliers de la France y sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure, et décidé à ne pas entraver ces intérêts,

Déclarent qu'ils ne poursuivront et n'encourageront aucune mesure de nature à créer en leur faveur ou en faveur d'une puissance quelconque un privilège économique, et qu'ils chercheront à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise.

Néanmoins l'accord, lorsqu'il fut connu, donna une impression des plus satisfaisantes et l'on fonda sur lui les plus grands espoirs.

Comme le fait remarquer très justement M. Tardieu, surtout après l'affaire des déserteurs de Casablanca, en novembre 1908, qui avait failli déchaîner la guerre, l'accord de 1909 était une détente : « Une

impression de sécurité et de soulagement s'exprima dans toutes les capitales » (1).

Comment donc cet accord, qui reconnaissait « les intérêts politiques particuliers » de la France au Maroc, avait-il été conclu par la puissance même la plus opposée à cette reconnaissance, l'Allemagne, qui avait exigé le statut international d'Algésiras ?

C'est que, une fois de plus, on avait dû se rendre compte de ce que la formule internationale d'Algésiras avait d'impraticable. Contradictoire dans son principe, la solution de 1906 admettait l'intérêt premier de la France au maintien de la paix marocaine et l'empêchait de faire bonne garde autour de cette paix, nécessairement précaire si on la laissait sous la protection de tous, c'est-à-dire d'aucun. Elle plaçait la France dans l'alternative grave d'agir en violation des stipulations internationales ou de ne pas agir et de laisser alors compromettre nos intérêts et les intérêts de tous dont nous avions la garde.

Il fallait choisir entre deux choses également impossibles : ou faillir à ses engagements ou passer outre à ses promesses.

Cette situation, en un mot, réalisait le paradoxe de désarmer la puissance qui devait maintenir l'ordre ; et en arrivait à détruire l'équilibre corrélatif entre les

(1) Tardieu, *Le mystère d'Agadir*, p. 3.

droits reconnus à la France par le régime international et les devoirs résultant de sa situation particulière.

C'est pourquoi l'accord de 1909 devait intervenir et son besoin était impérieux au point d'être senti par ceux qui avaient montré le plus d'envie à faire adopter le régime international de 1906.

En somme, l'accord de 1909 revenait à être une déclaration interprétative de celui de 1906 et le rendait viable en le modifiant, en le transformant, sinon en le supprimant. Nous sommes arrivés avec l'accord de 1909 à une période difficile, des plus confuses et généralement mal connue, où les questions ont été comme embrouillées et enchevêtrées à plaisir, où les difficultés marocaines se sont compliquées de questions congolaises par des consortiums complexes.

Aussi nous serons obligé de nous appesantir davantage sur ces événements incommodes à délimiter, à préciser et à expliquer.

L'accord de 1909 inaugurait, semblait-il, une nouvelle politique et faisait succéder une ère de confiance et de bienveillance à l'époque qui avait précédé Algésiras, qui y avait conduit et qui avait immédiatement suivi la conférence.

Ce n'était, en effet, un secret pour personne que l'Allemagne vit avec déplaisir l'installation de la France au Maroc.

Cette méfiance, cette jalousie nous avaient conduits à Algésiras et nous y avaient imposé l'internationalisation du Maroc.

En 1909 tout change ! L'Allemagne arrive à reconnaître la situation privilégiée de la France au Maroc, ou, comme le disent les deux lettres explicatives échangées le jour même du traité par MM. de Schoen et Cambon, « le désintéressement politique de l'Allemagne ».

Il semblait donc dès lors qu'on avait obtenu tout ce qu'on pouvait désirer puisque l'Allemagne déclarait se désintéresser politiquement du Maroc. La France en arrivait à obtenir de l'Allemagne les déclarations de désintéressement qu'elle avait obtenues de l'Angleterre et de l'Italie.

« Cet accord, disait à l'époque M. Tardieu (1), pour n'être pas rédigé dans les mêmes formes que l'accord avec l'Angleterre du 8 avril 1904, nous assurait les mêmes avantages. En échange de la garantie d'avenir, formellement assurée au commerce allemand par l'égalité et par l'association, la France obtenait de la seule puissance, qui, depuis quatre ans, y faisait obstacle, la reconnaissance de son intérêt politique particulier, de son influence politique spéciale dans l'ensemble du Maroc. »

(1) *Conférence d'Algésiras*, p. 575.

C'était un succès diplomatique véritable et, semblait-il, la fin de la querelle marocaine.

« La conclusion de l'accord franco-allemand a dégagé la question marocaine des complications européennes qui cinq années durant, avaient pesé sur elle » (1).

L'événement devait prouver le contraire et, aussi bien, à regarder de près l'accord de 1909, n'y avait-il pas des germes de mésentente dans l'accord lui-même?

Que signifiait cette promesse, nouvelle certes dans un accord diplomatique, par laquelle les Etats s'engageaient à chercher « à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise » ?

Et pourquoi dans la lettre explicative était-il dit que les intérêts français au Maroc étaient « supérieurs » aux intérêts allemands ?

En France, l'opinion publique n'attachait pour ainsi dire pas d'importance à ces clauses. Elle voyait surtout dans l'accord de 1909 une déclaration de principe. On y voyait la fin de « l'obsession marocaine » et le terme de l'opposition allemande à la politique française au Maroc.

On disait : « Nous serons libres d'agir à notre guise au Maroc » puisque l'opposant perpétuel se désiste de son attitude.

(1) Tardieu, *Conférence d'Algésiras*, p 588.

Tout autre était l'état de l'opinion en Allemagne. Habitée, dès longtemps, à voir associés le monde diplomatique et celui des affaires, au point que les ambassadeurs peuvent y passer parfois pour les commis-voyageurs de l'industrie, l'opinion publique allemande voyait dans l'accord une contre-partie : au désistement politique consenti par l'Allemagne devaient correspondre des avantages économiques résultant d'associations fructueuses à conclure avec des français.

En d'autres termes, on aurait volontiers laissé la France débayer le terrain politique, quitte ensuite à venir partager les profits économiques avec elle.

Il faut remarquer toutefois que, dans le règlement de la question marocaine tel que le présentait l'accord franco-allemand de 1909, se montrait une grave lacune : seules l'Allemagne et la France avaient traité dans cet acte qui se présentait lui-même comme provenant du « désir de faciliter l'exécution de l'acte d'Algésiras ».

Les autres puissances, l'Espagne en particulier, furent exclues de ce tête à tête. Aussi, comme le dit très justement M. Tardieu : «... de ce que serait l'application de l'accord du 8 février, dépendrait pour la France l'avenir de la politique marocaine. Appliqué avec succès, cet accord pouvait nous mener au but. Appliqué sans succès, il nous laissait en présence de

l'Allemagne, diminuant, par son existence même, la valeur des appuis que nous pouvions attendre auparavant, soit de l'Espagne, soit de l'Europe. Toute la question était de savoir ce que serait cette application » (1).

Or, nous avons vu la divergence de vues originelle sur la portée de l'acte, en Allemagne et en France, chacun voulant voir dans l'acte ce qui était conforme à ses intérêts : pour les uns, l'origine de profits à deux ; pour les autres, au contraire, la faculté laissée désormais à l'activité nationale de s'exercer librement sur des territoires que la mauvaise volonté de l'adversaire avait tenus fermés jusqu'alors.

La conséquence de ces points de vue était que la France n'était en droit de compter sur le désintéressement politique allemand qu'autant que ces satisfactions économiques, sur lesquelles l'Allemagne comptait, lui seraient largement assurées.

Or, les diverses tentatives d'associations d'intérêts franco-allemands, telles qu'elles furent essayées à la suite de la promesse faite en 1909, n'aboutirent pas.

Sur quelque domaine que ce fût, aussi bien sur le domaine proprement financier (mission Guiot), que sur le domaine économique (mines, travaux publics, chemins de fer), la collaboration franco-allemande

(1) Tardieu, *Le mystère d'Agadir*, p. 10.

n'aboutit qu'à des déconvenues, à des échecs sur toute la ligne. Et, dans l'enthousiasme du début pour une politique d' « affaires », on ne s'en tint pas au Maroc: les mines d'Ouenza et l'exploitation du Congo (N'Goko-Sangha) devaient aussi tenter les négociateurs franco-allemands.

Ne parlait-on pas même d'association, de consortium en France relativement aux mines de Meurthe-et-Moselle !

Ce serait ici le lieu d'expliquer ce qui s'est passé à propos de ces diverses affaires de ces consortiums si embrouillés par la nature même des intérêts en jeu et que la politique, l'esprit de parti ou la polémique n'ont fait qu'obscurcir davantage. Mais, outre la difficulté très grande de la tâche, ce serait très long et sortirait du cadre propre de notre sujet.

Qu'il nous suffise donc de savoir que tous ces essais, toutes ces tentatives de collaboration franco-allemande échouèrent tous lamentablement, aussi bien au Maroc, qu'en Algérie ou au Congo.

Faut-il en conclure que l'œuvre de l'accord de 1909 n'était pas légitime ? C'est peut-être aller très loin et de ce que les résultats n'ont pas répondu aux espérances, il ne faut pas condamner toute tentative quelle qu'elle soit.

Néanmoins, et sans aller jusqu'à l'exclusion de toute entente franco-allemande, telle que l'exposait

M. Clémenceau au Sénat le 10 février 1912, cela nous montre combien il faut être circonspect, méticuleux même en pareille matière.

L'expression de la véritable situation nous semble avoir été très heureusement rendue par un allemand : le prince Lichnowsky, le nouvel ambassadeur d'Allemagne à Londres.

« La politique franco-allemande, dit-il dans un article de la *Deutsche Revue* (1), est déterminée par des faits et par des souvenirs qu'il n'est au pouvoir de personne d'effacer. Nous devrions par suite nous contenter d'ententes occasionnelles destinées à résoudre les difficultés coloniales et économiques, nous borner à entretenir des rapports de bon voisinage et à traiter les intérêts respectifs dans un esprit de conciliation. Je partage cette conception et j'ai toujours tenu pour un manque de sincérité politique de vouloir obtenir plus. La pensée d'une alliance, d'une fraternité sans réserves entre les deux peuples doit être rejetée dans le domaine d'une idéologie dépourvue d'esprit critique : car cette pensée repose sur le postulat que le temps serait arrivé où les Français pourraient oublier la plus grande catastrophe de leur histoire, la blessure profonde faite à leur statut national et territorial. »

(1) Cité dans les *Marches de l'Est*, 10 novembre 1912, p. 233.

Et plus loin le prince continue : « Il serait inconcevable qu'un peuple qui se souvient des temps de Louis XIV et Napoléon I^{er}, dont la langue encore aujourd'hui sert de véhicule à la pensée internationale, dont la culture a dominé la Prusse même du grand Frédéric, pût être capable de renoncement et de modestie. »

Voilà, au fond, les vraies raisons de l'échec des tentatives d'association inaugurées par l'acte de 1909. Elles eussent pu réussir, ces tentatives, si elles avaient été faites avec d'autres pensées, un égal esprit de conciliation et de sacrifice mutuels, mais il est difficile d'obtenir ces sentiments — et l'événement a prouvé que c'était impossible — de la part de peuples se souvenant qu'ils ont été l'un vainqueur, l'autre vaincu, et dès lors, toujours disposés à croire que l'un cède trop et que l'autre n'obtient pas assez. On ne pourra jamais arriver à de pareilles ententes, tant que ces méfiances fondamentales ne seront pas abolies et c'est pour avoir oublié ces données primordiales, que l'accord de 1909, par ailleurs très chanceux, a dû échouer si misérablement.

On conçoit que ces échecs répétés, surtout venant après la période des vastes espoirs que l'accord de 1909 avait fait naître, n'aient pas été de nature à arranger des choses déjà très embrouillées. Et les difficultés de l'affaire franco-allemande de l'Ouenza

augmentées de celles de la N'Goko-Sangha n'étaient pas faites pour calmer l'irritation des esprits.

Après l'Ouenza, après le consortium congolais, après les difficultés économiques marocaines (condominium financier franco-allemand, Union des mines, travaux publics), venait la grosse question des chemins de fer marocains. A tout cet imbroglio, se superposaient les complications intérieures résultant de chutes de ministères français et d'intrigues parlementaires (1).

C'est à ce moment difficile que des agissements de tribus marocaines forçaient le gouvernement français à prendre des mesures de répression (2). Ces mesures, auxquelles le ministère s'efforçait de conserver « un caractère chérifien en harmonie avec l'acte d'Algésiras » (3), portées à la connaissance du gouvernement allemand, le 14 mars 1911, provoquaient des réserves de la part du secrétaire d'Etat à la Wilhelmstrasse.

La « tache d'huile » française s'élargissait toujours (4), répondait M. de Kiderlen à la communication de M. Cambon.

(1) Le ministère Briand tombait en février 1911 remplacé en mars par le ministère Monis.

(2) Il s'agissait de châtier des tribus *Zaër* qui avaient attiré dans un guet-apens hors de la *Chaouïa* un détachement français.

(3) Albin, *Le « coup » d'Agadir*, p. 145.

(4) Ce sont les expressions mêmes du ministre allemand, cité d'après Albin, *Le « coup » d'Agadir*, p. 144.

On s'explique l'état d'esprit dans lequel pouvait être le gouvernement allemand à cette époque-là. Déçu par la stérilité de l'accord de 1909, obsédé par les démarches infructueuses pour un arrangement au sujet des chemins de fer marocains, aigri par la faillite de toutes les entreprises communes marocaines et celle des négociations congolaises ; sans aucune confiance pour les intentions françaises et ne faisant pas crédit à des méthodes appliquées sans succès à un Maroc toujours plus anarchique, il était fatal que l'Allemagne reçût sans bienveillance les communications de l'ambassadeur français.

La France en était arrivée à une phase, difficile entre toutes, où elle allait avoir besoin du bon vouloir allemand au moment même où tout semblait s'acharner à le lui aliéner. Il fallait obtenir d'une Allemagne vexée de n'avoir rien pu tirer de l'accord de 1909, une amicale neutralité pour les interventions militaires qu'on n'avait pas su prévenir.

Et, comme par un fait exprès, les nouvelles parvenues du Maroc montraient l'insuffisance des mesures de répression locales arrêtées en mars. Outre les *Chaouïa*, les *Beni-M'tir* se révoltaient et venaient incendier les villages jusqu'aux portes de Fez.

Les nouvelles décisions militaires, dont M. de Kiderlen est informé le 5 avril, lui font prouver « que l'acte d'Algésiras est devenu insuffisant ; ces mesures

débordent le cadre de cet instrument diplomatique. Bref, M. de Kiderlen-Wöechter conclut qu'il faudrait songer à modifier l'acte d'Algésiras » (1).

On connaît la suite des événements et comment l'insurrection berbère s'étendant finit par bloquer Fez et le sultan impuissant dans sa capitale; comment à ces dangers s'ajouta bientôt la crainte que la capitale ne fût prise par les rebelles, ce qui aurait entraîné, avec la ruine du sultan, le massacre des colonies européennes.

A bout de ressources, le sultan réclame l'intervention des troupes françaises et c'est alors que fut décidée la marche sur Fez.

Cependant les négociations relatives à la collaboration franco-allemande se poursuivaient, mais avec quelle lenteur. L'opinion publique allemande commençait à s'impatienter.

« A force de lenteur, nous avons pris l'apparence de la mauvaise volonté », dit très justement M. Mermeix (2).

Et, c'est au moment où nous avons le plus besoin de la bienveillance allemande que les mécontentements étaient les plus forts.

Les milieux politiques allemands s'inquiétaient de

(1) Albin, *Le « coup » d'Agadir*, p. 148.

(2) Mermeix, *Chronique de l'an 1911*, p. 50.

la tournure des événements marocains et de l'intervention militaire française.

« Aller à Fez, c'était toucher à l'indépendance du sultan que l'acte d'Algésiras avait garantie » (1), disait le chancelier d'Allemagne; à quoi l'ambassadeur de France répliquait: « Restaurer l'autorité du sultan, lui fournir les moyens de maintenir l'intégrité du Maroc, était-ce porter atteinte à cet acte d'Algésiras qui avait justement eu pour but d'assurer la souveraineté de l'empereur et l'intégrité de l'Empire ? » (2)

Néanmoins, l'expédition de Fez jugée nécessaire en France fut résolue et accomplie, mais avec quelles précautions restrictives !

La route de l'Ouest fut choisie pour conserver à l'expédition son « caractère chérifien » (3), une opération venant de l'Algérie ayant pu paraître une intervention trop directe parce que s'appuyant sur une colonie française : on aurait pu croire que la politique des confins algéro-marocains allait être étendue jusqu'au cœur du Maroc.

Et cependant cette voie eût été plus naturelle, plus rapide, plus commode et moins coûteuse. Les instructions données au général Moinier aussi étaient empreintes du même esprit.

(1) Mermeix, *Chronique de l'an 1911*, p. 61.

(2) *Idem*, p. 61.

(3) Albin, p. 155.

« Cette action s'exercerait en conformité avec les principes de l'acte d'Algésiras », disaient les instructions. Et le général devait se garder d'entamer la souveraineté du sultan ou d'en diminuer le prestige.

L'occupation ne devait être que temporaire et menée le plus rapidement possible, etc., etc.

Les opérations, en effet, furent rapidement effectuées et à peine les troupes étaient-elles arrivées à Fez que l'on parlait d'en sortir.

De fait, c'est à peine si le corps expéditionnaire reste à Fez : il rend sûres tour à tour les routes de Fez à Meknès, puis celle de Meknès à Rabat, et, à peine ces tâches achevées en deux mois, le général reçoit télégrammes sur télégrammes lui enjoignant de hâter son retour.

Le 9 juillet, la retraite est terminée et le corps revenu à Rabat.

Mais dès le 1^{er} juillet le *Panther* était à Agadir.

C'est que, en dépit des précautions, poussées jusqu'au scrupule, de proclamer notre attachement à l'acte d'Algésiras (1), on se heurtait à la tenace mauvaise humeur de l'Allemagne.

Il faut bien reconnaître que, sur aucun terrain, les

(1) Nous ne pouvons entrer dans le détail des démarches qui furent faites dans ce sens, tant par les ordres de retraite réitérés au corps expéditionnaire que par les assurances prodiguées à la Wilhelmstrasse. On trouvera le détail de ces démarches, dans les ouvrages de MM. Tardieu, Albin et Mermeix.

rapports franco-allemands ne pouvaient arriver à un résultat. Tout y était matière à discussion : mines, travaux publics, chemins de fer, tout avait avorté. Le consortium N'Goko-Sangha, après deux ans de discussions (1909-1910), avait été rejeté par le cabinet Monis et le chemin de fer Congo-Cameroun, projeté comme compensation, ne paraissait pas susceptible d'une solution satisfaisante.

Des difficultés douanières continuelles survenaient également par l'application du nouveau tarif à « spécifications » adopté en France en 1910 qui renforçait notablement la protection du tarif antérieur. Au surplus, et par une coïncidence étrange que nous avons déjà trouvée plusieurs fois (1), la situation intérieure en France était à une époque de crise : le ministère Monis venait de tomber, faisant place au ministère Caillaux.

(1) C'est, en effet, au moment de crises ministérielles que les prétentions allemandes se sont montrées les plus exigeantes ;

Notamment : le 7 mars 1906, chute du ministère Rouvier ; le 12 mars, à Algésiras, intransigeance allemande sur la question de la police et de la Banque.

Fin février 1911, chute du ministère Briand ; mars 1911, réserves de M. de Kiderlen et sa réponse sur la « tache d'huile » française qui « s'élargissait toujours ».

Fin juin 1911, chute du ministère Monis ; 1^{er} juillet « coup » d'Agadir. Il serait curieux de rechercher dans quelle mesure le gouvernement allemand profita des embarras créés par la politique intérieure en France, pour hausser ses prétentions avec le ton de ses réclamations.

C'est le moment que choisit le gouvernement impérial pour communiquer sa fameuse décision du 1^{er} juillet, qui restera connue dans l'histoire sous le nom de « coup » d'Agadir.

Un véritable « coup », en effet que la communication par laquelle l'ambassadeur d'Allemagne faisait savoir, le 1^{er} juillet 1911, qu'un navire allemand était venu s'emboîter devant le port marocain d'Agadir n'Irir. « Coup » au plein sens du terme avec ce qu'il comporte de brusque, d'inattendu, de décisif et aussi de mauvais.

Coup de théâtre, ou coup de force, l'un ou l'autre, peut-être l'un et l'autre, on ne saurait dire. Dans tous les cas, l'annonce de la présence d'un navire allemand dans les eaux d'Agadir fut une surprise, une surprise qui faillit entraîner les actes les plus graves.

Le gouvernement allemand, déçu dans ses espérances des profits escomptés par l'accord de 1909, cherchait « quelque chose ». M. de Kiderlen le dit très clairement à M. Cambon à Kissingen et la presse allemande l'exprima plus nettement encore.

La crainte que ce fût un partage du Maroc faisait tenter du côté français tout le possible pour savoir sur quoi portaient ces désirs.

Au milieu de ces entretiens, le ministère français ayant changé, l'Allemagne envoya un navire au Maroc.

Mélanger l'action à la négociation c'était brusquer les événements, élever le débat, signifier la résolution d'aboutir. Le *Panther* à Agadir était l'éclat de deux ans et demi de déception contenue.

CHAPITRE IV

La crise de 1911.

Qu'allait-on faire devant la situation nouvelle créée par l'acte de violence d'Agadir ? Mais auparavant, quelle pouvait être la signification d'un acte aussi soudain et aussi grave ?

Le motif invoqué et contenu dans la communication de l'ambassade allemande du 1^{er} juillet (1) était la né-

(1) « Des maisons allemandes, qui ont des affaires dans le sud du Maroc et particulièrement dans les environs d'Agadir, se sont inquiétées d'une certaine agitation qui régnait parmi les tribus de cette région et qui semble avoir été provoquée par les derniers événements survenus dans d'autres parties du pays.

Ces maisons se sont adressées au gouvernement impérial en lui demandant aide et protection pour leurs biens.

Le gouvernement a fait droit à cette demande en décidant d'envoyer un navire de guerre à Agadir pour aider et secourir, en cas de besoin, les sujets et protégés allemands, et pour veiller en même temps aux intérêts allemands qui sont considérables dans ces régions.

Dès que l'ordre et la tranquillité seront revenus au Maroc, le navire chargé de cette mission protectrice quittera le port d'Agadir. »

cessité de porter aide et protection pour leur vie et leurs biens aux maisons allemandes établies dans le *Sous*.

Or, cette explication officielle était insoutenable pour la bonne raison qu'il n'y avait dans le *Sous* marocain, en juillet 1911, ni menaces contre les intérêts allemands, ni même d'intérêts allemands.

La région d'Agadir était parfaitement tranquille — on le savait par les nouvelles reçues de Mogador — et le *Sous* ne comptait, à cette époque, que trois ou quatre Européens dont aucun à Agadir (1). Ce n'était donc pas la vraie raison et toutes les hypothèses restaient possibles. La véritable, la suite devait bien le prouver, était que le « coup » d'Agadir allait mettre en quelque sorte le « marché en main » et que le mouillage du *Panther* devant la côte marocaine était « comme la prise d'un gage en possession duquel nous voudrions rentrer même au prix d'un sacrifice » (2). Restait à savoir comment la négociation allait être entamée. Et dès l'abord, il semblait que la menace résultant de la présence d'un navire allemand dans les eaux marocaines fût de bien mauvais augure pour le début de négociations certainement difficiles.

Comment cet acte de mauvaise humeur serait-il vu et interprété ?

(1) D'après Tardieu, p. 426.

(2) Mermeix, p. 88.

On sait qu'après des hésitations au sein du ministère français, et après avoir consulté le ministère anglais, il ne fut pas envoyé de croiseur ni français, ni anglais. C'eût été répondre à une menace par une autre menace, mais lorsqu'on s'engage dans cette voie, on sait trop quelle en est l'issue et l'issue pas plus le gouvernement français que le gouvernement anglais ne voulurent la risquer.

On négocia donc mais il s'agissait de savoir sur quel terrain. Que voulait-on du côté allemand, que pouvait-on du côté français ? S'il fallait en croire la presse allemande par ses organes plus ou moins inspirés, le partage du Maroc était le but du geste d'Agadir.

La *Gazette de Cologne* du 13 juillet parlait de partager le Maroc.

Le *Journal national de Brunswick* écrivait en parlant de M. de Kiderlen :

« Il nous a dit que, bien que l'empereur lui ait simplement recommandé une solution honorable, il persisterait à réclamer une partie du sud-ouest du Maroc. »

La *Tægliche Rundschau* précisait :

« Lorsque les *Dernières nouvelles de Hambourg* affirment que le gouvernement n'a jamais eu l'intention d'acquérir des territoires ou un port au Maroc,

elles montrent seulement qu'elles ont été mal informées. »

La *Gazette de la Croix* était plus catégorique :

« Le peuple veut que l'on profite de l'occasion favorable pour assurer à l'Allemagne dans le nord de l'Afrique une part de valeur équivalente à celle que prend la France.

« Cette part, ajoutait-elle, pourra être obtenue soit par la création d'une colonie, soit par des privilèges commerciaux. »

On sut bientôt que le partage du Maroc n'était pas l'objet des désirs du gouvernement allemand : « Vous voulez, disait le secrétaire d'Etat, que nous fassions notre deuil du Maroc. Soit, nous y consentons. Mais alors donnez-nous une compensation. »

— Où, interrogea M. Jules Cambon.

— Au Congo, répondit le secrétaire d'Etat » (1).

Telle fut l'origine de ces pénibles négociations de quatre longs mois. En dire le détail, le développement même, entraînerait trop loin.

Devait-on commencer par parler en tête à tête ou en conférence ? Commencerait-on par parler du Maroc ou du Congo ? Quelle serait l'étendue des concessions mutuelles ?

Autant de questions complexes auxquelles les ré-

(1) Cité dans Albin, p. 187.

ponses sont difficiles à faire et par l'étendue des sujets auxquels elles s'appliquent et par la difficulté sinon l'impossibilité d'une documentation impartiale.

Qu'il y ait eu des erreurs commises, des maladresses, des fautes même, c'est certain. Qu'il y ait eu un manque de direction, de cohérence, de cohésion entre le ministre des Affaires étrangères et le président du conseil, cela semble indéniable.

Y eût-il un « secret » du président du conseil comme la chose a été dite ? C'est possible. Mais toutes ces questions sont trop récentes pour pouvoir y répondre.

D'ailleurs, n'est-ce pas le but de cette étude de nous attarder aux discussions et nous avons hâte d'arriver aux résultats.

Ces résultats péniblement obtenus — il y eut au moins sept projets successifs des compensations à accorder — ne sont pas eux-mêmes très commodes à dégager et on n'en verra bien toutes les conséquences qu'après une épreuve d'une certaine durée, lorsqu'on pourra voir ce que donneront les décisions arrêtées.

Nous arrivons ainsi, avec le traité du 4 novembre 1911, au règlement de la crise franco-allemande.

La convention franco-allemande du 4 novembre 1911 se compose, on le sait, de deux accords : l'un concernant le Maroc, l'autre relatif au Congo. Le second se présente lui-même « comme suite et complément de la convention... relative au Maroc » et il com-

porte, « en raison des droits de protection reconnus à la France sur l'empire chérifien », l'étendue « des échanges territoriaux » dans « l'Afrique équatoriale. »

En outre, des lettres explicatives ont été échangées entre le secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de l'empire d'Allemagne et l'ambassadeur de France à Berlin. Seule, la partie marocaine du traité nous retiendra parce que, seule, elle intéresse notre sujet.

L'accord, dans son préambule, constate d'abord la nécessité de poursuivre au Maroc, « dans l'intérêt général, l'œuvre de pacification et de progrès prévue par l'acte d'Algésiras » ; puis, il se présente comme devant « préciser » et « compléter » l'accord franco-allemand de 1909.

Cela dit, l'accord comporte deux ordres de dispositions, les unes politiques, les autres économiques. Dans l'un comme dans l'autre domaine, le traité a pour but d'accorder à la France le droit d'établir son protectorat au Maroc.

Mais la chose est exprimée dans un langage embarrassé, fait de phrases longues, surchargées d'incidents et qui sentent leur origine allemande.

Voilà déjà longtemps que l'on se plaint des mauvaises rédactions législatives ; la diplomatie n'a pas voulu être en reste sur ce point et c'est grand dommage que le français, resté langue diplomatique par

la force des traditions et pour ses qualités de netteté et de clarté, soit en train, dans les actes diplomatiques, de mériter si peu sa réputation.

Quoi qu'il en soit de cette critique, voyons quelles dispositions contient l'accord marocain de 1911.

Mais auparavant, n'y-a-t-il pas lieu de répondre à une question de principe : Pourquoi a-t-on dû conclure cet accord ? Quelle nécessité y avait-il de définir la situation marocaine déjà traitée à Algésiras et en 1909 ? Enfin, et ceci est une question adressée par la logique même : Comment l'Allemagne en 1911 a-t-elle pu donner à la France sur le Maroc des droits qu'elle-même n'avait pas ? *Nemo dat quod non habet*, dit un principe juridique inspiré du bon sens. Comment donc cette situation a-t-elle été possible ?

Il est clair qu'au point de vue logique, puisque l'Allemagne en 1911 se disait disposée à laisser établir le protectorat français au Maroc, la seule conduite paraissant raisonnable eût été de conclure un traité de protectorat franco-marocain auquel l'Allemagne eût adhéré (1).

(1) Avant toute autre constatation, il faut remarquer que la conclusion d'un accord à deux sur le Maroc, sur lequel les puissances s'étaient entendues en 1906, était, à elle seule, une anomalie. On suppose en quelque sorte le problème résolu et l'on agit comme si l'on avait pris l'assentiment des puissances, sans compter celui de l'intéressé lui-même, le Maroc. On considère comme acquise l'adhésion des puissances représentées à Algésiras

Cette conduite, si elle n'a pas été tenue, la faute en est au mauvais vouloir allemand qui écarta cette façon de procéder. On voulut fixer au gouvernement français les limites dans lesquelles, il pourrait, ultérieurement, s'entendre avec l'Etat marocain. La situation fut inverse de celle que la raison demandait ; c'est une explication à la longueur des pourparlers et une excuse à l'embarras que trahit la rédaction du traité.

Quant au fondement même du traité : Pourquoi a-t-il fallu conclure cet accord ? La réponse en est dans l'histoire des dix dernières années.

Assurément, il eût été possible d'aborder la question marocaine avec d'autres méthodes et dans un autre esprit.

Le gouvernement de Charles X, lorsqu'il prit Alger, offrit tout autre chose que des « compensations » au gouvernement anglais (1).

Dans le précédent tunisien, la France n'a pas davantage indemnisé les nations concurrentes, et cet exemple de marché, d'échange en droit international était nouveau. Pour le comprendre, il faut remonter

et l'on agit comme si le Maroc avait accepté le protectorat français. La liquidation de 1911 règle la situation à venir sans tenir compte pour ainsi dire du passé, ni du droit des tiers à intervenir dans une discussion qui les regarde ou qui les touche.

(1) On connaît la fière réponse du baron d'Haussez, ministre de la Marine, à l'ambassadeur britannique qui lui faisait des représentations sur l'expédition d'Alger.

aux traités antérieurs, notamment au traité franco-anglais de 1904 où l'on avait déjà « internationalisé » la question marocaine.

Ayant débuté de la sorte envers l'Angleterre, le développement de la politique a conduit à en user de même envers l'Allemagne.

C'est alors cette politique générale qu'il faut incriminer, toute cette politique qui a mené les Etats dans des réseaux d'ententes et d'alliances (1).

(1) On peut remarquer en passant que cette politique de groupements, ce « faisceau d'amitiés et d'alliances », que l'on aime à célébrer comme le plus sûr garant de la paix est une conception renouvelée de l'ancien régime. Elle fait penser aux grands systèmes qui se partagèrent l'Europe du XVIII^e siècle et d'où sortirent de si longues guerres générales.

Alors, comme à présent, la recherche de l'équilibre fut la préoccupation dominante et ce fut une époque des plus troublées.

Le parallèle pourrait être poussé plus loin.

A époques différentes, procédés différents, mais la méthode au fond reste la même. Le ministre prussien Herzberg veut bouleverser l'Europe pour donner Thorn et Danzig à son maître ; la France, pour obtenir de l'Angleterre la « faculté de prendre » le Maroc, procède à une liquidation générale des difficultés mondiales communes. Mêmes dangers, aux renversements d'alliances correspondent les infidélités passagères, les « tours de valse », les rapprochements inattendus entre membres de groupes différents ; l'attitude de l'Italie à Algésiras, certaines démarches russes en Allemagne en sont la preuve.

Le plan d'Herzberg consistait à rendre la Galicie à la Pologne, l'Autriche devait se dédommager en Orient, la Suède prendrait la Finlande, la Russie s'agrandirait en Orient. La Pologne, par reconnaissance, donnera Thorn et Danzig à la Prusse.

Mais il est permis de regretter cette direction et ces tendances et de faire, après M. Paul Leroy-Beaulieu et M. de Mun, la remarque rétrospective qu'une infiltration, lente peut-être, mais continue en prenant pour base la frontière algéro-marocaine, eût pu arriver à donner à la France le Maroc, un Maroc libre de toute servitude étrangère et de toutes les hypothèques que la politique de concessions et d'ententes a imposées.

« On aurait pu aboutir à un protectorat de fait plus rapidement, avec beaucoup moins de sacrifices, surtout avec beaucoup moins de complications, si à Paris on avait considéré la question marocaine comme une question algérienne et non comme une question européenne, et si, appuyés sur cette base de l'Algérie, nous avions progressé, à l'abri de la force militaire, par la protection des intérêts » (1).

Ainsi donc, critiquer autant qu'on le voudra l'orientation donnée à la politique générale vers 1900-1904, mais ces conditions-là posées, il était impossible de faire table rase du passé.

Comme l'a dit M. Baudin, au Sénat :

« Une fois entré dans la voie des compensations il fallait poursuivre... Les événements qui se sont succédés découlent de cette politique » (2-3).

(1) Chambre des députés, 14 décembre 1911, discours de M. de Mun.

(2) Sénat, 7 février 1912, M. Baudin.

(3) M. Maura examinant les résultats de cette politique d'é-

Le refus d'accorder des « compensations » aurait mené, on le sait, à un conflit et le gouvernement pensa que le Maroc ne valait pas ce risque.

Cependant, la compensation s'expliquant, toute la question n'était pas épuisée. La France avait en effet des possibilités d'action par l'acte d'Algésiras, puis par l'accord de 1909. Ne pouvait-on pas, s'en contenter ? Comment devait-on « payer » en 1911 ce que l'on avait eu la faculté de prendre « gratuitement » en 1906 et 1909 ? C'est précisément là qu'est la question. Les actes de 1906 et 1909 permettaient-ils ces « réalisations » ?

Leur application avait démontré le contraire. De la formule internationale d'Algésiras, on n'avait presque rien pu tirer et l'acte de 1909 « reconnaissait à la

changes dont le Maroc était l'enjeu, écrivait, dès 1905 : « Ainsi donc, en faisant aujourd'hui le bilan probable de la pénétration pacifique au Maroc, la France inscrira dans le passif : tout ce qu'elle a cédé dans les traités franco-italiens de 1901, anglo-français d'avril 1904 et franco-espagnol d'octobre de la même année ; ce qu'elle cédera demain, pour obtenir l'assentiment de l'Allemagne, et — il ajoutait avec générosité — ce que pourront exiger d'elle les Etats-Unis, la Belgique, ou n'importe laquelle des nations n'ayant pas d'accord avec elle, en la menaçant d'encourager les résistances, toujours vraisemblables, du Maghzen, et, si elle repoussait ces exigences, les représailles qu'elle aurait à subir ». (*La question du Maroc au point de vue espagnol*, p. 259 et 260 ; la préface porte la date : Madrid, mai 1905).

France son influence politique particulière, mais il ne lui donnait pas les moyens de la mettre en œuvre » (1).

Les événements marocains exigeaient impérieusement qu'il fût fait « quelque chose », le régime indivis d'Algésiras pas plus que celui d'action conjointe de 1909 ne permettaient d'arriver à rien : il fallait trouver « autre chose ».

Le Maroc avait donc besoin d'un maître, d'un seul, et qui pût commander : le but du traité de 1911 a été justement d'autoriser cette faculté d'agir enrayée depuis 1906 et dont le besoin se faisait si durement sentir.

Reste à savoir ce que vaut l'application. Comment et en quoi avons-nous été investis du pouvoir ? Que vaut le traité ? En un mot, comment la France a-t-elle reçu en 1911 la liberté d'organiser son protectorat sur le Maroc ?

C'est l'étude des clauses politiques du traité qui répond à cette question.

Et d'abord, notons que le mot lui-même de « protectorat » n'est pas employé dans le traité ; tout au plus, si dans les lettres annexées le mot est prononcé (2).

Qu'importe après tout le mot (3) si on obtient la

(1) Albin, p. 173.

(2) Le traité du Bardo (12 mai 1881) ne parle pas non plus d'instituer de « protectorat » sur la Tunisie.

(3) Le mot est d'ailleurs prononcé, ou du moins son équivalent,

chose et il semble bien en effet que l'on obtienne tous les éléments habituels d'un protectorat.

Le traité donne en effet à la France le droit de représenter le Maroc à l'extérieur (article 3), celui de l'occuper militairement (article 2), celui d'accomplir toutes les réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires (article 1) et il lui est reconnu à cet égard « pleine liberté d'action ». Ce sont les éléments ordinaires du protectorat qui sont donnés par ces articles. Voilà pour les droits, mais naturellement à ces droits correspondent des devoirs, l'autorité appelant la responsabilité. On a dit, M. Pichon, par exemple, au Sénat le 8 février 1912, « c'est la France qui devient responsable. Je crains qu'on n'ait exposé notre pays à des charges trop lourdes pour ses ressources financières... et qu'on ait risqué de l'affaiblir gravement en Europe en disséminant ses forces en Afrique ».

De ces deux reproches, M. Tardieu fait remarquer avec juste raison que le premier a toujours été adressé au début de toute entreprise coloniale. Et il cite les interventions à la tribune parlementaire de Berryer en 1838 à propos de l'Algérie et de M. Delafosse en

dans le préambule de l'accord congolais conclu « comme suite et complément de la convention du 4 novembre 1911 relative au Maroc et en raison des *droits de protection* reconnus à la France sur l'Empire chérifien ».

1881, à propos de la Tunisie (1). Mais, comme il le fait remarquer fort justement en citant les augmentations des recettes de ces deux colonies, ce reproche n'est pas fondé. L'avenir a rédimé et au delà du présent et, pour le Maroc, il y a tout lieu de croire qu'il en sera de même et ce n'est certainement pas la richesse incontestable de sa terre, les ressources minières qu'il peut posséder, qui peuvent infirmer cette prévision.

Quant au second reproche, il n'est peut-être pas inspiré de vues aussi méticuleuses. Et assurément, dans l'état actuel troublé de l'Europe y a-t-il danger à se démunir d'une partie de l'armée métropolitaine. On sait, en effet, que le corps d'armée algérien a été très fortement mis à contribution pour la conquête et la pacification du Maroc (2). Des unités métropolitaines ont dû y partir et, ne serait-ce que la mesure exceptionnelle par laquelle les officiers de réserve ont été autorisés à y prendre du service, tout cela indique les difficultés et le danger signalé par M. Pichon n'est pas aussi vain qu'on a voulu le dire.

Nous avons vu les droits que nous conférerait le

(1) Tardieu, p. 552.

(2) Le corps d'armée d'Algérie, le 19^e corps, eût-il été suffisant pour occuper et contenir le Maroc, la critique porte quand même, car l'Algérie est alors dégarnie, et en cas de mobilisation, le 19^e corps serait inutilisable pour la métropole.

traité, il comporte encore des charges et certains ont prétendu que les charges dépassaient les droits.

Il en subsiste en effet, de très lourdes au seul point de vue politique, sans compter les charges économiques.

Ce sont les charges résultant du régime des « protégés » et du maintien des juridictions consulaires : deux questions connexes entre elles et dérivant toutes deux des « capitulations. »

On sait qu'il faut entendre par « capitulations », cette situation exceptionnelle grâce à laquelle les étrangers restent soumis à leurs lois nationales, bien que résidant en pays étranger.

La situation se complique au Maroc de la question, particulière à ce pays, des « protégés ». Cette catégorie d'individus, « mal définie en droit » (1), « indéfinie

(1) La question de la « protection » au Maroc est des plus complexes et des plus embrouillées. Ne pouvant en faire ici une étude approfondie, qui nécessiterait de longs développements, qu'il suffise, pour se faire une idée de la difficulté de cette question, de signaler le nombre et la diversité des sources où ce droit prend naissance. Voici, par exemple, du point de vue français, les traités et les textes qu'il faut consulter pour le droit de protection, auxquels, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, il faut d'ailleurs ajouter certains textes étrangers :

Traité du 28 mai 1767, art. 11 ; traité général entre la Grande-Bretagne et le Maroc, du 9 décembre 1856, art. 3 ; traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Maroc, du 9 décembre 1856, art. 4 ; traité de commerce entre l'Espagne et le Maroc, du 20 décembre 1861, art. 3 et 47 ; règlement du

en fait », se trouve, grâce à ce régime, soustraite à

19 août 1863 ; enfin, convention de Madrid du 3 juillet 1880, art. 1 à 10 et 12 à 18.

D'une façon générale, les protégés sont des indigènes marocains employés au service des puissances, ou des indigènes en relations d'affaires avec les nationaux des différentes puissances.

Les protégés se divisent en trois catégories, outre la catégorie à part des associés agricoles :

1° Ceux qui sont protégés à raison de leurs fonctions officielles (employés, interprètes, soldats des ministres, des chefs de mission ou consuls, vice-consuls, agents consulaires des pays étrangers);

2° Les protégés politiques, théoriquement au nombre de douze par puissance, qui ont été adoptés par les puissances étrangères pour prix des services qu'ils leur ont rendus ;

3° Les « censaux » ou agents des commerçants étrangers, chargés de leurs achats et de la vente de leurs produits dans l'intérieur du pays.

Les protégés échappent à la juridiction locale pour relever directement des tribunaux consulaires de la nation protectrice; en outre, ils ne payent pas l'impôt chérifien. Toutefois, « le droit de protection ne pourra être exercé à l'égard des personnes poursuivies pour un délit ou un crime avant qu'elles n'aient, s'il y a lieu, accompli leur peine » (art. 5 de la convention de Madrid), et, à l'inverse, si un indigène, cessant d'être protégé, a un procès en cours avant que la protection n'ait cessé, son affaire sera terminée par le tribunal consulaire qui en était saisi.

La protection est individuelle ou plutôt familiale, car elle s'étend à la famille propre du protégé ; elle est temporaire, tout au plus viagère (héréditaire cependant pour la famille Benchimol, qui fournit les interprètes du port de Tanger). Elle se constate au moyen d'une carte délivrée par le consul protecteur ; et cette patente est annuelle. Enfin la liste des protégés doit être communiquée chaque année au gouvernement chérifien.

A côté des protégés se trouvent les associés agricoles dont la

l'autorité territoriale — c'est-à-dire maintenant à l'autorité du pays protecteur (1).

On comprend, dès lors, tout l'intérêt qu'il y a pour la souveraineté locale à voir disparaître cette limite à son action, cette réelle impuissance, impuissance d'autant plus grave que le nombre des « protégés » est plus grand (2).

situation a été réglée par le règlement de 1863 et par la convention de Madrid, spécialement par l'article 9. Le droit de protection ne s'étend pas à eux personnellement ; sont seulement protégés les intérêts qui leur sont confiés. Cependant, dit l'article 9, ils ne peuvent être arrêtés sans que la légation ou le consulat, dont relève l'étranger qui est leur associé, ait été prévenu. Quant à ses effets, la protection ne dénationalise pas le protégé et, dans le cas particulier où elle est héréditaire, comme elle ne cesse pas avec la mort du protégé, la succession échappe à l'ingérence de l'autorité locale pour rester soumise à la juridiction consulaire de l'Etat protégeant, bien que le protégé conserve son statut national (Tribunal consulaire de Tanger, 28 mai 1918, et cour d'appel d'Aix, 7 mars 1912, *Gazette des tribunaux*, 25 avril 1912, p. 371).

(1) « C'est contre la France qu'on aura encore une carte de protection, comme on l'avait hier contre le sultan ». (M. Ferry à la Chambre des députés, 15 décembre 1911).

(2) « Il existe plusieurs milliers de protégés » (M. Pichon, au Sénat, 8 février 1912). « Le nombre des protégés est exorbitant : je l'entendais, dit M. R. de Caix, récemment au Maroc même, estimer à quelque 6.000 personnes... Tout Marocain qui habite des pays accessibles et qui en vaut la peine trouve aisément un protecteur.... Le Maghzen voit lui échapper la meilleure partie de la matière contribuable » (*De l'abus de la protection au Maroc*, cité dans le *Journal du droit international privé* (Clunet), 1913, p. 87). *L'Afrique française* cite à peu près les mêmes chif-

La conférence de Madrid en 1880 avait eu, on l'a vu, pour objet d'enrayer les abus provenant de cette situation et elle avait voulu limiter le nombre des « protégés. »

Mais, tel qu'il a été exercé, avant et depuis 1880, le régime des « protégés » est une exception grave au droit commun international et, vis-à-vis d'un Etat normalement constitué, comme doit l'être un pays muni des rouages du protectorat, cela devient une dérogation exorbitante.

La situation, en effet, si elle se justifie envers des Etats anarchiques où l'arbitraire est la règle, n'a plus de raison d'être lorsqu'à l'anarchie l'ordre a fait place et qu'il existe toutes les garanties contre l'arbitraire.

Dans ces conditions, la reconnaissance du droit pour la France d'instituer son protectorat au Maroc

fres :.... « Il y a environ 7.000 indigènes soustraits à l'autorité et à la justice locales de l'Empire chérifien. Plus de 5.000 de ces « protégés » seraient des associés agricoles auxquels les traités ne reconnaissent cependant pas, comme on le sait, le bénéfice de la protection. Plus de 1.000 seraient les « censeux »... Le reste, moins de 700, serait composé des protégés des légations et des consulats. La zone française compterait plus de 5.000 protégés de ces diverses catégories.

C'est de beaucoup l'Allemagne qui a le plus de protégés : cette clientèle dépasserait pour elle 2.200 indigènes dans la seule zone française. L'Angleterre et l'Espagne viendraient ensuite, mais en suivant de fort loin, puisque l'une resterait bien au-dessous de la moitié et l'autre du tiers de l'effectif des protégés allemands ». (Dans *l'Afrique française*, juillet 1913, p. 281).

aurait dû avoir pour conséquence logique de faire tomber le régime des « protégés ».

Il n'en a pas été ainsi et le traité de 1911 ne contient pas cette abrogation.

La disparition de ce régime est cependant nécessaire pour rendre possible une réorganisation du Maroc. Quel respect obtenir, lorsque les sanctions de l'autorité seraient tenues en échec par la possession de la qualité de « protégé », si facile à acquérir ?

La nécessité de l'abolition de ce régime n'est donc pas contestable et son maintien, ou plus exactement sa non-suppression, dans le traité de 1911, est apparue comme une grande faiblesse.

Mais, à y bien réfléchir, l'abrogation de ce régime eût-elle été accordée par l'Allemagne, quel résultat cela eût-il donné ? Une réelle satisfaction d'amour propre assurément, mais la portée de la réforme aurait été fortement réduite puisque les « protégés » des autres puissances continuaient à subsister.

L'Allemagne, seule, se serait mise dans un état d'infériorité relative et la France aurait été en présence de mêmes difficultés avec les autres pays.

C'est pourquoi, l'article 12 auquel il faut ajouter une phrase de la lettre explicative annexée, s'est-il contenté d'admettre que le régime des protégés (1),

(1) La lettre explicative dit qu'il faut entendre par là « la partie de la convention de Madrid qui concerne les protégés et les associés agricoles ».

sera aboli ultérieurement « d'accord avec les autres puissances. »

Au fond, le résultat revient à peu près au même; de toute façon, il aurait fallu recourir à de nouvelles négociations pour obtenir l'abrogation du régime des « protégés ».

Tout ce qu'on peut regretter, c'est que cette abrogation n'ait pas été accordée par l'Allemagne dans l'accord de 1911; ç'aurait été une satisfaction morale donnée à la France et un précédent d'importance à présenter aux autres puissances.

L'autre entrave, provenant également des « capitulations », est l'existence des tribunaux consulaires.

L'article 9 s'est borné à instituer une procédure d'arbitrage laissant subsister les tribunaux consulaires. Leur disparition est néanmoins envisagée et le gouvernement allemand promet d'y adhérer.

Les mêmes arguments que dans la question précédente conservent leur valeur, avec cette différence, toutefois, que dans un pays organisé le régime des « protégés » est une anomalie superflue et nuisible, alors qu'un régime judiciaire est partout et toujours nécessaire.

Et l'on ne pouvait vraiment pas supprimer toute juridiction consulaire tant qu'une organisation judiciaire n'était pas réalisée.

:

:

M. Maurice Long l'a dit fort justement (1) :

« Il est évident que, si nous n'installons pas au Maroc un régime judiciaire en même temps que l'ordre et la sécurité nécessaires aux transactions commerciales, nous ne serons pas en droit de demander aux puissances de supprimer leurs juridictions consulaires. »

❖ Impossible de supprimer une institution indispensable si l'on ne peut en même temps proposer un régime pouvant la remplacer.

C'était donc la seule façon de procéder et, grâce à la promesse contenue dans le traité de 1911, il ne tient qu'à la France d'obtenir la suppression des tribunaux consulaires.

Ainsi en a-t-il été dans les Etats nouveaux qui se sont formés aux dépens de l'empire ottoman.

Car les capitulations ne sont pas une servitude « territoriale », mais une atteinte à la souveraineté de l'Etat à raison d'un certain état de choses. Cet état de choses se caractérise par la différence de coutumes et par l'arbitraire gouvernemental contre lequel sont prises les garanties que sont les capitulations.

Que la situation vienne à changer, les capitulations disparaissent.

C'est ainsi que les capitulations n'existent plus dans

(1) Chambre des députés, 18 décembre 1911.

les Etats nés de démembrements de l'empire ottoman. La Grèce, la Serbie, le Monténégro ont fait constater cette disparition dans des traités conclus avec les autres Etats et, récemment, par une convention du 29 décembre 1911, la Bulgarie vient d'obtenir de la France une pareille reconnaissance.

Il en a été de même lorsque des territoires sur lesquels s'exerçaient les capitulations ont été absorbés par des Etats existants : l'Autriche-Hongrie, pour la Bosnie-Herzégovine, faisait reconnaître ce changement en 1879.

Des notes britanniques aux puissances ont fait savoir que les capitulations étaient supprimées à Chypre.

Pour la Tunisie, précédent auquel on doit se référer lorsqu'on parle du Maroc, la France a obtenu des diverses puissances l'abrogation du régime capitulaire.

Le traité établissant le protectorat — traité du Bardo — est du 12 mai 1881 ; une loi du 27 mars 1883 organise la juridiction française en Tunisie et les puissances renoncent successivement aux capitulations et à leurs juridictions consulaires. L'Italie y renonce la dernière par le traité de commerce du 28 septembre 1896.

Se fondant sur tous ces précédents, il est permis de conclure qu'il en ira de même au Maroc et la pro-

messe allemande de 1911 constitue une adhésion anticipée.

Une fois la réforme judiciaire instituée au Maroc, il faudra obtenir des diverses puissances la reconnaissance des tribunaux français. Mais cela ne suffira pas et il faudra, en outre, qu'elles renoncent, pour leurs nationaux, aux capitulations afin que tous les étrangers soient placés sous le même régime commun. Car, la simple reconnaissance des tribunaux français ne comprend pas la renonciation à tous les privilèges dont jouissent les étrangers au Maroc, par exemple, l'inviolabilité du domicile, l'exemption d'impôts, etc., privilèges reconnus par des actes internationaux entre le Maroc et les diverses puissances.

Il n'y a pas que du régime capitulaire que puissent résulter des entraves à l'activité réformatrice française : on peut se demander ce qui subsiste du régime international d'Algésiras. Car, qui dit régime international dit forcément émiettement de l'autorité et vient à l'encontre du régime de protectorat, lequel a précisément pour but de donner une autorité à un pays anarchique.

Il s'agit donc de savoir ce que le traité de 1911 laisse subsister de l'accord d'Algésiras : il est certain, en effet, que le traité franco-allemand a conservé telles dispositions d'Algésiras et qu'il a voulu en supprimer d'autres. L'article 13 le dit très clairement :

« Toutes clauses d'accord, convention, traité ou règlement qui seraient contraires aux précédentes stipulations sont et demeurent abrogées ». L'article suivant, l'article 14, dit que l'accord sera « communiqué aux autres puissances signataires de l'acte d'Algésiras près desquelles les deux gouvernements s'engagent à se prêter mutuellement appui pour obtenir leur adhésion ».

Une comparaison du texte de 1906 et de celui de 1911 doit répondre à la question : la réponse est que tout de l'acte d'Algésiras disparaît, sauf les dispositions maintenues par le traité du 4 novembre 1911 ; c'est-à-dire la Banque d'Etat et les commissions diverses.

La Banque d'Etat organisée en 1906 et concédée suivant les règles posées à Algésiras devait forcément subsister.

Cette survivance est-elle un obstacle, une entrave à l'action politique reconnue à la France ?

On l'a dit (1) : Que peut le pouvoir politique sans ressources, sans argent, or la Banque est maîtresse de toutes les ressources ?

Parler de la sorte, c'est attribuer à la Banque d'Etat marocaine un pouvoir (2) qu'elle n'a pas. Elle

(1) M. Denys Cochin, Chambre des députés, 16 décembre 1911.

(2) Dans ses grandes lignes, la Banque d'État revient à être le trésorier général de l'Empire marocain : elle encaisse les recettes,

n'est en effet qu'un agent technique d'exécution et non pas un organisme administratif. Elle n'a pas de pouvoir d'initiative ni de contrôle sur les recettes ou les dépenses ; elle n'a qu'un rôle de gestion.

Enfin, constatation à retenir, de 1906 à 1911 la Banque a fonctionné sans que l'influence française ait eu à se plaindre de son fonctionnement.

Outre la Banque, les divers comités institués en 1906 ont été maintenus en 1911 : comité permanent des douanes, commission des valeurs douanières, commission générale des adjudications et marchés, comité spécial des travaux publics.

De ces commissions et comités, le rôle a été aussi grandement exagéré car, soit le comité des douanes, soit la commission des valeurs en douanes n'ont aucun pouvoir de direction ; ils « proposent », ce sont des corps consultatifs. La commission des adjudications, elle, a le pouvoir de statuer et d'accorder les ad-

doit contribuer à assainir la monnaie, à faciliter les échanges, à commanditer les entreprises. Elle a le privilège de battre monnaie pour le compte et au profit exclusif du Trésor chérifien, elle doit prendre les mesures propres à stabiliser le cours de cette monnaie. Elle doit encore effectuer au Trésor chérifien les avantages dont il aura besoin pour l'amélioration des ports et l'outillage économique du pays. Le capital est international, les administrateurs aussi, mais l'élément français y prédomine et la Banque est soumise à la loi française. En matière d'emprunts, elle n'a pas de monopole, mais un droit de préférence à égalité d'offres.

judications de travaux et fournitures de l'Etat marocain.

Le comité des travaux publics dispose du produit d'une taxe spéciale de 2.5 % *ad valorem* sur les importations pour accomplir certains travaux publics.

Il n'est pas niable que l'existence de ces comités ou commissions n'imposent des gênes, mais le gouvernement protecteur, en vertu de son pouvoir réglementaire, reconnu par le traité de 1911 (articles 1 et 2) pourra limiter leur action, la soumettre à des règles précises et qui sait si, avec le temps, ces comités ou commissions ne disparaîtront pas ou ne seront pas absorbés par les services du protectorat ?

Comme le dit M. Tardieu: « Ces divers comités sont plus irritants pour notre amour-propre qu'ils ne paraissent devoir être gênants pour notre action. Il est regrettable que nos négociateurs n'aient pas réussi à les faire disparaître, mais ils sont, semble-t-il, anti-juridiques plus encore qu'anti-français » (1).

Telles sont les clauses politiques du traité franco-allemand de 1911 : elles déterminent les conditions de l'activité politique française au Maroc en reconnaissant les prérogatives essentielles du protectorat.

Indépendamment du prix d'échange congolais, par lequel le Maroc a été payé et chèrement payé, le protectorat lui-même se trouve défini, limité, alourdi par

(1) Tardieu, p. 563.

des survivances des régimes internationaux antérieurs, mais aussi par là-même garanti. Cela revient à dire que le traité franco-allemand n'est pas parfait, mais il est incontestable qu'il a accordé, sur le terrain politique, des possibilités que les régimes antérieurs ne donnaient pas : il a permis, en 1912, un traité de protectorat dans le cadre du traité de 1911.

Ce sont là des résultats très appréciables, en même temps que des progrès certains, que les régimes de 1906 et de 1909 n'avaient pas autorisés.

Sur le terrain économique, les progrès sont moins indiscutables ; car, avec une persévérance et une ténacité qui ne se sont jamais démenties, le gouvernement allemand n'a rien abandonné de ses prétentions à l'égalité économique. Le traité de 1911 en est le reflet et l'insistance avec laquelle ce régime est précisé montre tout le prix que l'Allemagne attachait à cette concession. C'est, en somme, le régime de la « Porte ouverte » qui a été appliqué au Maroc, maintenu serait plus exact.

On sait qu'il faut entendre par régime de la « Porte ouverte » l'égalité économique de tous, sans acception de nationalité ; autrement dit, le gouvernement s'est engagé à percevoir au Maroc les mêmes droits de douanes à l'entrée ou à la sortie des marchandises, quelles que soient leur provenance ou leur destination. En d'autres termes, les tarifs différentiels envers

les marchandises étrangères sont interdits et la France a renoncé à appliquer au Maroc les doctrines protectionnistes.

C'est une restriction grave et une chose sérieuse que de s'engager, dans un traité politique, à conserver la « Porte ouverte » et à exclure tout tarif différentiel. Ce peut être une charge financière très lourde ; car cette clause d'égalité économique étant insérée dans un traité politique, perpétuel par son essence, devient elle-même perpétuelle ; et c'est là qu'est le danger.

Sans vouloir discuter la question doctrinale du libre échange ou de la protection, il faut remarquer que c'est un engagement économique à durée indéfinie qui est pris ; or, dans le changement incessant des conditions économiques, qui dit que telle mesure bonne aujourd'hui ne sera pas détestable demain.

C'est la raison de la défaveur des traités de commerce qui enlèvent à un Etat la maîtrise de ses tarifs et leur donnent une certaine fixité. Or, les traités de commerce sont temporaires, qu'arrivera-t-il d'un traité perpétuel ?

Et pourtant, il semble que la France et l'Allemagne auraient dû être les derniers des Etats à insérer une clause économique perpétuelle. Elles ont toutes deux, à tour de rôle, eu terriblement à se plaindre de l'article 11 du traité de Francfort instituant le traitement de la nation la plus favorisée. Mais il faut bien re-

marquer que la situation n'est plus la même, car l'article 11 du traité de Francfort étant synallagmatique contient en lui-même sa contre-partie : le traitement est réciproque.

Par la promesse faite en 1911, il n'en est plus ainsi, la France est liée sans aucune compensation symétrique : elle s'est interdit à jamais de tirer du Maroc les bénéfices, qu'elle a retirés dans d'autres colonies, de l'établissement de tarifs préférentiels.

L'on peut continuer ainsi à noircir le tableau et appeler à son aide des souvenirs historiques en disant que la pacification marocaine profiterait au roi de Prusse, ou littéraires, en rappelant la fable où celui qui tire les marrons du feu n'est pas le même que celui qui les croque.

Mais il faut voir les choses dans leur véritable aspect qui est complexe et se demander d'abord si l'on pouvait faire autrement qu'on n'a agi et obtenir mieux et si, d'autre part, ce régime est sans analogie, sans aucun précédent, qui n'aurait été accepté par aucun autre, autant dire une situation inacceptable, un véritable marché de dupes.

Tout comme la question politique commandée par les antécédents, la question économique au Maroc est « la résultante de l'histoire ». On ne remarque pas assez généralement que la politique de la « Porte ou-

verte » était imposée déjà par l'accord de 1904 avec l'Angleterre concernant l'Egypte et le Maroc.

D'après l'article 4 de cet accord, les deux gouvernements s'engagent à maintenir « la liberté commerciale tant en Egypte qu'au Maroc », ils « ne s'y prêteront à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douanes ou autres taxes que dans l'établissement des tarifs de transports par chemins de fer. »

Seulement cet engagement est « réciproque » et temporaire, « valable pour une durée de trente ans », tandis que, dans l'accord de 1911, l'engagement est unilatéral et perpétuel.

C'était donc un précédent dont il fallait tenir compte et rien dans la conduite du gouvernement allemand, durant toute la crise marocaine, ne permettait d'espérer que l'Allemagne renoncât à l'égalité douanière toujours revendiquée par elle.

C'était même cette raison-là qui était toujours présentée à l'opinion publique comme justifiant la politique marocaine allemande.

Tout donc, aussi bien précédent historique que ligne de conduite, concourait à devoir faire maintenir ces exigences. Il semble donc indiscutable que l'on pût agir autrement et mieux obtenir : on était prisonnier du passé.

Aussi bien ce régime n'est-il pas unique et sans

analogue : on l'a fait remarquer lors de la discussion du traité de 1911.

Ce régime de l'égalité commerciale, nous l'avons vu, l'Angleterre s'est engagée à le respecter en Egypte et c'est le régime de ses autres colonies ; c'est également le régime du Congo où l'on s'en est fort bien accommodé, et encore celui de la Côte d'Ivoire et du Dahomey (1).

Dans toutes ces colonies ou possessions, les seuls droits dont puissent être taxées les importations étrangères doivent être également appliqués aux importations métropolitaines. Des deux caractères que présente un droit de douane, ils y revêtent beaucoup plus le caractère de taxes fiscales que celui de taxe douanière proprement dite.

Mais bien mieux, s'il faut en croire de nombreux symptômes, tels que articles de journaux, de revues et surtout des réclamations ou des vœux exprimés par les chambres de commerce coloniales, il semble bien qu'il y ait un courant d'opinion très sensible en

(1) Ces deux colonies sont soumises à la convention franco-anglaise du 14 juin 1898, aux termes de laquelle nous sommes engagés à n'introduire aucuns droits différentiels dans ces colonies pendant une durée de 30 ans : les commerçants anglais et français y sont donc placés dans des situations identiques. Mais, en outre, par application de la clause de la nation la plus favorisée, ces dispositions sont applicables à tous les autres pays.

faveur d'une politique coloniale moins protectionniste (1-2).

Quoi qu'il en soit de ces questions se rattachant à la vaste question doctrinale du Libre Echange et de la Protection, l'existence du régime de la « Porte ouverte », dans des colonies prospères comme celles de la Grande Bretagne et comme le Congo, indique bien que ce régime permet de vivre et qu'il autorise même une forte vitalité économique.

Au surplus, peut-on faire remarquer, de même que l'unité politique au profit de l'Etat le plus fort suit généralement leur union douanière, de même, au Maroc, la suprématie politique entraînera, même avec la « Porte ouverte », la prépondérance économique. Ce n'est d'ailleurs pas un résultat à obtenir : il est déjà acquis puisque la France détient actuellement au Maroc 45 % du trafic total, devançant largement tous ses rivaux. Ce beau résultat ne pourra que s'améliorer du fait de l'établissement du pouvoir politique.

(1) M. Fallot *La politique de la Porte ouverte au Maroc et les conséquences du protectionnisme dans les Colonies françaises*, (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 novembre 1912, p. 292 et s.). M. Fallot voit même un bienfait dans la « Porte ouverte ». « Nos commerçants, dit-il, sauront malgré la « Porte ouverte », je dirai volontiers stimulés par la « Porte ouverte », lutter à armes égales contre leurs concurrents étrangers et les battre », p. 308.

(2) G. SCHELLE, *La politique coloniale* (*Journal des Economistes*, 15 novembre 1912, p. 208 et s.).

Il demeure seulement que l'engagement de tenir au Maroc la « Porte ouverte » pourra priver notre pays de bénéfices que lui a valu dans d'autres colonies l'établissement de tarifs préférentiels.

L'égalité douanière n'est, du reste, qu'un des aspects du principe de l'égalité économique : il présente plusieurs conséquences que le traité de 1911 a énumérées avec soin « avec une insistance peut-être excessive » (1).

Ces modalités diverses du principe de l'égalité économique sont : la formalité de l'adjudication et l'égalité devant l'impôt.

La nécessité de recourir à l'adjudication a été conservée par le traité de 1911. Il faudra y procéder pour tous les marchés de travaux et de fournitures de l'Etat marocain. On ne peut pas ne pas reconnaître la gêne, les délais et les lenteurs que cette formalité entraînera. C'est une charge réelle qui, outre les entraves qu'elle apportera au fonctionnement des services publics, arrivera à priver l'industrie nationale de bénéfices dont elle eût été seule à profiter.

Donc lenteurs, complications et concurrence illimitée seront les conséquences de cet état de choses. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il n'est pas nouveau et le traité de 1911 n'a fait ici que maintenir une ser-

(1) M. Long, Chambre des députés, 18 décembre 1911.

vitute de 1906 ; malheureusement, constater dans une institution nuisible qu'elle n'est qu'une survivance est une pauvre consolation. Mais ici, comme pour l'égalité douanière, il semble que l'Allemagne n'aurait pu consentir à restreindre dans ses prétentions ce qui en était la base et le fondement.

Reste encore l'égalité devant l'impôt et, là encore, le traité de 1911 prend soin de spécifier : le gouvernement français ne doit se prêter à aucune inégalité, dans l'établissement des impôts ou autres taxes, des tarifs de transports ; aucun droit d'exportation ne doit être perçu sur les minerais de fer et aucun impôt spécial ne doit porter sur leur production ou leurs moyens d'exploitation, si ce n'est, outre les impôts généraux, une redevance fixe annuelle calculée par hectare et une redevance proportionnelle du produit brut de l'extraction (1).

Le traité ne fait ici que reproduire l'usage suivi en France en ce qui concerne les impôts sur les mines et encore faut-il remarquer que le traité laisse pleine liberté pour la quotité de l'impôt, il ne fait que déterminer leur assiette.

Reste enfin la question résolue par l'article 6 du traité. On sait que l'acte d'Algésiras avait fait du recours à l'adjudication une nécessité qui s'appliquait à

(1) Article 5 du traité du 4 novembre 1911.

tout, non seulement pour les travaux et fournitures, mais aussi à la concession et l'exploitation.

Cette dernière exigence a disparu et c'est un grand progrès obtenu que cette disparition.

« L'exploitation des grandes entreprises, est-il dit, ... sera réservée à l'Etat marocain ou librement concédée par lui à des tiers » (1)...

C'est donc la maîtrise en matière d'exploitation et de concession qui est reconnue à l'Etat marocain, la formalité de l'adjudication ne s'appliquant plus que pour les travaux et fournitures.

Les deux articles suivants, il est vrai, seront susceptibles de restreindre la maîtrise ainsi reconnue au gouvernement marocain.

L'un d'eux, l'article 7, promet l'appui du gouvernement français pour que des propriétaires d'exploitations industrielles « puissent » obtenir l'autorisation de créer des chemins de fer reliant les centres de production de ces industries aux lignes d'intérêt général et aux ports.

Enfin, l'article 8 prévoit qu'un rapport annuel sur l'exploitation des chemins de fer au Maroc sera établi par un administrateur de la Banque d'Etat.

De ce rapport annuel, il semble bien qu'il n'y ait pas grand'chose à craindre, car aucune sanction ne

(1) Article 6 du traité du 4 novembre 1911, alinéa 3.

lui est attribuée et rien ne s'oppose à ce que ce soit un administrateur français qui en soit le rédacteur.

Peut-être n'en sera-t-il pas de même de la promesse de l'article 7, car, malgré son caractère facultatif, cette promesse anticipée pour le gouvernement français de « s'employer » à obtenir ces lignes d'intérêt industriel rappelle beaucoup la promesse générale de l'accord de 1909 « d'associer » les nationaux des deux pays. Dans ce cas comme dans l'autre, il y a un engagement, une promesse d'intervenir pour obtenir, autrefois des associations d'intérêts, maintenant des autorisations de créer des lignes de chemin de fer.

Il faut, néanmoins, reconnaître que bien des garanties sont assurées du fait que l'autorisation, outre qu'elle sera facultative, sera donnée en s'inspirant de la législation française. Le pouvoir de contrôle de l'Etat sera donc de toute façon sauvegardé.

Nous en avons fini avec les servitudes d'ordre économique qu'a laissé subsister le traité de 1911. Il ne faut pas dissimuler qu'elles étaient rendues en quelque sorte inévitables par toute la suite de la politique à l'égard du Maroc. Mais, c'est une pauvre consolation que de voir dans une suite de résultats un mal nécessaire, car prouver que cette situation était un mal nécessaire n'équivaut pas à démontrer qu'elle ne soit pas un mal. Ces servitudes, ou si l'on préfère ces hypothèques économiques, sont lourdes, en effet,

tant par elles-mêmes que comme atteintes à l'amour-propre national. Mais ce qui les caractérise surtout c'est leur caractère exorbitant et tout à fait exceptionnel. M. Leroy-Beaulieu le dit fort justement : «... On a refusé opiniâtement à la France toute compensation spéciale pour ses sacrifices d'hommes et d'argent et, pour employer un mot technique, toute espèce de prime de gestion. C'est, croyons-nous, une situation sans aucun précédent dans le monde entier » (1).

Le traité de 1911, ayant pour but principal de faire disparaître la dernière opposition à l'établissement du protectorat sur le Maroc, il ne restait plus dès lors après la conclusion de ce traité, qu'à user de cette permission.

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1912, *La France dans l'Afrique du Nord*, p. 848.

CHAPITRE V

Le traité de protectorat.

Le traité de protectorat a donc été la suite et comme la conséquence du traité franco-allemand. Mais, dans cette voie nouvelle, il y avait un précédent. Naturellement, le traité de Fez devait s'inspirer du traité du Bardo. Le protectorat marocain devait se souvenir de l'exemple tunisien. Le traité de protectorat n'est qu'une mise en œuvre des possibilités que laissait le traité franco-allemand : il est une adaptation marocaine du régime tunisien de 1883 dans le cadre du statut de 1911.

Le traité de protectorat sur le Maroc fut signé à Fez, le 30 mars 1912.

Il se propose pour but d'établir au Maroc « un régime régulier »..., « qui permette l'introduction des réformes et assure le développement économique du pays ».

Les réformes doivent être « administratives, judi-

ciaires, scolaires, économiques, financières et militaires ».

C'est donc un véritable protectorat qui est institué. Les seules limites à l'action de la France, sont la sauvegarde de « la situation religieuse », « le respect et le prestige traditionnel du sultan », « l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses » (article 1^{er}).

Le gouvernement français pourra procéder aux occupations militaires nécessaires et il est chargé de la police sur terre et dans les eaux marocaines (article 2).

Le gouvernement français sera représenté par un commissaire résident général, « seul intermédiaire du sultan auprès des gouvernements étrangers », « chargé de toutes les questions intéressant les étrangers dans l'Empire chérifien » (article 5).

Le sultan ne doit conclure « aucun acte ayant un caractère international, sans l'assentiment préalable du gouvernement français » (article 6). Il ne peut contracter « aucun emprunt » et n'accorder « aucune concession sans l'autorisation du gouvernement français » (article 8).

Ce sont bien là les caractéristiques du régime de protectorat dont l'un des effets les plus certains est d'altérer la souveraineté extérieure de l'Etat protégé. Il devient en quelque sorte mineur et tombe en tutelle : il a besoin de l'Etat protecteur pour les actes de la vie

internationale. Celui-ci agit à la façon d'un tuteur qui tantôt représente l'Etat protégé, tantôt l'assiste.

La meilleure preuve que tel est bien le nouveau régime institué, en est qu'on retrouve les mêmes caractères au régime de la Tunisie, défini par le traité de Ksar-Saïd ou du Bardo, du 12 mai 1881, complété par le traité de la Marsa du 8 juin 1883.

Comme le traité de Fez, le traité du Bardo autorise les occupations militaires nécessaires (article 2), institue un ministre résident pour les relations étrangères (article 5) et ne permet au gouvernement tunisien de conclure un traité international qu'après « s'être entendu préalablement » avec le gouvernement français (article 6). De son côté, le traité de la Marsa, qui « confirme et complète, en tant que besoin, le traité du 12 mai 1881 », rend possible l'introduction des « réformes administratives, judiciaires et financières (article 1^{er}).

L'influence du précédent tunisien est donc visible, elle est même tout à fait manifeste : les mêmes matières sont contenues dans les deux actes, elles reçoivent une solution identique et sont matériellement traitées sous les mêmes articles.

Il faut, toutefois, signaler comme original l'article 4 du traité du 30 mars 1912 (1). Dans le souci de sau-

(1) Article 4 : « Les mesures que nécessitera le nouveau régime du protectorat seront édictées, sur la proposition du gouverne-

vegarder la souveraineté du sultan, cette disposition met le gouvernement français dans une posture qui paraît assez singulière : les mesures nécessaires, les réformes seront prises et édictées par le sultan. C'est fort bien. Mais comment alors ces mesures seront-elles exécutoires en France ? Supposons, par exemple, qu'il s'agisse de la réforme judiciaire : elle devra être édictée par le sultan, sur la proposition du gouvernement français. Mais elle devra être reconnue et appliquée par les tribunaux français en général et la cour de cassation en particulier qui seront ainsi appelés à sanctionner les actes d'un souverain étranger. De la sorte, et ce sera une conséquence assez inattendue du régime du protectorat, la souveraineté du sultan recevra une extension « exorbitante », ses actes devant être exécutoires même en France.

Assurément, le danger n'est que théorique, puisque le sultan ne peut rien édicter qui ne soit proposé auparavant par le gouvernement français ; tout au plus y a-t-il une situation exceptionnelle curieuse à remarquer (1).

ment français, par S M Chérifienne ou par les autorités auxquelles elle en aura délégué le pouvoir. Il en sera de même des règlements nouveaux et des modifications aux règlements existants.

(1) La difficulté que nous signalons a été tournée de la manière suivante : Les divers *Dahirs* pris par le sultan et constituant la réforme judiciaire, foncière, etc. (contenus dans le *Bulletin*

Cette réserve faite, l'on ne peut que constater une symétrie parfaite de fond et de forme entre les régimes tunisien et marocain : les actes qui instituent les régimes nouveaux dans les deux pays accordent les mêmes pouvoirs et ouvrent les mêmes possibilités. C'est la meilleure réponse à faire à ceux qui ont prétendu que la France n'acquerrait au Maroc qu'un « fantôme de protectorat » ; à ce compte-là, le protectorat tunisien ne serait lui aussi qu'un fantôme de protectorat.

Comparaison des traités de protectorat

Traité de Ksar-Saïd ou du Bardo (12 mai 1881) et traité de la Marsa (8 juin 1883).

Traité de Fez (30 mars 1912).

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan, soucieux d'établir au Maroc un régime régulier, basé sur l'ordre intérieur de la sécurité générale, qui permette l'introduction des réformes et assure le développement économique du pays, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER (Traité de la Marsa). — Afin de faciliter au Gouvernement français l'ac-

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement de la République française et S. M. le Sultan

Officiel du Protectorat, numéro 46, 12 septembre 1913) sont précédés d'un décret du Président de la République qui les rend exécutoires.

complissement de son protectorat, Son Altesse le Bey de Tunis s'engage à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le Gouvernement français jugera utiles.

sont d'accord pour instituer au Maroc un nouveau régime comportant les réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques, financières et militaires que le Gouvernement français jugera utile d'introduire sur le territoire marocain.

Ce régime sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du Sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses, notamment de celles des habous. Il comportera l'organisation d'un Maghzen chérifien réformé.

Le Gouvernement de la République se concertera avec le Gouvernement espagnol au sujet des intérêts que ce Gouvernement tient de sa position géographique et de ses positions territoriales sur la côte marocaine. De même, la ville de Tanger gardera le caractère spécial qui lui a été reconnu et qui déterminera son organisation municipale,

ARTICLE 2 (Traité du Bardo).
— En vue de faciliter au Gouvernement de la République française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les hautes parties contractantes, Son Altesse le Bey de Tunis consent à ce que l'autorité militaire fasse occuper les points qu'elle jugera nécessaires pour assurer le rétablissement de l'ordre et la sécurité des frontières et du littoral.

ARTICLE 2 — S. M le Sultan admet dès maintenant que le Gouvernement français procède, après avoir prévenu le Maghzen, aux occupations militaires du territoire marocain qu'il jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et la sécurité des transactions commerciales et qu'il exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines.

Cette occupation cessera lorsque les autorités militaires françaises et tunisiennes auront reconnu, d'un commun accord, que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre.

ARTICLE 3 (Traité du Bardo). — Le Gouvernement de la République française prend l'engagement de prêter un constant appui à S. A. le Bey de Tunis, contre tout danger qui menacerait la personne de S. A. ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats.

ARTICLE 5 (Traité du Bardo). — Le Gouvernement de la République française sera représenté auprès de S. A. le Bey de Tunis par un ministre résident, qui veillera à l'exécution du présent acte et qui sera l'intermédiaire des rapports du Gouvernement français avec les autorités tunisiennes pour toutes les affaires communes aux deux pays.

ARTICLE 3. — Le Gouvernement de la République prend l'engagement de prêter un constant appui à S. M. Chérifiennne contre tout danger qui menacerait sa personne ou compromettrait la tranquillité de ses Etats. Le même appui sera prêté à l'héritier du trône et à ses successeurs.

ARTICLE 4. — Les mesures que nécessitera le nouveau régime du protectorat seront édictées, sur la proposition du Gouvernement français, par S. M. Chérifiennne ou par les autorités auxquelles elle en aura délégué le pouvoir. Il en sera de même des règlements nouveaux et des modifications aux règlements existants.

ARTICLE 5. — Le Gouvernement français sera représenté auprès de S. M. Chérifiennne par un Commissaire Résident Général, dépositaire de tous les pouvoirs de la République au Maroc, qui veillera à l'exécution du présent accord.

Le Commissaire Résident Général sera le seul intermédiaire du Sultan auprès des représentants étrangers et dans les rapports que ces représentants entretiennent avec le Gouvernement marocain. Il sera notamment chargé de toutes les ques-

ARTICLE 6 (Traité du Bardo).
— Les agents diplomatiques et consulaires de la France en pays étrangers seront chargés de la protection des intérêts tunisiens et des nationaux de la Régence.

En retour, Son Altesse le Bey s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans en avoir donné connaissance au Gouvernement de la République française et sans s'être entendu préalablement avec lui.

ARTICLE 7 (Traité du Bardo).
— Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. A. le Bey de Tunis se réservent de fixer, d'un commun accord, les bases d'une organisation financière de la Régence qui soit de nature à assurer le service de la dette publique et à garantir les droits des créanciers de la Tunisie.

ARTICLE 2, *in fine* (Traité de la Marsa). — S. A. le Bey s'interdit de contracter, à l'avenir, aucun emprunt pour le compte de la Régence, sans l'autorisation du Gouvernement français.

tions intéressant les étrangers dans l'Empire Chérifien.

Il aura le pouvoir d'approuver et promulguer au nom du Gouvernement français, tous les décrets rendus par S. M. Chérifienne.

ARTICLE 6. — Les agents diplomatiques et consulaires de France seront chargés de la représentation et de la protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger.

S. M. le Sultan s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans l'assentiment préalable du Gouvernement de la République française.

ARTICLE 7. — Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. Chérifienne se réservent de fixer, d'un commun accord, les bases d'une réorganisation financière, qui, en respectant les droits conférés aux porteurs des titres des emprunts publics marocains, permette de garantir les engagements du trésor chérifien et de percevoir régulièrement les revenus de l'Empire.

ARTICLE 8. — S. M. Chérifienne s'interdit de contracter à l'avenir, directement ou indirectement, aucun emprunt public ou privé et d'accorder, sous une forme quelconque, aucune concession sans l'autorisation du Gouvernement français.

CHAPITRE VI

Le traité franco-espagnol.

L'article 1^{er} du traité de Fez, contient un paragraphe ainsi conçu : « le gouvernement de la République se concertera avec le gouvernement espagnol au sujet des intérêts que ce gouvernement tient de sa position géographique et de ses positions territoriales sur la côte marocaine ».

Le paragraphe suivant laisse le droit d'organiser la situation spéciale de Tanger.

C'était obtenir adroitement l'adhésion du sultan aux accords qui restaient à conclure avec l'Espagne. Et ce ne fut ni facile, ni rapide que d'arriver à ce « concert ».

On n'ignore pas, en effet, les visées de certains partis espagnols sur le Maroc, visées anciennes, certes, et que les échecs récents de la politique coloniale à Cuba et aux Philippines n'avaient pu que rendre plus ardentes.

Les partisans de cette politique aiment à rattacher leurs espoirs au passé et lorsqu'il est question du Maroc, en particulier, c'est de « droits historiques » (1) qu'il s'agit.

(1) Du seul point de vue des *droits historiques*, les droits de la France sur le Maroc ne seraient pas négligeables. Après avoir retracé les anciennes relations entre la France et le Maroc, M. Augustin Bernard termine ainsi : «.... les relations politiques et commerciales de la France avec le Maroc, qui remontent, dans le lointain moyen âge, aux négociants provençaux et languedociens, n'ont jamais cessé d'être importantes. Même au point de vue des droits historiques, la France pourrait revendiquer un rang élevé au Maroc » (*Le Maroc*, p. 298).

Dans un petit ouvrage, *Notre droit historique au Maroc*, M. Jean de Lécussan traite spécialement cette question : on y verra notamment l'établissement de Français au XIII^e siècle avec « Saint Philippe de Alhacema que fonda, de 1260 à 1265, Messire Jean-Arnauld de Villiers. Ce gentilhomme... avait pris possession de toute la côte pour le roi Louis le neuvième... et pour le sultan Edris-Ismaël, troisième du nom, lequel l'avait nommé gouverneur du Haut-Maghreb, exactement cheik des cheiks riverains » (p. 11).

On y verra encore (p. 20 et p. 21) « le traité de Ceuta ou traité de France », où, en vertu de « droits séculaires à tout le moins trois fois », la France est préposée « à la surveillance des côtes, à la répression des tribus rebelles du Centre, au soin de la religion, à la protection de tous européens ». « Le sultan Mouleij-Abbas déclare nous être redevable de sa capitale de Fez où, en 1550, une petite armée française, commandée par Messire Robert de Popincourt, avait rétabli l'ordre à son profit. » « En foi et retour de quoi, il nous tient désormais pour la nation européenne..., par laquelle il communiquera, commercera, contractera avec toutes autres. » Et ce traité était contresigné par « Louis de Belleyne, premier ministre des armes de Sa Majesté Chérifienne, en mission perpétuelle de France. »

On rappelle le testament d'Isabelle la Catholique :
« Je prie la princesse ma fille et le prince son mari
de ne pas cesser de poursuivre la conquête de l'Afri-
que et de combattre pour la Foi contre les Infidèles ».

L'on invoque, ensuite, la longue série de combats
livrés entre Maures et Castillans depuis la « recon-
quista » jusqu'aux dernières guerres espagnoles sur
le sol marocain. Mais que voilà une mauvaise base de
réclamations, car, à invoquer les droits qu'auraient
conférés une antique possession ou des guerres heu-
reuses, ne s'aperçoit-on pas que ce serait bien tout au-
tant aux descendants des Maures à revendiquer la
possession du sol espagnol dont ils furent autrefois
les maîtres.

Aussi bien, ces arguments sont-ils abandonnés par
les meilleurs esprits et M. Maura conclut fort bien :
« Il serait puéril et plus inutile encore de nous trom-
per nous-mêmes en exagérant nos « droits histori-
ques » en Afrique » (1), et plus loin « le fait d'avoir
possédé n'est pas un titre pour demander ce que l'on
a abandonné » (2).

Ce n'est pas sur des traditions aussi archaïques,
mais sur des intérêts plus immédiats que se trouve le
véritable fondement des droits que l'Espagne peut

(1) *La question du Maroc au point de vue espagnol*, p. 13.

(2) *La question du Maroc au point de vue espagnol*, p. 14.

prétendre sur le Maroc : il est dans la reconnaissance qui en a été faite par les traités de 1904.

Nous serons aussi bref que possible sur ces traités qui n'ont, en effet, qu'une portée, si l'on peut dire, territoriale : ils délimitent la zone d'influence laissée à l'Espagne. Mais les questions d'organisation générale, le statut de cette zone sont communs à la partie espagnole comme à la partie française. Au point de vue qui nous occupe, il n'y a qu'un seul Maroc dont le régime uniforme a été défini par les traités internationaux (Algésiras 1906, et traité franco-allemand de 1911). Mais ce Maroc a deux noms : l'un français, l'autre espagnol.

Cette dualité, ce partage d'influences datent des accords franco-anglais du 8 avril 1904 et franco-espagnol du 3 octobre de la même année.

Les désirs d'entente entre la France et l'Espagne au sujet du Maroc sont cependant antérieurs à 1904. Dès 1902, le gouvernement français négocia avec le gouvernement espagnol et l'on aboutit à un projet de traité.

Les deux gouvernements s'entendaient pour reconnaître l'intérêt de chacun d'eux à voir l'ordre régner au Maroc ; ils étaient d'accord pour en éloigner toute influence étrangère et déterminer, en cas de partage, leurs sphères d'action.

Les représentants de la France estimaient alors que,

« de Bizerte à Mers-el-Kébir, la France tenait assez de mer latine » (1) et que c'était « comme riverain de l'Atlantique que le Maroc avait du prix pour elle » (1).

Aussi dans le partage d'influence, l'Espagne avait-elle la part belle : elle obtenait au Sud le Sous tout entier et au Nord « l'ancien royaume de Fez » (2) ; la France, « l'ancien royaume de Marrakech : l'Atlantique seul avait été notre but » (2).

Cet accord mystérieux, dont M. Tardieu nous dit qu'il fut « poussé jusqu'aux précisions dernières qui précèdent la signature » (3), ne fut pas signé et M. Tardieu nous en donne les raisons : « au sein de la négociation confidentielle, s'éveillait l'instinct, si largement justifié depuis, du danger qu'il y a, en notre temps de concurrence mondiale, à régler seul à seul l'avenir des terres vierges. Une sorte de réflexe arrêta les mains prêtes à signer. Ici et là on recula : rien n'était fait » (4). Vinrent ensuite les accords franco-anglais de 1904, autorisant la France à prendre au Maroc la place que réclamaient ses intérêts, en tenant compte des intérêts méditerranéens de l'Angleterre (neutralisation de la côte) et de ceux que l'Espagne

(1) Tardieu, *France et Espagne* (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} décembre 1912, p. 635).

(2) Même article, p. 636.

(3) Même article, p. 635.

(4) Même article, p. 636.

tenait de « sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine de la Méditerranée ».

C'est au besoin de déterminer ces intérêts que prétendait répondre le traité avec l'Espagne du 3 octobre 1904, traité bizarre et particulièrement compliqué, qui, voulant tout prévoir, n'y a pas réussi. Contradictoire au fond, de forme même, ce traité était bipartite : une partie patente, l'autre secrète ; l'une supposant le maintien de l'ordre de choses existant, l'autre prévoyant sa disparition ou ses modifications.

La première partie se bornait à enregistrer l'adhésion espagnole à la déclaration franco-anglaise du 8 avril, c'est-à-dire « l'intégrité de l'Empire marocain sous la souveraineté du sultan ». La deuxième envisageait des hypothèses diverses : celle où tout restant dans l'état, la France et l'Espagne pourraient, chacune dans sa zone, agir sous des conditions multiples de délais et d'avis ; celle où l'Empire chérifien n'ayant plus d'autorité, la France et l'Espagne prendraient chacune possession de la zone qui lui était reconnue.

La zone espagnole comprenait : au Nord, le territoire situé au dessus d'une ligne tirée de la Moulouya à Larache ; au Sud, une longue étendue de côtes avec Ifni et un vaste hinterland.

Ainsi l'Espagne devait être largement possessionnée sur la côte atlantique, au Nord jusqu'à Larache,

au Sud dans la région d'Ifni : c'était beaucoup plus que ne le demandaient les accords franco-anglais qui ne parlaient pour l'Espagne que du balcon méditerranéen. Il fallait, en 1904, se souvenir des grandes concessions qui avaient été sur le point d'être accordées en 1902.

Mais le traité ne présentait pas que ces complications territoriales et il fallait en combiner les deux parties pour lui faire rendre tout son sens : la partie publique s'éclairait de la partie secrète et *vice versa*. Le sultan devait bien rester indépendant, disait le traité public ; l'Espagne veillera à la tranquillité de sa zone et y assistera le Maroc pour toutes les réformes nécessaires, disait alors le traité secret (article 2, § 2). L'Espagne avait sur sa zone les mêmes droits que ceux reconnus par l'Angleterre à la France sur l'ensemble du Maroc. Cependant, il y avait des restrictions : cette action que l'Espagne pouvait exercer dans sa zone, elle ne pouvait l'exercer jusqu'en 1919 « qu'après accord avec la France » (article 2, § 3).

La France, au contraire, pouvait agir librement sur sa zone et même jusqu'en 1919 étendre son action à la zone espagnole, à la seule condition d'en aviser préalablement le gouvernement espagnol (article 2, § 4) sans que celui-ci eût à accepter ou refuser.

Après 1919, commençait une nouvelle période à laquelle correspondaient de nouvelles hypothèses. Si

le Maroc et le sultan subsistaient encore à cette époque, la France persistait à pouvoir exercer son action auprès du gouvernement marocain même dans la zone espagnole. Mais il lui fallait désormais s'entendre à cet égard préalablement avec le gouvernement espagnol (article 2, § 5). Quant à l'Espagne, elle continuait à avoir besoin dans sa zone de l'adhésion de la France pour pouvoir agir.

Enfin, l'on prévoyait une hypothèse toute différente, celle où le *statu quo* marocain disparaîtrait. Dans ce cas, « l'Espagne pourrait exercer librement son action dans sa zone ». Quels étaient les événements susceptibles de faire naître l'application de ce régime ? La disparition du gouvernement chérifien, son impuissance persistante à assurer la sécurité et l'ordre publics, enfin « toute autre cause à constater d'un commun accord » (article 3).

Ce traité, à peine conclu, avant que l'on ait pu de part et d'autre essayer d'en tirer parti, éclatait l'incident créé par le discours de Tanger ouvrant la crise de 1905 avec la solution d'Algésiras.

Avant l'ouverture de la conférence, le 1^{er} septembre 1905, la France et l'Espagne, par un nouveau traité, précisent leur situation respective et se promettent un mutuel appui pour la conférence prochaine d'Algésiras.

Il avait semblé que la conférence d'Algésiras avait

apporté leurs solutions aux diverses questions marocaines. Mais ce ne devait être que des solutions provisoires, comme allait le prouver la suite des événements.

La conclusion, en tête à tête, du traité de 1909 entre la France et l'Allemagne fut une déception pour l'Espagne qui se serait attendue à être associée en vertu de la solidarité promise en 1904.

Quelle fut la suite de ce traité et des diverses tentatives auxquelles il donna lieu, on la connaît.

Parallèlement, se poursuivait l'action proprement marocaine, avec son cortège de réformes et d'interventions de toutes sortes : militaires et autres. Mais de cette série parallèle d'actions et de tentatives, l'Espagne ne devait, semble-t-il, retenir que les actes susceptibles d'aggraver les sentiments de méfiance auxquels elle n'était que trop portée à se laisser aller. Au surplus, les rapports obligatoires auxquels l'action des deux puissances sur la terre marocaine donnait lieu, n'allaient pas sans des froissements et des vexations.

Aussi, comme le dit très bien M. Tardieu, lorsque survinrent les événements du « coup » d'Agadir..... « dans ces circonstances, les procédés des autorités espagnoles devaient apparaître et apparurent au public français comme doublement inamicaux. L'Espagne, pensait-on, profitait de nos embarras pour nous prendre à revers. Certains ne doutaient point qu'il

n'existât entre elle et l'Allemagne un concert positif, dont, à dire vrai, la preuve n'a jamais été fournie et auquel nous n'avons nullement lieu de croire » (1).

Tel était l'état d'esprit, dans lequel se trouvaient les deux contractants de 1904, après la conclusion de l'accord franco-allemand de 1911. Il s'agissait alors que chacun tirât parti de sa zone, puisque, à coup sûr, le *statu quo* marocain disparaissait.

Mais, « des faits nouveaux s'étaient produits et le gouvernement français en tirait argument » (2). La renonciation allemande, que la France venait d'acheter par des abandons territoriaux, profitait à tout le Maroc, aussi bien pour la partie espagnole que française. C'est pourquoi, il paraissait équitable de demander à l'Espagne une part au sacrifice ainsi consenti : que la charge soit commune puisque le gain l'était.

Ce point de vue n'était pas celui du gouvernement et encore moins de la presse espagnole. Ils ne connaissaient pas le traité de 1911 pas plus qu'ils n'avaient connu celui de 1909; c'était affaire à la France; si elle avait eu des complications onéreuses, l'Espagne les ignorait.

Outre ce désaccord de principe, on s'apercevait que le traité de 1904 avait fait des délimitations arbi-

(1) Article cité, p. 653.

(2) Article cité, p. 655.

traires ou très imprécises (1), sans tenir compte des répartitions de tribus au Nord de Fez, en sorte que l'action de la police en aurait été rendue impossible.

Au surplus, malgré toutes les hypothèses faites alors, on n'avait pas prévu quel régime serait donné aux deux zones : la France allait bien étendre désormais son protectorat sur sa zone. Mais la zone espagnole ? serait-elle laissée indépendante à l'Espagne ? Mais alors plus d'intégrité de l'Empire marocain, il y aurait deux Marocs. L'Espagne aurait eu pleine souveraineté alors que la France n'aurait eu que « contrôle ». Allait-elle être subordonnée au maghzen, et alors, indirectement mais sûrement, à la France ? De cela l'Espagne ne voulait pas entendre parler. De *condominium*, ni l'un ni l'autre ne voulaient.

Il fallait donc s'entendre : savoir quelle constitution serait donnée et mettre le nouvel accord en harmonie avec les nécessités politiques, topographiques et ethnographiques mieux connues.

Après de longues et laborieuses négociations, l'on arriva à signer un traité le 27 novembre 1912.

Tel qu'il se présente, le traité répond avec précision aux intérêts qu'il envisage et s'efforce de les concilier.

(1) M. Tardieu en cite un cas : « Dans la région de la Moulouya, on avait pris comme point de repère un certain oued Defla (ce qui veut dire rivière des lauriers-roses) dont le nom pouvait s'appliquer à tous les oueds des environs ».

Chacun chez soi, tel paraît être le but qu'on s'est proposé : but difficile à atteindre si l'on songe aux intérêts complexes et aux organes déjà existants. En effet, il y avait des agents du service des emprunts qui, pour la garantie des porteurs, contrôlaient les douanes des ports marocains, à Larache et El Ksar notamment. De même, comment seraient acquittés les droits de douanes sur les marchandises introduites par une zone et consommées dans l'autre ? et le chemin de fer Tanger-Fez passant sur le territoire des deux zones ?

De toutes les questions, la question territoriale a été la plus difficile à emporter. Le gouvernement de Madrid rétrocède une grande partie de la région d'Ifni sur l'Atlantique, au Nord la vallée de l'oued Ouergha, de façon que seront laissées sous l'influence de Fez les tribus qui en relèvent. Enfin, les frontières sont rectifiées près d'El Ksar et le long de la Moulaya (1).

(1) Nous n'avons pas pu obtenir le cap de l'Eau dont la possession aurait été d'une importance considérable : ç'aurait été le port français méditerranéen servant de débouché au Maroc Oriental (Oran étant à 200 kilomètres plus loin et les autres ports Nemours et Port Say peu utilisables). Le Cap de l'Eau, au contraire, abrité par les îles Zaffarines de la houle du large, se serait fort bien prêté à l'établissement d'un port excellent. Cette cession devait être d'autant moins lourde à l'Espagne qu'elle possède, à côté, le port de Melilla et qu'elle n'utilise pas le Cap d'Eau et n'y a fait aucun travail. Mais l'Espagne s'est montrée intraitable.

Les autres questions, si elles ont été moins débattues, n'étaient pas les plus faciles à résoudre : il s'agissait, en effet, de laisser au Maroc son intégrité, au sultan sa souveraineté et à l'Espagne la liberté d'action dans sa zone. L'on y est parvenu en faisant exercer la souveraineté du sultan sur la zone espagnole par un *khalifa* ou délégué désigné par le sultan sur une liste de 2 noms présentée par l'Espagne.

Dans l'ordre économique, il s'agissait d'appliquer encore la maxime « chacun chez soi », et l'on se trouvait, relativement aux douanes, en face de deux difficultés : comment assurer pour chaque zone le contrôle et la perception ?

Pour le contrôle, nous l'avons vu, existait un service : celui des agents du service des emprunts, investis de leur fonction pour la garantie des porteurs. On ne pouvait abandonner cette garantie sans en obtenir d'équivalentes. On décida, en conséquence, que l'Espagne aurait le contrôle de ses douanes, à la charge de contribuer suivant une proportion de 7,95 % des recettes douanières totales de l'empire chérifien, proportion basée sur les résultats de 1911, mais qui pourra varier d'après la revision qui en sera faite chaque année.

Pour la perception des douanes, chacun percevra les droits sur toute marchandise importée par un port

de sa zone respective, sans tenir compte de la destination définitive.

Mais, comme les marchandises transitant par la zone espagnole pour la zone française, seront beaucoup plus nombreuses que celles importées par les ports français à destination de la zone espagnole, l'Espagne nous versera annuellement une somme de 500.000 pesetas hassani. Cette somme sera pour une part revisable, dès que les lettres de voiture du nouveau chemin de fer permettront de connaître la destination définitive des marchandises.

Le chemin de fer Tanger-Fez sera construit par une compagnie franco-espagnole (60 % à la France, 40 % à l'Espagne). La construction achevée, chaque gouvernement pourra racheter la portion du chemin de fer traversant sa zone. Le traité, en outre, spécifie que la côte bordant le détroit de Gibraltar ne sera pas fortifiée, la ville de Tanger sera pourvue d'un régime spécial, d'accord avec l'Angleterre.

Enfin, il faut signaler que l'Espagne renonce au privilège religieux des franciscains espagnols sur la zone qui n'est pas la sienne.

Que vaudra un pareil accord ? Il est difficile de le dire, mais à considérer le caractère vaste qu'il présente, la complexité des questions qu'il traite et le détail avec lequel il les prévoit, on peut croire qu'il est appelé à apporter une solution. « L'expérience seule-

ment nous dira ce qu'il vaut. Il vaudra, d'ailleurs, ce qu'on voudra qu'il vaille », dit M. Tardieu dans son article (1). Il est sage, en effet, de s'en tenir là et de ne pas se livrer à un travail de prévisions hypothétiques. Ce qui est bien certain, dans tous les cas, c'est que ce traité met fin pour le passé à une période troublée de méfiance, sinon d'hostilité.

Le passé aura eu du moins le bon résultat de prouver que chacun n'avait rien à gagner et tout à perdre, à commencer par une amitié traditionnelle, dans la continuation d'un tel état de choses.

Pour l'avenir, l'application du traité commande une étroite collaboration franco-espagnole. L'esprit dans lequel chacun des partenaires se livrera à ce travail commun sera un sûr garant des résultats que l'on pourra en attendre.

« Le Maroc peut, entre eux, devenir un lien nouveau » (2).

(1) P. 661.

(2) Tardieu, article cité, p. 662.

CHAPITRE VII

Le protectorat français au Maroc.

Maintenant que voilà permis l'établissement du protectorat au Maroc, quel en sera le programme ? « Il serait à la fois outrecuidant et prématuré de prétendre tracer en détail le programme du protectorat », dit M. Augustin Bernard (1) ; mais sans avoir une telle prétention, du moins est-il permis de poser les grandes lignes de l'œuvre à accomplir. Préalablement à tout, évidemment, il faudra obtenir la pacification du pays et, de quelque temps encore, la parole à cet égard est aux militaires et à eux seulement. Quant à la durée de l'opération, il faut se rappeler ce qui a été fait en Algérie. La conquête en a duré dix-sept ans jusqu'à la prise d'Abd-el-Kader, vingt-sept jusqu'à la conquête de la Kabylie. « Elle a infligé à la France un sacrifice d'au moins deux milliards et

(1) *Le Maroc*, p. 393.

demie » (1). Au Maroc, grâce à l'expérience acquise, une méthode plus sûre et une volonté mieux arrêtée, les choses en iront plus vite ; néanmoins, la prise de possession du Maroc demandera une douzaine d'années d'après M. Leroy-Beaulieu ; une dizaine, d'après M. A. Bernard et tous deux estiment la dépense à 1.200 millions environ. C'est qu'il ne suffit pas de parcourir le pays pour le soumettre, il y faut obtenir des résultats rapides, mais surtout durables qui ne sont pas l'œuvre d'un jour. Dégager la capitale et ses abords, pacifier la région de Meknès et couvrir la ligne d'étapes, telles ont été les premières opérations réclamées par les circonstances.

Il aurait été vraiment singulier que, ayant invoqué la contiguïté du Maroc et de l'Algérie pour intervenir dans le Maghreb, on eût laissé pendant longtemps ces deux pays séparés. La jonction vers l'Est avec l'Algérie par Taza semblait donc devoir être le but de la prochaine action militaire. Mais les événements de Marrakech forçaient à une marche vers le Sud : preuve que les circonstances peuvent obliger à faire autrement que les calculs logiques les mieux établis. Ce n'est que plus tard que l'on s'occupera de la pacification des territoires méridionaux pour aborder en

(1) Leroy-Beaulieu, *La France dans l'Afrique du Nord*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1912, p. 851.

dernier lieu l'œuvre la plus délicate : la soumission des Berbères du massif montagneux du moyen Atlas.

L'œuvre administrative ne pourra, on le conçoit, être entreprise dans son ensemble qu'après la réalisation de ce programme militaire. Elle pratiquera la méthode du protectorat qui est de faire fonctionner, sous contrôle, une administration indigène. Il s'agira donc de reconstituer un maghzen, tâche difficile bien plus que ne fut en Tunisie la constitution d'une administration beylicale. La Tunisie fut, en effet, « de tout temps le plus paisible et le moins désordonné des Etats barbaresques » (1) et il y avait la législation de *Kheirredline*.

Au Maroc, rien de semblable ; l'anarchie, le désordre, l'incohérence, l'usage de « faire suer le burnous » y sont habituels. Pas de chefs respectés, sauf les grands caïds du Sud, dont on pourra se faire de précieux auxiliaires. Ce sera aux officiers des affaires indigènes de contrôler l'administration locale. Plus tard, avec les progrès de la pacification, un contrôle civil pourra leur être substitué.

Mais il faudra encore tenir compte des institutions ayant un caractère international ou conventionnel : Banque d'Etat, Contrôle de la Dette et les divers comités institués en 1906 qui constituent des limitations

(1) A. Bernard, p. 399.

à la souveraineté, mais qui sont plus anormales que gênantes.

De véritables difficultés se présenteront avec les questions se rattachant au régime des capitulations : protégés, juridictions consulaires, postes étrangères. « Il est de toute évidence, dit M. A. Bernard, qu'il serait impossible à la France de réorganiser le Maroc si la protection devait y subsister » (1). Mais la suppression d'un tel régime ne peut être accomplie par un simple décret d'abolition. Il y a trop d'intérêts en jeu et des situations acquises qu'on est obligé de considérer. Que l'on rende d'abord la protection strictement conforme aux actes internationaux (convention de Madrid et autres) (2); qu'on fasse disparaître les abus avant les usages, ensuite que l'on soumette les protégés à l'impôt. La protection, de la sorte, s'anéantira et l'on pourra alors la supprimer plus commodément et d'une façon beaucoup moins coûteuse.

La disparition des juridictions consulaires ne semble pas devoir s'obtenir ni aussi vite ni aussi bien.

Ce n'est pas que la nécessité de faire disparaître ce régime ne se fasse impérieusement sentir. Dans un pays comme le Maroc, où les éléments cosmopolites se coudoient et où l'ouverture du pays et la pacifica-

(1) *Le Maroc*, p. 403.

(2) Un acte récent du protectorat est heureusement entré dans cette voie.

tion prochaine attirent encore plus d'étrangers, on ne pourra faire œuvre utile que du jour où l'autorité territoriale sera apte à se faire respecter de tous. C'est, précisément, l'effet du régime capitulaire de désarmer l'autorité locale vis-à-vis des étrangers.

Si l'on ajoute que ce ne sont pas toujours les meilleurs éléments des populations qui s'expatrient pour tenter fortune dans des pays nouvellement ouverts, on comprend combien ce régime rend possibles les abus de toutes sortes.

Grâce à ce régime, l'impunité est parfois acquise, souvent facilitée, et, c'est un jeu demandant simplement une certaine habileté que de se mettre à l'abri de toute poursuite, chacun ne pouvant être assigné que devant le tribunal de sa nationalité.

« Supposez de plus, dit M. Godefroy (1), qu'il y ait plusieurs défenseurs de nationalités différentes, la difficulté devient inextricable. Les aigrefins de toutes les nationalités (et il y en a au Maroc comme ailleurs) ont toujours soin de s'adjoindre un aigrefin d'une nationalité différente de la leur pour éviter d'être assignés utilement devant leur tribunal consulaire ». Et si l'on parvient à obtenir un jugement, les difficultés de l'exécution peuvent toujours ménager des surprises, à supposer d'ailleurs que l'« exequatur » soit ac-

(1) *Correspondant*, 10 mai 1912.

cordé par le tribunal consulaire, à qui il faut le demander.

Le maintien d'un pareil régime est donc incompatible avec l'institution d'un protectorat puisqu'il en paralyse les réformes à l'égard de toute une partie de la population. Le résultat le plus clair est alors que les réglementations et les réformes ne sont imposées qu'aux ressortissants du pays protecteur, les étrangers ne se soumettant qu'aux réformes qui leur sont avantageuses.

L'abrogation du régime des capitulations, avec toutes ses conséquences, paraît donc tout à fait nécessaire. Mais, elle ne pourra être obtenue que d'accord avec chacune des puissances intéressées, ce qui suppose de la part de chacune d'elles un acte de renoncement toujours très pénible.

La question, du reste, pour la France se complique d'une conséquence particulière, car les traités franco-anglais de 1904 ont lié la question des capitulations au Maroc à la situation que la France a conservée du maintien de ce régime en Egypte.

En effet, dans la partie secrète de la déclaration concernant l'Egypte et le Maroc du 8 avril 1904, existe un article 2 ainsi conçu :

« Le gouvernement de Sa Majesté Britannique n'a pas l'intention de proposer, quant à présent, aux puis-

:

:

sances de modification au régime des capitulations et à l'organisation judiciaire en Egypte.

« Dans le cas où il serait amené à envisager l'opportunité d'introduire à cet égard en Egypte des réformes tendant à assimiler la législation égyptienne à celle des autres pays civilisés, le gouvernement de la République Française ne refuserait pas d'examiner ces propositions, mais à la condition que le gouvernement de Sa Majesté Britannique accepterait d'examiner les suggestions que le gouvernement de la République Française pourrait avoir à lui adresser pour introduire au Maroc des réformes du même genre » (1).

Assurément, cette concession faite d'avance n'est que le développement de la politique d'abdication égyptienne que le traité de 1904 a consacrée. Le traité se présente bien comme devant sauvegarder la situation morale de la France en Egypte au point de vue des antiquités, des écoles, des fonctionnaires et en général de tous les emplois occupés par des français en Egypte. Mais cette situation morale n'a-t-elle pas précisément son point d'appui sur le régime spécial dû aux capitulations, et qui peut dire les répercussions éloignées qu'entraînera leur suppression ? Cet article 2, notamment, vise, à n'en pas douter, l'existence des tribunaux mixtes égyptiens ; qui peut assurer

(1) Cité dans Martens, *Nouveau Recueil général de traités* (Leipzig, 1911), 3^e série, t. V, p. 664.

que leur suppression ne portera pas un coup sensible à l'Ecole française de Droit ? Sans vouloir rechercher plus avant, il nous paraît incontestable que la renonciation à ce régime en Egypte sera un progrès très considérable dans la voie de la résignation que les traités de 1904 ont ouverte pour la France en Egypte.

Et, dans cette concession mutuelle de l'Angleterre au Maroc et de la France en Egypte, le sacrifice est incomparablement plus sensible du côté français, l'Angleterre étant loin d'avoir au Maroc la situation que la France possède en Egypte.

N'y aurait-il pas, pour chaque puissance, l'intérêt de conserver avec les capitulations une situation qui lui accorde un accroissement de pouvoir ; on conçoit que cet état particulier de la question entre la France et l'Angleterre fasse grandement hésiter à vouloir obtenir une mesure qui peut être si grosse de conséquences.

Enfin, les puissances ont encore au Maroc des écoles et des postes (1) mais ces institutions, si elles constituent désormais des anomalies, ne sont pas des obstacles pour le régime du protectorat.

(1) Il y a actuellement quatre postes européennes au Maroc : française, anglaise, espagnole et allemande. Il est à prévoir que, du fait du protectorat, la poste franco-chérifienne prévaudra bientôt et finira par faire « mourir d'inanition » les autres postes, si elles ne sont pas supprimées par leurs gouvernements.

Le programme économique du protectorat consiste principalement dans l'exécution des travaux publics indispensables. La France, privée par les traités internationaux de tout le balcon méditerranéen plus hospitalier que l'Atlantique, n'en a que plus de besoin de créer un port bien abrité sur l'Océan. Il n'y a que de mauvaises rades dans lesquelles, souvent et pour des périodes parfois longues, l'état de la mer (*mare sævum et importuosum*, dont parlait Salluste) ne permet pas d'aborder.

La France doit avoir sur l'Atlantique un port bien outillé, qui attire le trafic intérieur, qui soit une bonne escale pour la grande navigation et un bon centre de cabotage. Toutes ces conditions réclament des sommes importantes qu'il vaudra mieux employer sur un seul endroit, que l'on rendra excellent, plutôt que de les éparpiller dans quatre ou cinq ports où l'on n'obtiendrait que des améliorations médiocres.

Casablanca a été choisi pour être ce port et l'adjudication de ses travaux a été décidée à 46 millions de francs (1). Les autres ports pourront être aménagés et de nouveaux ports pourront être ouverts au commerce (2), tels qu'Azemmour et Agadir n'Irir.

Les moyens de communication terrestres ne sont

(1) Voir *Afrique française*, avril 1913, p. 152 et s.

(2) Mehediya, à l'embouchure du Sebou, vient d'être ouvert au commerce.

pas moins nécessaires, car les voies marocaines ne sont que de mauvaises pistes, praticables pendant la bonne saison, généralement impraticables pendant la mauvaise. Il faut relier les principaux centres par des routes sur lesquelles la circulation puisse se faire en toutes saisons. Sur le projet d'emprunt de 230 millions de francs pour les travaux publics à exécuter, une somme de 26.250.000 francs est prévue pour un certain nombre de routes.

Ce crédit servirait à établir un réseau de 1.050 kilomètres comprenant les routes suivantes : 1° Mogador-Saffi-Mazagan-Casablanca-Rabat-Mehediya (450 kilomètres) ; 2° Rabat-Meknès-Fez (195 k.) ; 3° Marrakech-Casablanca (235 k.) ; 4° Marrakech-Mogador (170 k.). Comme le fait remarquer l'*Afrique française*, il ne s'agit pas seulement de l'aménagement des pistes, mais de la construction de routes véritables, dont la dépense représente environ 25.000 francs par kilomètre. Les itinéraires, on le voit, sont tracés, de préférence dans l'ancien « Blad-el-Maghzen » puisque l'on évite pour relier Marrakech à Fez la voie la plus courte qui traverserait d'anciens pays « siba ». La première route longeant la côte de Mogador à Méhédiya sera des plus utiles, car le littoral est souvent plus déshérité que l'intérieur pour les communications quand, pendant la mauvaise saison, les bâtiments reliant les ports entre eux, ne peu-

vent, parfois de plusieurs semaines, effectuer aucun débarquement.

Les deux grands centres de Marrakech et de Fez sont reliés à la côte, le premier en deux points, à Mogador et Casablanca, le deuxième à Rabat par Meknès. Il est probable que, dès que la voie de Taza sera ouverte, la route de Rabat à Fez sera prolongée par Taza et Mèrada jusqu'à Taourirt, Oudjda et la frontière algérienne. C'est là une solution qu'il faudra hâter, la jonction réelle du Maroc et de l'Algérie devant servir éminemment les intérêts français.

Pour les voies ferrées, le projet d'emprunt ne prévoit pas de crédit ; les travaux n'en seront entrepris qu'après que le plan d'ensemble actuellement à l'étude aura été arrêté.

Néanmoins, le projet énonce les grandes lignes d'un premier réseau, d'une longueur totale de 950 kilomètres environ.

Les accords franco-allemands obligent à construire en premier lieu la ligne Tanger-Fez. Cette ligne, qui ne présentera pas, semble-t-il, de grandes difficultés techniques, ne peut manquer d'être prochainement entreprise, l'accord étant fait sur la plupart des points entre les gouvernements français et espagnol.

Le directeur de la ligne sera français ; mais il sera assisté par un directeur-adjoint espagnol. Sur ses 300

kilomètres de parcours, la ligne Tanger-Fez en aura 200 environ dans la zone française, moins de 100 dans la zone espagnole et une quinzaine dans la zone tangeroise. Chacune de ces sections doit avoir l'autonomie financière et exécuter à ses frais les travaux dans sa zone.

Mais, si la ligne de Tanger-Fez doit avoir la priorité, rien n'exclut la simultanéité et l'on comprendrait mal que l'on ne s'efforçât pas de relier, au plus vite, le Maroc à l'Algérie puisque c'est en invoquant cette proximité que nous avons réclamé une part prépondérante sur le Maroc. La construction de la ligne Casablanca-Fez-Oudjda devra suivre la pacification du couloir de Taza. Elle « résoudra », dit M. A. Bernard, la question du Maroc « dans le sens français » (1), ou, comme l'a dit M. Jacques Bardoux (2), elle « demeure la chaîne d'acier qui rivera l'une à l'autre nos possessions de l'Afrique du Nord ».

La ligne de Tanger à Fez devant être à l'écartement normal, cela entraînera certainement la construction à même largeur tout au moins pour les autres lignes principales. Et qui sait, si après les longues controverses, relatives à l'écartement des voies, il n'y aura pas lieu de se féliciter de cette solution qui aura du moins l'énorme avantage de ne pas né-

(1) P. 409.

(2) Cité par M. A. Bernard, p. 409.

cessiter de bombardement (1). On pourra aller de Tunis à Tanger sans changer de wagon.

Plus tard, viendra la ligne Casablanca-Marrakech, puis celle de Colomb-Bechar-Marrakech et celle du Sous. Enfin, et entre temps, ces troncs pourront se ramifier suivant les besoins. Déjà d'ailleurs existent des voies militaires qui sont comme les amorces des futures voies commerciales.

Dans les confins, la ligne de Marnia parvient jusqu'à Oudjda et se prolonge vers Merada avec une largeur de 1 m. 40 jusqu'à la frontière algérienne, puis de 1 m. 05 jusqu'à Oudjda, enfin de 60 centimètres jusqu'à Taourirt et Merada sur la Moulouya.

Sur le versant atlantique, un Decauville a été construit de Casablanca à Rabat et inauguré le 11 décembre 1912, sa construction se poursuit de Rabat vers Fez par Meknès. En attendant que ces lignes provisoires puissent être ouvertes au commerce, elles rendront d'énormes services pour le ravitaillement des postes et des troupes chargées des opérations.

(1) En Argentine, deux sociétés, l'une française, l'autre anglaise, ont construit des voies de chemins de fer : la première, plus prudente, à voie étroite ; la deuxième, à voie large ou voie normale. Au début de l'exploitation, la voie française, très suffisante, donnait des résultats satisfaisants, avec des frais bien moindres. Mais, avec l'augmentation du trafic, la voie anglaise a pris l'avantage et n'a pas eu à regretter d'avoir « vu et fait grand. »

Voilà, esquissées rapidement, les bases du prochain programme du protectorat au Maroc. Grâce à la souveraineté politique qu'il donne, le protectorat, avec son action pacificatrice, permet d'espérer des avantages économiques plus substantiels. A cet égard, la récente adjudication des travaux du port de Casablanca mérite d'être retenue : elle montre que l'industrie française peut lutter à armes égales, avantageusement même, avec ses concurrentes étrangères et que si la nécessité de l'adjudication est une entrave certaine, elle sera aussi un stimulant très précieux.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Régimes fonciers : principes généraux.

Dans son préambule, le *Dahir* du 20 avril 1913 (1), nommant une commission chargée d'élaborer un projet de décret réglementant le régime foncier de l'empire chérifien, s'exprime ainsi :

« Considérant que les transactions immobilières provoquent dans notre empire de nombreux litiges, en raison de l'incertitude des droits de propriété ; considérant qu'il nous paraît, en conséquence, opportun de mettre à l'étude un régime foncier fondé sur les principes admis en Tunisie et dans les diverses colonies françaises et étrangères, et qui, tout en procurant aux acheteurs un titre inattaquable, devrait,

(1) Dans le *Bulletin officiel* du protectorat de la République française au Maroc, 9 mai 1913, p. 116.

en même temps, par une procédure appropriée, garantir les droits acquis et sauvegarder les intérêts de nos sujets ».

Il nous a paru intéressant de rechercher quels seraient les principes dont pourrait s'inspirer une pareille réglementation.

Il ne s'agit pas ici d'étudier le régime foncier indigène du Maroc. Après les travaux de M. Saurin, ceux de MM. Michaux-Bellaire et Aubin et surtout l'ouvrage si clair de M. Amar, cette étude n'est plus à faire.

L'accord est fait sur ces conditions indigènes, l'incertitude des droits de propriété qui en résulte et le peu de sécurité offerte aux acquéreurs par des vendeurs de mauvaise foi, sans titre véritable. D'un autre côté, dans un pays nouvellement ouvert à la civilisation, comme le Maroc, où la tentation de spéculer est grande, il faut protéger le propriétaire indigène contre des acquéreurs nouvellement venus qui offrent souvent fort peu de garanties. La question est en somme très bien indiquée dans le préambule du *Dahir* du 20 avril 1913 : il s'agit, sans déposséder malgré eux les véritables propriétaires, de permettre à un acheteur d'acquérir en toute sécurité.

Mais précisément, la difficulté est de connaître le véritable propriétaire. Dans les pays musulmans, comme le Maroc, la propriété est constatée par des

titres informes, souvent fabriqués exprès pour la vente.

Quant à se renseigner sur la situation d'une parcelle de terre quelconque, il n'y faut pas songer.

Cette incertitude provient de l'habitude musulmane de ne pas dresser d'acte, de l'absence de toute publicité régulière.

En définitive, la solution du problème est dans une bonne organisation foncière qui est à faire. Le principe d'un bon régime foncier consiste à organiser le mieux possible la sécurité de l'achat à qui veut acquérir, et la facilité de vente à qui veut aliéner.

C'est en rendant « publiques » les preuves de la propriété que l'on arrive à cette sécurité, à cette certitude que l'acheteur et le prêteur ont affaire au véritable propriétaire dont ils veulent obtenir les droits dont il peut disposer.

Selon la manière dont ces moyens de preuve sont organisés, les régimes fonciers se divisent en deux grands systèmes : l'un celui de la publicité personnelle ; l'autre, de la publicité réelle.

Au premier, se rattachent le régime français et le régime belge ; au second, le régime allemand et le régime australien. Enfin, il faut citer le régime tunisien qui est une combinaison des deux sortes de régimes.

Régimes de publicité personnelle. — Les régimes

de publicité personnelle sont ceux dans lesquels la publicité de tous les faits qui influent sur la condition juridique des immeubles est organisée par rapport aux propriétaires.

Les modifications survenues dans l'état juridique de l'immeuble, les mutations, les charges qui le grèvent sont inscrites non dans un compte unique, ouvert à l'immeuble, mais dans une série de comptes ouverts aux propriétaires successifs de cet immeuble.

Il en résulte que pour être renseigné exactement sur la situation d'un immeuble il faut connaître les noms de tous ses propriétaires successifs et les signaler tous, sans exception, au conservateur du registre. Qu'il y ait un seul nom de propriétaire omis, mal indiqué, méconnaissable ou qu'une homonymie par exemple rend impossible à identifier, tout le système est en défaut. La sécurité des tiers est détruite quand ils veulent acheter un immeuble ou prendre une hypothèque, des actes de vente peuvent avoir été transcrits ou des hypothèques inscrites, du chef de ce propriétaire dont le nom a été ignoré.

Les vices de ce système ont été très bien exposés par M. Gide :

« Vous voulez savoir la situation de tel domaine. Vous demandez au conservateur s'il est hypothéqué. Il vous répond : Je ne connais pas les immeubles ; je ne connais que les propriétaires. Vous citez alors

le nom du propriétaire actuel : Jean Bernard. Le conservateur trouve une demi-douzaine de Jean Bernard qui sont tous grevés d'hypothèques. Il vous délivre un état portant toutes les hypothèques de ces homonymes. Par contre, si vous omettez ou si vous désignez mal les noms des précédents propriétaires, le conservateur ne fait pas de recherches au nom de ces personnes et vous risquez d'ignorer les hypothèques qu'ils ont établies. Ajoutez que dans tous les actes, même notariés, et par conséquent dans les transcriptions, le signalement de l'immeuble est donné le plus souvent par les noms des propriétaires voisins. Quand les voisins ont changé, on ne sait plus de quel immeuble il s'agit. »

La législation des pays placés sous ce régime de publicité personnelle aggrave en général les inconvénients. En France, par exemple, il est difficile de remonter à un titre initial valable envers tous : la loi ne soumet à la transcription que les actes entre vifs. On ne peut pas toujours trouver la suite des transmissions puisque les mutations par décès, les partages ne sont pas transcrits. La prescription même qui régularise les possessions de longue durée n'est qu'une garantie imparfaite parce que, ne courant ni contre les mineurs, ni contre les femmes mariées, elle peut être suspendue pendant un temps indéterminé.

D'ailleurs, même s'il tient ses droits du proprié-

taire véritable et définitif, le créancier peut n'être pas garanti parce qu'il existe des hypothèques générales et que les hypothèques légales sont dispensées d'inscription.

La loi belge a beaucoup amélioré un système aussi défectueux. Elle n'admet pas d'hypothèques occultes, toutes y sont sujettes à inscription ; ni générales, le gage hypothécaire doit être spécialement déterminé (1).

Mais les transmissions par décès ne sont pas non plus soumises à la transcription et l'inscription des privilèges se produit avec effet rétroactif. L'acquéreur et le prêteur malgré de minutieuses recherches peuvent ignorer des droits qui leur seraient opposables. Le régime belge, le meilleur des régimes de publicité personnelle, reste donc encore très défectueux.

Ces inconvénients disparaissent avec les régimes de publicité réelle.

Régimes de publicité réelle. — La caractéristique de ces régimes consiste en ceci : au lieu de tenir registre des noms des propriétaires successifs d'un immeuble, on ouvre un compte à l'immeuble lui-même. C'est à ce compte que seront inscrits tous les faits de

(1) L'hypothèque légale du mineur et de la femme mariée doit être inscrite dès le mariage ou le début de la tutelle et doit porter sur des immeubles nettement désignés.

nature à étendre ou à restreindre les droits du propriétaire de l'immeuble. Les registres fonciers deviennent, dans les régimes de publicité réelle, des sortes de registres de l'état civil des biens immobiliers où sont portés les transmissions et tous les faits intéressant l'immeuble.

On commence d'abord par dresser en quelque sorte l'acte de naissance de l'immeuble.

A cet effet, on attribue à l'immeuble soit un numéro matricule, soit un nom d'identité ; sous cette rubrique, on indique le nom du propriétaire actuel de l'immeuble, ceux des propriétaires successifs antérieurs. On précise la contenance de l'immeuble, ses limites exactes ; on en dresse un plan topographique ; on marque ensuite l'étendue des droits du propriétaire, ceux qu'il a pu concéder à des tiers ; en un mot, on détermine les charges dont l'immeuble est grevé.

Une reproduction exacte de la feuille du registre, — dans certains pays une photographie — remise entre les mains du propriétaire, représente l'immeuble lui-même.

L'acte primitif une fois dressé, il n'y a plus qu'à tenir au courant l'état civil de l'immeuble : on inscrit au feuillet de l'immeuble tous les faits de nature à modifier la situation originale. Une bonne tenue du registre donnera, à tout moment, la situation actuelle

de l'immeuble. L'acquéreur, le prêteur éventuels, en se reportant au feuillet concernant l'immeuble, seront immédiatement et sûrement renseignés.

Dans la pratique, les choses ne vont point aussi simplement et chaque législation a dû, pour donner l'efficacité à son régime, déterminer avec soin les effets de l'observation ou de l'inobservation des formalités requises.

D'une façon générale, sont déchus de leurs droits les titulaires qui ont négligé de les faire inscrire.

Les régimes de publicité réelle offrent donc des garanties de sécurité, pour les transactions immobilières, bien supérieures à celles que présentent les régimes de publicité personnelle.

La faveur dont ils jouissent s'explique par leurs avantages qui les ont fait adopter par bien des pays (1).

Le principal de ces avantages est, on peut le dire, d'assurer les plus grandes facilités de circulation et de crédit.

Par la sécurité que présente le simple jeu des livres fonciers, les opérations immobilières sont encouragées et la manière dont les régimes de publicité réelle

(1) On peut citer : l'Australie, l'Autriche, l'Allemagne, la Suède, Madagascar, le Congo, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, le Dahomey, la Tunisie...

mobilisent les valeurs et le crédit constitue leur caractère le plus original (1).

Le propriétaire peut, à chaque instant, justifier par la production de son titre de son droit de propriété et de sa situation hypothécaire.

Il peut donner l'immeuble lui-même tout entier en garantie puisque le dépôt du titre foncier entre les mains du prêteur empêche toute vente ou toute création d'hypothèque.

Il ne faut d'ailleurs pas dissimuler que le système comporte des inconvénients graves qui résultent de

(1) Voici ce qu'en dit M. Gouyon, *Le Système des Livres fonciers en Tunisie*, p. 106 et 107 : « Devant la sûreté qu'offre la loi foncière, les acquéreurs et les prêteurs ne s'adressent plus qu'aux propriétaires d'immeubles immatriculés, car les avantages sont évidents tant au point de vue de la sûreté du droit que de la facilité de la circulation de l'immeuble et que de sa valeur comme moyen de crédit. Ces avantages se traduisent, d'ailleurs, par une augmentation de valeur de l'immeuble. En Tunisie, les propriétaires immatriculés font prime sur le marché.

« La sécurité que l'inscription offre aux prêteurs d'argent a fait baisser très sensiblement le taux de l'intérêt. Pour les immeubles immatriculés, le taux varie entre 5, 6 et 7 %, selon la situation de l'immeuble et le rang de la créance. Sur les immeubles non immatriculés, on prête encore à 10 ou 12 % lorsque l'immeuble est situé à Tunis et quand le droit du propriétaire est à peu près certain. Dans les autres cas, les propriétaires ne trouvent pas de prêteurs ; ils sont obligés de s'adresser à des usuriers qui couvrent leurs risques en leur faisant payer un intérêt qui atteint, en réalité, le taux de 20 à 30 % et souvent davantage.

« Les établissements de crédit, les banques, les capitalistes sérieux ne prêtent que sur des propriétés immatriculées. »

la trop grande perfection, si l'on peut dire, du système.

Le danger ne réside pas dans la méconnaissance des droits des tiers, mais dans l'inobservation des règles précises imposées dans le régime. En effet, tout ce qui intéresse l'immeuble, soit en diminuant, soit en transformant les droits du propriétaire, doit être inscrit à la fois sur le registre foncier et sur la copie du titre. En pays peu civilisé surtout, la négligence des indigènes à faire inscrire les actes au fur et à mesure qu'ils se produisent, crée un état de fait en opposition avec l'état de droit. L'application rigoureuse des principes devient difficile et l'on peut se demander alors à quoi bon une réglementation aussi minutieuse.

Un grand nombre de propriétaires fonciers immatriculés négligent de faire au conservateur les déclarations nécessaires pour tenir les titres au courant de tous les changements survenus dans la condition juridique des immeubles.

Voici ce qu'en dit M. Pouyanne dans son « Rapport sur l'application du système Torrens » : « Bon nombre de titres, détenus tant par des européens que par des indigènes, se transmettent de main en main, sans inscription des mutations survenues, jusqu'au jour où un ayant cause, plus avisé ou mieux conseillé, du dernier propriétaire, se préoccupe enfin de régu-

lariser la situation, non sans se heurter fréquemment à des difficultés sérieuses, parfois insolubles, en l'état de la législation. Le nombre de ces régularisations tardives est considérable ».

Leur danger ne l'est pas moins non seulement pour les particuliers intéressés mais pour le régime même de l'immatriculation. Et M. Pouyanne suppose l'espèce suivante, qui peut se rencontrer dans la pratique et dont les conclusions ne sont pas exagérées :

« Primus, inscrit sur les registres, a vendu à Secundus qui n'a pas fait transcrire la vente ; l'immeuble passe ensuite entre les mains de Tertius, de Quartus, de Quintus qui agissent de même ; finalement Quintus vend à Sextus qui désire se mettre en règle ; le conservateur lui fait produire tous les contrats successifs et exige les justifications d'usage pour chacun d'eux ; or il se trouve que Quartus était en état de minorité, lorsqu'il a vendu à Quintus : la vente est nulle ; mais Quartus est décédé depuis : il y a donc impossibilité de régulariser la série des transmissions et Sextus restera possesseur irrégulier de l'immeuble, qui, en vertu de la loi, appartient toujours à Primus. On conçoit aisément que si ces faits se généralisent dans une région donnée, le système foncier, au lieu de constituer un élément de sécurité pour les propriétaires et une base solide pour le crédit,

puisse fonctionner comme un instrument de spoliation. Car, dans l'exemple précédent, Primus pourrait évincer tous les acquéreurs successifs et rien ne l'empêcherait de revendre l'immeuble qu'il a déjà aliéné. »

L'alternative, en effet, est des plus malaisées : ou bien les personnes qui auront négligé de faire inscrire leurs droits subiront les conséquences rigoureuses de leur imprévoyance, ou bien la force probante du titre restera simplement théorique, mais alors à quoi sert la loi foncière ? Pourquoi l'avoir faite, si ce n'est pour l'appliquer ?

M. Pouyanne propose, il est vrai, d' « autoriser une nouvelle procédure de purge et réimmatriculer à nouveau ». C'est une solution mais bien peu conforme à l'esprit du régime de l'immatriculation dont la première purge ne serait plus définitive.

Une seule solution existe : obliger les parties à tenir au courant leurs titres fonciers, dont on pourrait stimuler le zèle par un système d'amendes judicieusement organisé. Mais il faut surtout compter en cette matière sur le temps et l'habitude qui feront voir à chacun que son intérêt bien entendu exige ces précautions.

Malgré ces défauts, un résultat incontestable de l'introduction dans un pays d'un régime de publicité

foncière réelle est de procurer aux transactions immobilières la sécurité.

On verra plus loin le régime institué tout récemment au Maroc par le *Dahir* sur l'immatriculation des immeubles (1).

(1) *Bulletin officiel* du protectorat, numéro 46, 12 septembre 1913.

CHAPITRE II

La situation au Maroc.

Régime foncier : preuve de la propriété.

C'est précisément le défaut de toute sécurité qui est la caractéristique des opérations immobilières au Maroc, où, suivant le mot de M. Robert de Caix, l'on est surtout occupé à « vendre le bien d'autrui. »

Quelques explications sont indispensables pour comprendre la situation foncière au Maroc et c'est sur la manière dont on peut prouver la propriété qu'elles devront porter.

Nous ne parlerons pas des différences de régime suivant la qualité propre à chaque terre, selon qu'elle est *habous* c'est-à-dire imprescriptible et inaliénable; *makhzen*, appartenant au gouvernement, ou appartenant à des tribus ne la possédant qu'à titre de concession précaire. Nous renvoyons, comme nous l'avons déjà dit, pour l'étude de l'organisation foncière au point de vue indigène, aux ouvrages de M. Sau-

rin, de MM. Michaux-Bellaire et Aubin et de M. Amar.

Nous supposons cette question préalable connue et qu'il s'agit d'une terre libre sur laquelle peut exister un véritable droit de propriété.

Comment le possesseur actuel de la terre prouvera-t-il qu'il est propriétaire ?

Souvent, la propriété a pour origine une concession du sultan (*Dahir*) : c'est un acte par lequel le sultan accorde en toute propriété des portions de terres.

« Au point de vue matériel, dit M. Amar (1), ces titres se composent de feuilles de papier à gros grain, collées bout à bout et formant parfois des rouleaux de plusieurs mètres de développement. Les feuilles sont collées au fur et à mesure que les transmissions successives de la même propriété sont inscrites sur le titre. »

Il semblerait que l'on a ainsi ce que l'on désire puisque, sur le même titre, figurent les transmissions antérieures à celle qui a donné la propriété. L'on aurait donc un véritable état civil de l'immeuble qui offrirait suffisamment de garanties au prêteur ou à l'acquéreur qui se ferait représenter le titre (2).

Mais il n'en est pas ainsi en pratique. D'abord, l'acte ne contient souvent de la propriété qu'un signallement tout à fait insuffisant, parfois ridicule. On

(1) *Organisation de la propriété foncière au Maroc*, p. 73.

(2) Ce titre s'appelle *aqd* (au pluriel *ouqoud*).

trouve des actes dont l'énonciation des limites de la propriété est dans le goût suivant : « La propriété est limitée au Sud par le sentier bien connu, à l'Est par la grosse pierre, au Nord par le bouquet de palmiers nains et à l'Ouest par la propriété d'un tel ». Comme « la propriété d'un tel » risque d'être délimitée avec une égale précision et qu'il est facile de déplacer des bornes aussi sérieuses que « le bouquet de palmiers nains » ou « la grosse pierre », on conçoit comme il est commode de se rendre compte des limites exactes de la propriété. Ce simple exemple, qui n'a rien d'exceptionnel, indique toute la valeur que prendrait une description plus sérieuse de la propriété et de ses limites et encore mieux le prix du plan topographique qui pourrait en être dressé par un service foncier régulièrement organisé.

Mais ce n'est pas tout, car l'acte contient rarement toutes les indications donnant la mesure exacte des droits du propriétaire, encore moins les charges qui peuvent grever la propriété et les noms de ceux au profit de qui ces charges ont été consenties. Voici ce qu'en dit M. Amar : « Si l'usage est de faire inscrire sur l'*aqd* (titre) les transmissions par décès, avec une indication de tous les héritiers, comme aussi l'échange et la constitution de l'immeuble en *habous*, il est bien rare qu'on y trouve la mention des autres droits réels ou des autres modes de transmission. La

donation y apparaît quelquefois, mais presque jamais les servitudes, ni l'antichrèse, ni les autres droits réels » (1).

Quelle que soit, d'ailleurs, la régularité de l'acte, le titre de propriété n'a pas une valeur propre, en quelque sorte complète. Cela tient à la force attribuée par la doctrine musulmane à la possession effective. Le titre de propriété entre les mains de quelqu'un n'est pour ainsi dire qu'un élément de preuve rendant vraisemblable sa prétention à être propriétaire.

La possession paraît ainsi être un élément beaucoup plus important. On peut se demander alors à quoi sert le titre ? Khalil déclare : « De deux preuves contradictoires, celle-là sera préférée qui établira l'origine de la propriété » (1659). De même, après avoir admis que la propriété peut se prouver par commune renommée, il ajoute que la preuve par titre lui sera préférée (1587) (2).

Cette importance attribuée à la possession est telle qu'un jurisconsulte musulman a pu écrire : « Si, donc, un individu possède, par exemple, un domaine, prétendant que ce domaine fait partie des biens de fondation de son aïeul un tel ; puis qu'un autre vienne à revendiquer ce domaine comme lui ayant été transmis, à titre de propriété, par son père, qui l'avait

(1) P. 74.

(2) Cité dans la *Revue du Monde Musulman*, mars 1912, p. 56.

acheté d'un tel, celui-ci d'un tel et ce deuxième d'un tel autre encore, qu'il produise un titre, mentionnant ces transmissions, dans lequel les limites réelles du domaine soient décrites, tout cela ne fera pas que le domaine sera retiré à son possesseur, car il se peut que tous ces individus aient vendu ce qui ne leur appartenait pas... On voit donc que, sous ce rapport, ce que l'on désigne dans le pays sous le nom d'acte de notoriété est plus sûr que le titre original, parce qu'il contient, au profit de son détenteur, des témoignages qui établissent sa propriété » (1).

MM. Michaux-Bellaire et Aubin examinant cette force probante des titres concluent ainsi : « Les auteurs, en précisant les conditions de la validité de la propriété, semblent ne tenir compte que de la possession ; mais cette possession doit s'exercer en vertu d'un juste titre, c'est-à-dire s'appuyer sur une cause d'acquisition » (2).

Le titre de propriété ne dispense pas d'un titre constatant la possession : cet acte s'appelle *moulkiya*. Il y a trois espèces de moulkias :

1° La *moulkiya bel lafiğ* qui se compose du témoignage de douze personnes déclarant savoir que telle

(1) Goguyer, *Choix splendide de préceptes cueillis dans la loi*, p. 86, n° 106.

(2) *Le régime immobilier au Maroc* (Revue du Monde Musulman, mars 1912, p. 56 et 57).

personne possède telle propriété, qu'elle en use notoirement comme véritable propriétaire, sans contestation et que cette possession dure depuis dix ans. Ces témoignages sont recueillis par deux *adoul* (notaires) (1) qui rédigent l'acte, lequel est ensuite homologué par le *cadi* (juge).

Formule de mouлкиya

« Louange à Dieu !

« Les témoins dont les noms sont au bas du présent déclarent connaître, d'une façon parfaite et légalement suffisante, (nom), et ils attestent qu'il a en sa possession, jouissance et propriété, et qu'il détient, comme un bien d'entre ses biens et une propriété d'entre ses propriétés, la totalité de la parcelle de terre située à..... et limitée au Sud par....., au Nord....., etc.

« La notoriété de cette terre dispense d'une plus ample information. Ils attestent aussi que le requérant exploite ladite parcelle comme un propriétaire exploite son bien, qu'il s'en attribue la propriété, qui lui est, d'ailleurs, notoirement attribuée, et cela depuis plus dix ans. » (Ou bien encore : « depuis la période de temps légalement suffisante. »)

(1) *Adl*, au pluriel *adoul* : on traduit ce terme par celui de notaire, c'est faute de mieux, mais on se tromperait gravement si l'on croyait que ces deux termes se correspondent parfaitement. Un *adl* (*adl*, *adel* signifie homme juste) est simplement un témoin dont la probité, — toute relative, — est reconnue par le *cadi* qui l'a institué. Ces « témoins » ont pour fonction de dresser des actes.

« Ils ne sachent pas qu'il se soit élevé, durant ce laps de temps, aucune contestation, ni opposition à l'encontre du requérant, qui n'a jusqu'à ce jour aliéné ladite parcelle par aucune vente, donation, aumône ou tout autre mode d'aliénation.

« Ils se basent, pour faire cette déclaration, sur les rapports du voisinage, de contiguïté et sur la connaissance qu'ils ont des circonstances.

« En foi de quoi acte a été pris de leur déposition à la requête du requérant.

« Fait à la date de.... »

(Noms des douze témoins.)

(Paraphes des deux adoul.)

(Homologation du cadi.)

2° La *moulkiya adliya* : si les deux *adoul* connaissent eux-mêmes la situation qui vient d'être énoncée, ils peuvent rédiger l'acte sans faire comparaître de témoins. Leur déclaration suffit et vaut le témoignage de douze personnes.

3° La *moulkiya* peut encore être une combinaison des deux précédentes : le témoignage de six personnes et d'un *adl* équivaut au témoignage de douze personnes.

La *moulkiya* est toujours nécessaire, même s'il existe d'autres titres de propriété : elle sert à établir la possession *actuelle* qui permet à l'acquéreur d'être mis lui-même en possession de ce qu'il achète. Elle est, de plus, une preuve que le vendeur, muni d'un titre (*aqd*), n'a pas aliéné son bien depuis le jour de la

transmission de la propriété, soit par héritage, soit par achat.

Le titre de propriété (*aqd*) ne sert, nous l'avons vu, qu'à indiquer l'origine de la possession : il prouve que la cause d'acquisition est juste. Mais il ne dispense pas de la *moulkiya*.

On a confondu, les européens principalement, la différence qu'il y a entre ces deux sortes d'actes et beaucoup ont cru voir dans la *moulkiya* un véritable titre de propriété.

Dans la fièvre de spéculation sur les terrains, qui a sévi en certaines parties du Maroc, devant l'insécurité des transactions, bien des européens ont cru voir plus de garanties dans l'ancienneté des actes. On a recherché des *moulkiya* anciennes.. Cette préférence (1) est tout à fait injustifiée car, loin d'acquérir de la valeur en vieillissant, la *moulkiya* est un titre qui peut, au contraire, toute la perdre. Servant à constater la possession *actuelle*, elle n'offre plus, au bout de dix ans, aucune garanties, car la possession peut avoir cessé et l'action du propriétaire être prescrite.

Il faut remarquer, à ce propos, qu'il s'agit de la

(1) Les indigènes, pour satisfaire ce goût, se sont mis à fabriquer des *moulkiya* « anciennes » : on se sert de vieux papiers, d'encre décolorée, on fume les actes au-dessus de chandelles, on les traîne quelque temps dans de vieilles babouches, etc.

prescription extinctive, car la loi musulmane ne connaît pas la prescription acquisitive ou usucapion comme mode d'acquisition de la propriété.

M. Morand, dans son étude du droit musulman, résume ainsi les caractères de la prescription : « Le possesseur d'un immeuble ne peut se prévaloir, pour éviter l'expulsion par le véritable propriétaire, d'un droit de propriété qui serait né à son profit du fait de sa longue possession ; il ne peut invoquer que l'extinction par la prescription de l'action en revendication intentée contre lui ».

Le droit de revendication du véritable propriétaire est paralysé par une possession de dix ans, mais le possesseur n'acquérant pas pour cela la propriété, il s'ensuit qu'il ne peut pas, lui non plus, agir en revendication, s'il est dépossédé à son tour.

Il faut d'ailleurs remarquer que la possession, pour être utile, doit être exempte de vice. La mauvaise foi du possesseur installé sur le terrain d'autrui et se prétendant légitime propriétaire n'est pas une possession exempte de vice. Par conséquent, en droit musulman, cette possession ne peut pas conduire le possesseur à la prescription acquisitive puisqu'elle est inconnue, mais elle ne pourrait pas davantage arriver à paralyser l'action en revendication du véritable propriétaire. Ce n'est qu'une situation de fait fondée sur la violence.

Tel est le système des preuves de propriété au Maroc, et tel est l'acte, la *moulkiya*, au moyen duquel se font toutes les transmissions immobilières au Maroc entre indigènes, ou entre indigènes et européens.

Il semblerait que les garanties sont suffisantes et que, grâce à la production des deux titres concordants *aqd* et *moulkiya*, où, à la rigueur, qu'avec une *moulkiya* seule, on ait la sûreté de traiter avec le véritable propriétaire.

On a fait remarquer que le système marocain est fondé sur le principe de la légalité, tout comme les systèmes les plus modernes de livres fonciers dont les énonciations jouissent en plus de la force probante.

Il en serait bien ainsi, si les déclarations contenues dans les actes étaient sincères, si les fonctionnaires recevant ces déclarations étaient « responsables » et se donnaient la peine de les contrôler et de n'admettre que celles conformes à la réalité. Mais on est loin du compte, et non seulement les parties s'entendent avec les témoins pour des déclarations de complaisance, mais les *adoul* et les *cadi*, singuliers notaires et singuliers juges, sont souvent les meilleurs complices des parties qui veulent commettre une fraude (1).

(1) Fabrication de *moulkiya* « anciennes », de *moulkiya* sur des biens appartenant à des tiers, de plusieurs *moulkiya* sur la même propriété qui est vendue à plusieurs acquéreurs à la fois, etc., etc.

MM. Michaux-Bellaire et Aubin parlant de cette situation écrivent en parlant des *adoul*: « Restreignant leur rôle à celui de simples scribes enregistreurs, les *adoul* ont accepté, sans essayer de les vérifier, les déclarations de douze individus quelconques relativement à des droits de propriété sur une terre que le plus souvent ces individus ne connaissaient même pas...; les *cadi*, de leur côté, se sont contentés d'avérer les signatures des *adoul*, prétendant que leur rôle devait se borner à affirmer que les signatures placées au bas de la *moulkiya* étaient bien celles de deux *adoul*... sans s'occuper de la valeur morale de l'acte lui-même. Ils n'envisagent les actes, comme les *adoul* également, qu'au point de vue de ce qu'ils pourraient leur rapporter » (1).

En résumé, l'on peut dire que la loi même, avec ses prescriptions, serait susceptible d'offrir les garanties suffisantes mais la pratique en est faussée et l'on peut conclure que si la loi musulmane n'est pas mauvaise, les hommes chargés de l'appliquer le sont. Ici ce sont les hommes qui ont corrompu les institutions et l'on comprend que le remède se trouve presque uniquement dans la moralisation du personnel judiciaire.

(1) *Revue du Monde Musulman*, mars 1912, p. 64 et 65.

CHAPITRE III

Transmission de la propriété.

Il nous reste maintenant à voir quelles sont les règles de la transmission de la propriété au Maroc, principalement quelles conditions ont été faites aux Européens par les traités internationaux.

Au point de vue indigène, la situation est des plus simples : la *moulkiya* une fois dressée, les *adoul* dressent l'acte de vente, parfois après s'être transportés sur les lieux et avoir dressé un acte d'attestation des limites, dans lequel ils constatent que l'immeuble avec ses limites est bien celui dont il est question dans la *moulkiya*. L'acte de vente dressé par les *adoul* est ensuite homologué par le *cadi*.

Au point de vue international, la situation est réglée par la convention de Madrid et l'acte d'Algésiras.

Anciennement, les pays musulmans n'admettaient pas que les étrangers pussent devenir propriétaires fonciers. Les souverains même interdisaient, d'ail-

leurs, à leurs sujets des acquisitions en pays hors chrétienté (1).

En Turquie, c'est par un rescrit en date du 7 safer 1264 (18 juin 1867) que les étrangers ont été admis, au même titre que les sujets ottomans, à jouir du droit de propriété des immeubles urbains et ruraux dans toute l'étendue de l'empire, à l'exception de la province d'Hedjaz.

En Tunisie, le même droit a été accordé par l'article 11 du traité du 10 septembre 1857; en Egypte, en 1864. Au Maroc, la première concession faite aux étrangers se trouve dans les traités conclus avec la Grande-Bretagne le 9 décembre 1856 (2) et avec l'Es-

(1) Ordonnance de 1764, titre II, article 16 : « Défend Sa Majesté à ses sujets établis dans les Echelles du Levant et de la Barbarie, d'y acquérir aucuns biens, fonds et immeubles autres que les maisons, caves, magasins et autres propriétés nécessaires pour leur logement et pour leurs effets et marchandises sous peine d'être renvoyés en France. »

Article 28 : « Défend Sa Majesté à tous ses sujets de prendre des biens, fonds et autres objets à ferme, soit du Grand Seigneur, soit des Princes de Barbarie ou de leur sujets. »

(2) Traité général entre la Grande-Bretagne et le Maroc, signé à Tanger le 9 décembre 1856 :

Article 4 : « S'il y a à l'intérieur de la ville un emplacement convenable pour bâtir une maison ou un magasin, il se fera un arrangement par écrit, avec les autorités de la ville, contenant le nombre d'années que le sujet anglais pourra garder en sa possession la terre et le bâtiment, de façon à pouvoir être payé des frais qu'il aurait pu faire ; et personne ne pourra forcer le sujet anglais à abandonner sa demeure ou son magasin avant que le

pagne le 20 décembre 1861 (1). Les Français pouvaient s'en prévaloir en vertu de la clause de la nation la plus favorisée qui se trouvait notamment dans le traité de Tanger du 10 septembre 1844, article 7 : ... « La France jouira, en toute chose et en toute occasion, du traitement de la nation la plus favorisée ».

Mais ce droit était bien précaire parce que le gouvernement marocain pouvait tout refuser en soulevant des difficultés d'interprétation.

La matière a été traitée, d'une façon générale, la première fois dans la convention de Madrid, confirmée et précisée dans l'acte d'Algésiras.

En voici les textes :

temps mentionné dans le document ne soit expiré... Leurs logements, maison de commerce et tout leur (aux sujets de S. M. Britannique) appartenant destiné à être habité ou à servir à leur commerce, devront être respectés. » (*Archives diplomatiques* 1863, t. IV, p. 115 et s.

(1) Traité de commerce entre l'Espagne et le Maroc, signé à Madrid le 20 décembre 1861 :

Article 5 : « Si, dans l'Empire du Maroc, les Espagnols achètent avec l'autorisation des autorités, des maisons, magasins ou terrains, ils pourront disposer librement de leur propriété sans que personne les inquiète. Toutes les fois qu'ils loueront des maisons ou magasins pour un temps et un prix fixés, on ne haussera point le prix de location durant ce temps, et on ne les délogera pas... Leurs maisons seront respectées, et leurs magasins, et tout ce qui leur appartient, que ce soit destiné à un objet de commerce ou à leur habitation. » (*Archives diplomatiques* 1863, t. IV, p. 135. et s.

Convention de Madrid du 3 juillet 1880, article 11 : « Le droit de propriété au Maroc est reconnu pour tous les étrangers. L'achat de propriétés devra être effectué avec le consentement préalable du gouvernement et les titres de ces propriétés seront soumis aux formes prescrites par les lois du pays. Toute question qui pourrait surgir sur ce droit sera décidée d'après les mêmes lois, avec l'appel au ministre des Affaires étrangères stipulé dans le traité » (1).

Acte général de la conférence d'Algésiras du 6 avril 1906, article 60 : « Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'article 11 de la convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des pro-

(1) Il est question de cette voie de recours dans les traités, ci-dessus mentionnés, de 1856 avec la Grande-Bretagne et de 1861 avec l'Espagne.

Traité de 1856 art. 9 *in fine* : « Si les plaidants anglais ou maures sont mécontents de la décision du consul général, consul, gouverneur ou kadi (selon que le cas peut ressortir à ces différentes cours), il aura le droit d'en appeler au chargé d'affaires ou au consul général de Sa Majesté Britannique ou bien au chargé des Affaires étrangères maures selon le cas » (*Archives diplomatiques*, 1863, t. IV, p. 119).

Traité de 1861 art. 11 *in fine* : « Si le plaignant ou plaidant espagnol ou marocain ne se conforme point à la décision du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, du gouverneur ou kadi, suivant que l'affaire ressortisse aux tribunaux des uns ou des autres, ils auront le droit d'en appeler respectivement au chargé d'affaires d'Espagne, ou au commissaire marocain pour les affaires étrangères » (*Archives diplomatiques*, 1863, t. IV, p. 139-140.)

priétés dans toute l'étendue de l'empire chérifien et Sa Majesté le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quant aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de dix kilomètres autour de ces ports, Sa Majesté le Sultan accorde, d'une façon générale et sans qu'il soit désormais nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'article 11 de la convention de Madrid.

A El Ksar-el-Kébir, Arzila, Azemmour et éventuellement dans d'autres localités du littoral et de l'intérieur, l'autorisation générale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seulement pour les acquisitions dans un rayon de deux kilomètres autour de ces villes.

Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages.

Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété, le cadi devra s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres.

Le *maghzen* désignera, dans chaque ville et cir-

conscription indiquée au présent article, le cadi qui sera chargé d'effectuer ces vérifications ».

De ces textes, résulte clairement que les européens peuvent devenir propriétaires fonciers au Maroc.

Cette faculté, il était nécessaire de la reconnaître afin de lever tous les doutes tant de la part des anciennes prohibitions tombées en désuétude des législations européennes, que des prohibitions provenant des conceptions musulmanes. On sait, en effet, qu'au point de vue coranique, un non-musulman ne peut pas devenir propriétaire : il est toujours considéré comme usurpateur. Comme le disent MM. Michaux-Bellaire et Aubin : « Les principes du droit musulman régissant la condition des terres et l'état des personnes rendaient indispensable une dérogation expresse émanant du souverain... L'infidèle ne pouvait vivre en paix en terre d'Islam qu'à la condition d'être tributaire... Il restait toujours incapable d'acquérir la propriété immobilière » (1).

La pratique, il est vrai, n'était pas toujours conforme à ces principes rigoureux et certains européens étaient parvenus à acquérir des biens au Maroc par tolérance ou faveur personnelle ou encore grâce à des intermédiaires indigènes (2). La façon de procé-

(1) *Revue du Monde Musulman*, mars 1912, p. 38 et 39.

(2) Les *censeaux* (courtiers d'un européen et jouissant de la protection consulaire) servaient fréquemment à des contrats de ce genre.

der était généralement la suivante : Un européen chargeait par mandat un indigène, soit un *censal*, soit un algérien (les algériens aussi servaient souvent d'intermédiaire) d'acquérir un bien d'un vendeur indigène. Les *adoul*, en dressant l'acte de vente, constataient que l'acheteur agissait comme mandataire. Un acte sous seings privés passé entre l'indigène acquéreur et l'euro péen établissait que l'achat était fait pour le compte de l'euro péen. Cet acte était légalisé et enregistré au consulat de la nationalité du mandant ; ou bien même, il était dressé de tout cela un acte notarié au consulat dont l'euro péen était ressortissant.

Cette façon de procéder détournée a été rendue superflue par les conventions de Madrid et d'Algésiras qui ont transformé en un droit ouvert à tout le monde ce qui n'était autrefois que simple tolérance ou faveur personnelle.

Quel est le régime institué par les accords internationaux de 1880 et de 1906 ? Tous deux, comme on a pu le voir, ont subordonné l'acquisition de propriétés par les étrangers au « consentement préalable » du gouvernement marocain. On s'est demandé pourquoi cette autorisation était exigée ? M. Saurin a donné comme explication que le *maghzen* devait être laissé juge de ne permettre d'acquérir que dans les parties de son empire où il était vraiment le maître.

Le gouvernement chérifien doit avoir, dit-il, « le droit de cantonner au moins géographiquement, le champ d'exercice de cette responsabilité, en le réduisant au champ d'action de son autorité » (1).

Il semble que cette explication soit bien compliquée alors qu'il est si simple d'admettre que le gouvernement marocain, obligé de faire une concession à la diplomatie européenne, ait voulu avoir à sa disposition un moyen commode pour écarter le plus possible toute installation étrangère. C'est une méfiance qui se comprend facilement.

D'ailleurs, cette explication se trouve dans la lettre chérifienne adressée aux délégués du sultan à la conférence d'Algésiras :

« Pour la question du droit d'achat de propriétés et du droit de construction, faites leur (aux plénipotentiaires de la conférence) savoir que nous n'ignorons pas que ces droits leur ont été depuis longtemps reconnus par traité. Mais, par égard pour les bonnes relations existant entre nos nobles prédécesseurs et les puissances, celles-ci prenaient en considération ce qui peut profiter à ce pays aussi bien que ce qui peut lui nuire, comme s'il se fût agi des intérêts de leurs peuples. C'est ce sentiment qui les retenait dans la mise en pratique immédiate de la clause susdite, pour éviter les dangers qui en auraient résulté. C'est pourquoi nous espérons qu'elles voudront

(1) Saurin, *Le régime foncier au Maroc*, d'après l'article 60 de l'acte d'Algésiras, p. 13.

bien maintenir la même manière de procéder, pleine d'égards, qu'elles ont suivie dans le passé et qu'elles ne demanderont pas au gouvernement chérifien de rendre exécutoire cette clause d'un seul coup, ce qui serait impossible, surtout en ce moment avec l'état de la population non encore habituée à la mise en pratique de ce droit.

Vous leur demanderez de se contenter de se servir de ce droit seulement dans la mesure du possible, c'est-à-dire d'en borner l'usage à l'achat de propriétés et à la construction dans les ports ouverts et dans leurs alentours dans un rayon de dix kilomètres. ainsi que dans les villes d'Arzila, d'El Ksar et d'Azemmour seules, et dans un rayon de deux kilomètres alentour. Vous demanderez qu'on suspende ce droit dans l'intérieur de l'Empire. Quand les réformes financières et militaires seront accomplies et que la sécurité et la tranquillité règneront parmi les populations, il ne sera pas difficile de mettre en pratique l'exercice de ce droit dans le reste du pays d'une manière graduelle, peu à peu, s'il plaît à Dieu. » (1)

En fait, malgré l'état de sécurité ou d'insécurité du pays, le sultan n'a accordé aucune autorisation d'acquérir à des européens, dans les parties où elle aurait été requise : preuve du mauvais vouloir du gouvernement marocain, à qui l'autorisation donnée une fois pour toutes dans les zones autour de certaines villes a été pour ainsi dire arrachée.

Il faut, en effet, partager en deux zones le Maroc

(1) *Affaires au Maroc (Livre Jaune)*, 1905, fascicule 1, p. 225.

au point de vue de l'autorisation gouvernementale exigée de l'européen qui veut acquérir.

Pour une première zone (celle des huit ports ouverts (1) au commerce en 1906, avec un rayon de dix kilomètres autour de ces ports, plus les villes d'El Kzar-el-Kébir, Arzila, Azemmour avec un rayon de deux kilomètres autour de ces villes), l'autorisation a été donnée par le sultan dans l'acte d'Algésiras, d'une façon générale et par anticipation.

Il faut remarquer, toutefois, qu'une certaine situation des terrains autour de ces ports et villes n'est pas de nature à faciliter les transactions régulières. Il se trouve, en effet, que presque toutes les terres autour d'El Ksar, dans un rayon de deux kilomètres, sont « habous » c'est-à-dire inaliénables et imprescriptibles : elles ne peuvent donc pas être l'objet de ventes au profit de qui que ce soit.

En outre, autour des ports, dans le rayon de dix kilomètres la plupart des terres sont *maghzen*, le plus souvent entre les mains de tribus *guich*, c'est-à-dire ne les détenant qu'à titre précaire et ne pouvant donc pas non plus être aliénées.

Au surplus, et pour compliquer davantage encore une question fort complexe par elle-même, il faut

(1) Les huit ports ouverts en 1906 étaient : Tétouan, Tanger Larache, Rabat, Casablanca, Mazagan, Saffi, Mogador.

rappeler que l'emprunt consenti par le gouvernement chérifien, en 1910, est gagé d'abord sur les 40 % du produit des douanes que les emprunts antérieurs avaient laissé disponibles et aussi sur les biens du *maghzen* qui se trouvent dans les ports et les territoires *maghzen* qui sont dans un rayon de dix kilomètres autour de ces ports.

Le contrôle de la dette se trouve ainsi institué gardien de l'intégrité des biens du *maghzen* dans la zone même où les européens peuvent acquérir librement. En 1906, on accorde un droit aux européens, droit que l'acte d'emprunt de 1910 paraît contredire. Ou comme le disent très justement MM. Michaux-Bellaire et Aubin : « Conformément à son système d'opposer les uns aux autres les prétentions étrangères, il (le gouvernement marocain) a donné en bloc en gage à l'Europe ce qu'il avait convenu de permettre aux européens d'acheter librement en détail » (1).

Ne pouvant mieux faire, nous concluons, avec M. Amar qui écrit à propos de cette situation qui semble inextricable : « Nous ne voyons, pour notre part, qu'une seule conciliation possible de ces deux textes (l'acte d'Algésiras de 1906 et l'acte d'emprunt de 1910) en apparence contradictoires. L'autorisation générale et anticipée, consentie par le *makhzen* en

(1) *Revue du Monde musulman*, mars 1912, p. 6.

faveur des acquéreurs européens dans la zone de dix kilomètres, a bien été donnée par le sultan en 1906, mais celui-ci n'a pu abdiquer ses droits sur les terres qui pouvaient appartenir au *makhzen* dans la même zone. Il a donc pu valablement les donner en gage en 1910, sans que cet acte enlevât quoi que ce soit à l'efficacité de l'autorisation générale d'acquérir accordée en 1906 » (1).

Le Maroc est, nous l'avons vu, divisé en une deuxième zone par les traités internationaux. Dans cette deuxième zone (hors des ports et villes avec leurs banlieues), l'autorisation préalable du gouvernement marocain demeure nécessaire : il faut à tout européen acquéreur une autorisation individuelle et spéciale pour chaque acquisition d'immeuble qu'il veut faire. Cette autorisation, théoriquement, doit être donnée par les fonctionnaires du *makhzen*, à moins qu'ils n'aient un « motif légitime », ainsi que le dit l'article 60 de l'acte d'Algésiras. Mais, comme l'acte n'a pas prévu qui serait juge de la « légitimité » du motif de refus d'autorisation, on peut se demander quel recours aurait un européen devant le mauvais vouloir de l'administration maghzenienne. Dans l'état actuel, il ne lui reste, semble-t-il, qu'à réclamer la protection des agents diplomatiques ou consulaires

(1) Amar, *Organisation de la propriété foncière au Maroc*, p. 32.

de son pays. Mais, en fait, cela ne se passe pas ainsi, car aucune autorisation n'a été accordée et l'on a « tourné les restrictions de l'acte d'Algésiras » (1).

« Dans l'amalat d'Oudjda, disent MM. Terrier et Ladreit de Lacharrière, on a agi par Algériens musulmans interposés. Des agents algériens ont acheté des terres aux tribus et les ont revendues aux acheteurs européens par contrats dûment enregistrés par le commissaire du gouvernement à Oudjda. Et c'est ainsi que des domaines agricoles très prospères se sont créés à Berkane, à Martimprey et chez les Beni Snassen » (2).

Il en a été de même dans les Chaouïa, où, après la pacification de cette région, les européens ont acheté des terres « sans autorisation spéciale » (3). « Les autorités makhzénienes... ont dû consentir des ventes ou plutôt fermer les yeux sur les achats de terres » (4).

Les fonctionnaires chargés d'accorder cette autorisation sont les gouverneurs ou *caïds* (que, suivant les régions, on appelle, par courtoisie, *pacha* ou *amel*),

(1) Terrier et Ladreit de Lacharrière, *Pour réussir au Maroc*, p. 114.

(2) *Ibidem*, p. 114 et 115.

(3) *Revue du Monde musulman*, mars 1912, p. 40.

(4) *Pour réussir au Maroc*, p. 115.

car ce sont eux qui représentent le sultan dans l'étendue de leur circonscription.

Il ne faudrait pas se dissimuler que ces représentants du *maghzen* offrent très peu de garanties. La situation n'a guère changé depuis le XVIII^e siècle alors que Chénier disait de ces fonctionnaires :

« Les gouverneurs des villes n'ont rien à voir aux affaires litigieuses ; ici l'autorité tient la place de la loi ; leur juridiction, dépouillée de procédure et de formalités, s'étend sur la police des villes et des chemins, sur l'ordre dans les marchés, le prix des denrées, les querelles, les vols, les batteries, et enfin sur tout ce qui a quelque rapport à la sûreté publique. Les jugements des gouverneurs sont toujours arbitraires ; ce sont en général quelques bastonnades distribuées à tort et à travers au coupable et à l'innocent, quelques jours de prison, que l'on rachète avec de l'argent, et enfin des peines pécuniaires, qui sont moins proportionnées au délit qu'à l'aisance du coupable, à l'opinion du juge ou à sa convenance. Il résulte que les maures riches sont rarement punis avec éclat »... (1).

Mais nous avons vu que, pratiquement, l'on se passe de leur autorisation alors qu'elle serait requise aux termes de l'article 60 de l'acte d'Algésiras, resté sur ce point lettre morte.

(1) *Recherches historiques sur les Maures*, t. III, p. 171 et 172.

Les choses se passent de la façon suivante :

L'acheteur européen, qui s'est entendu avec un propriétaire indigène pour l'acquisition de sa terre, se rend avec le propriétaire devant deux *adoul*, à qui est faite la déclaration de l'intention de vendre. Les deux *adoul* dressent l'acte de possession *moulkiya*. Cet acte est homologué par le *cadi* tenu, à un double titre, d'en vérifier le contenu et l'authenticité. En sa qualité de *cadi*, il est tenu de surveiller les *adoul* qu'il a nommés et d'avérer leurs signatures. En outre, l'acte d'Algésiras lui fait un devoir, « avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété... de s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres ». Mais nous avons déjà vu que *cadi* aussi bien qu'*adoul* se préoccupaient fort peu de remplir honnêtement les fonctions de leur charge et cette obligation est restée lettre morte. « C'est tout au plus, dit M. Amar en parlant des *cadi*, si par l'intermédiaire du *nâdir* (administrateur) des biens *habous*, ils s'assurent parfois que le bien aliéné ne rentre pas dans la catégorie des *habous* » (1).

Cela fait, on sollicite l'autorisation (ou *betaqa*) du *caïd* ou *pacha* agissant comme gérant des biens du *makhzen*, c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'*amin el Moustafad*. Le *caïd*, au lieu de se rendre sur les

(1) P. 102.

lieux et de constater que la vente n'empiète pas sur les biens *maghzen*, « en réalité, se borne à apposer son sceau et à percevoir 25 pesetas » (1).

Le *cadi* ayant reçu cette *betaqa* autorise les *adoul* à dresser l'acte de vente. Ceux-ci se rendent sur le terrain accompagnés de l'*amin el Moustafad* qui vient constater que la vente ne porte pas sur des biens *maghzen*. Ils reconnaissent le terrain, s'assurent que les limites coïncident avec celles décrites dans le titre; ils font le métrage et reçoivent chacun 2 douros.

L'acheteur peut, en outre, demander, à ses frais, qu'il soit dressé un plan officiel de la propriété. Cette mesure, qui est excellente, fixe la contenance certaine de l'immeuble : elle peut être l'amorce d'une réforme très utile. Ensuite, les *adoul* dressent l'acte de vente dont voici une formule des plus usitées :

« Louange à Dieu !

Par devant les deux *adoul*... à..., le sieur... (profession) a acquis du sieur... la totalité de... (nom et description de la propriété), sise à..., limitée au nord par..., au sud par..., à l'est par..., à l'ouest par..., dans toute son étendue, avec ses servitudes actives, ses utilités, ses dépendances intérieures et extérieures.

Cette acquisition est parfaite, licite, exécutoire, définitive, dûment établie, exempte de toute réserve, de toute clause de réméré ou d'option.

Elle a été consentie moyennant le prix total de..., que le

(1) *Pour réussir au Maroc*, p. 115 et 116.

vendeur a touché des mains de l'acquéreur, en présence des *adoul*, après les avoir comptés et examinés, et dont ledit acquéreur est déclaré déchargé.

En conséquence, l'acquéreur prend possession effective de l'objet de son acquisition et s'y installe au lieu et place du vendeur, comme le possesseur d'un bien s'installe dans son bien et le propriétaire réel de sa propriété personnelle, conformément à la *Sunna* (loi traditionnelle coranique), sous réserve d'option légale dans les cas autorisés par la loi. L'acquéreur a déclaré bien connaître l'immeuble, pour l'avoir parcouru en tous sens, agissant de son plein gré, en toute connaissance de cause.

Dont acte.

Témoignage a été porté de tout ce qui précède, relativement à ce qui est consigné au présent acte, les parties étant dans l'état de capacité physique et morale légale et exigible.

Fait à la date du... (date musulmane) correspondant au... (date de l'ère chrétienne).

Après autorisation écrite du pacha... (nom du pacha) adressée à qui de droit (le *cadi*) et excluant de ladite vente toute terre *makhzen* ou *habous* inaliénables, le *cadi* a ordonné la rédaction du présent acte, les titres étant dûment établis et la délimitation du terrain effectuée.

En foi de quoi ont signé :

Le premier *adl*,

Le second *adl*,

(Suit l'homologation du *cadi*).

Cet acte, qui n'est pas signé par les parties, est remis par les *adoul* à l'acquéreur, après que celui-ci a payé aux *adoul* leurs honoraires qui s'élèvent à 5 % pour les achats de 100 à 1.000 douros et de 1 $\frac{1}{2}$ à 2 % pour les achats supérieurs à 1.000 douros. Tel est,

pour les européens, le mode d'acquérir des biens au Maroc.

Quant à la forme des actes et le fond même du droit, la convention de Madrid, dans son article 11, dit que les « titres de propriété seront soumis aux formes prescrites par les lois du pays » et que « toute question qui pourrait surgir sur ce droit sera décidée d'après les mêmes lois ».

C'est donc la législation mulsumane qui peut seule régir ces acquisitions. Cette disposition de la convention de Madrid est l'application de la règle *Locus regit actum* pour la forme des actes et de la règle *Lex rei sitæ* pour le fond même du droit.

Ces deux règles de droit international sont rendues obligatoires en matière immobilière au Maroc où la loi territoriale peut seule être appliquée (1). C'était utile à dire dans un pays où, précisément par l'exercice du régime des capitulations, la souveraineté territoriale subit bien des diminutions.

Mais par une distinction qui peut être assez subtile dans la pratique, cette loi territoriale ne régit que l'immeuble lui-même et non pas les questions relevant du statut personnel du propriétaire européen,

(1) Certaines situations sont très claires : ainsi, étant donné que les deux règles « locus regit actum » et « lex rei sitæ » sont obligatoires en matière immobilière au Maroc, il faut décider qu'un européen ne peut pas devenir valablement propriétaire au Maroc d'un immeuble dont l'acte, concernant cet immeuble, a été passé devant le consul.

par exemple dans l'ordre successoral. C'est une distinction que des jugements de tribunaux consulaires ont faite et toujours maintenue.

Il est d'ailleurs incontestable que les européens et les tribunaux consulaires ont fait tous leurs efforts pour restreindre le plus possible la compétence des juges marocains. On peut citer bien des jugements des tribunaux consulaires qui laissent voir une pareille tendance :

« Si les conventions de Madrid du 3 juillet 1880 et d'Algésiras du 7 avril 1906, ont reconnu la compétence des juges marocains en matière immobilière, elles n'ont pas spécifié que leurs décisions seraient de plein droit exécutoires contre les ressortissants français.

« Les tribunaux français, et spécialement le tribunal consulaire local, restent donc investis du droit de statuer sur une demande d'exequatur des décisions des juges marocains rendues, en matière immobilière, contre des ressortissants français.

« Mais le pouvoir de revision du tribunal consulaire français ne peut aller au delà d'une vérification portant sur le point de savoir si la sentence soumise à l'exequatur n'a point méconnu les principes généraux du droit. »

Tanger, 11 juillet 1910 (*Recueil Phily, Sommaires de la jurisprudence française*, 1912, numéro 3744).

Encore cette décision, peut-on dire, est le résultat de l'existence au Maroc du régime des capitulations, elle ne vise que des conditions de procédure et d'exécution.

Pourrait-on en dire autant de bien d'autres : celle-ci par exemple :

« Si, en vertu des traités en vigueur, les tribunaux consulaires français au Maroc n'ont pas compétence pour trancher les questions de propriété, ces tribunaux peuvent, par contre, connaître des questions de possession ».

Tanger, 11 octobre 1912 (*Recueil de législation et de jurisprudence marocaines* (Penant), 1913, article 7, p. 34 et s.).

Ceci devient bien délicat, car, nous l'avons vu, la possession au Maroc a des caractères bien particuliers et tout à fait importants par les conséquences qu'elle entraîne pour la propriété. Et il n'est pas aussi sûr, que la décision du tribunal consulaire se plaît à l'affirmer, que « son domaine » est « entièrement distinct de celui des questions de propriété ».

Aussi bien, de pareilles décisions (1) ne sont-elles

(1) Autres exemples de décisions analogues : « Un litige portant sur la validité d'une promesse d'achat d'un immeuble intervenue entre deux ressortissants français au Maroc n'est point une question touchant au droit de propriété au Maroc et par suite ressortit au tribunal consulaire et non au tribunal du cadi compétent en vertu de la convention de Madrid du 3 juillet 1880

possibles que par suite de l'existence de juridictions consulaires, question qui se rattache à la question plus générale du régime des capitulations. De pareils conflits ne seraient pas possibles si le Maroc n'était pas soumis à ce régime. Et l'on ne verrait pas les plaideurs et leurs tribunaux s'efforcer de rejeter la compétence des tribunaux indigènes si ces derniers offraient de meilleures garanties de bonne justice.

Une fois devenu propriétaire, l'européen jouit de tous les droits conférés à ce titre. L'article 60 de l'acte d'Algésiras dans son paragraphe quatrième spécifie : « Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages ». Quelle

pour connaître des questions relatives au droit de propriété. » Tanger, 14 janvier 1911, *Recueil Phily, Sommaires de la jurisprudence française*, 1912, numéro 4028.

« Si la convention de Madrid réserve à l'appréciation du cadi les questions relatives au droit de propriété immobilière, la jurisprudence consulaire n'en reste pas moins compétente pour apprécier une obligation contractuelle de vente de terrain ». (Tanger, 13 août 1910 et 14 janvier 1911, *Recueil de législation et de jurisprudence marocaines*, Penant, 1913, p. 25).

« Si l'autorité consulaire ne saurait statuer sur les droits d'un ressortissant français à la propriété d'un terrain au Maroc, elle est au contraire compétente pour connaître de l'action en dommages intérêts formée par ledit ressortissant contre un autre français, à raison de l'inexécution d'un contrat relatif à un projet d'acquisition de terrain. » (Casablanca, 11 juillet 1912, *Recueil de législation et de jurisprudence marocaines*, Penant, 1913, art. 6, p. 31, 32).

utilité de dire expressément ce qui allait de soi : du moment qu'on est propriétaire, on peut, en vertu même du droit de propriété, construire. Si l'on voulait dire que le droit de construire était soumis à la loi locale, c'était également bien superflu puisque le droit de propriété est soumis lui-même à la loi musulmane. La seule explication possible est celle qu'a fournie M. Saurin (1) : on a voulu spécifier cette conséquence du droit de propriété à cause des difficultés rencontrées dans la pratique par certains européens, par suite de la résistance de certains fonctionnaires indigènes.

L'étranger devenu régulièrement propriétaire en observant les conditions que nous avons dites peut, à son tour, transmettre son droit de propriété.

En fait, on recommence, pour chaque nouvelle transmission, à demander l'autorisation du *caïd*, à faire vérifier les titres par le *cadi*, et à suivre la procédure tout comme s'il s'agissait de la vente primitive de l'indigène à l'étranger.

Cette pratique est tout à fait contraire à l'esprit et à la lettre des conventions diplomatiques qui ont réglé cette question. L'article 60 de l'acte d'Algésiras dit en effet : « Quant aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave ».

(1) *Le Régime foncier au Maroc*, 1907, p. 55.

L'unique sens de cette disposition est que l'on a voulu par là dispenser ces transmissions ultérieures de toutes les formalités d'autorisation préalable et de vérification des titres. Ces transmissions doivent simplement demeurer soumises à l'observation des formes locales : c'est-à-dire que l'acte sera passé devant *adoul* et que la loi musulmane sera applicable aux difficultés pouvant surgir à l'occasion de cet immeuble.

Mais les autres formalités sont devenues inutiles : elles n'ont, en effet, d'autre objet que de permettre aux fonctionnaires du *maghzen* de sauvegarder les droits éventuels qui pourraient exister sur le terrain à vendre. Une fois l'autorisation donnée, et la terre passée entre les mains d'un étranger, le bénéfice de cette autorisation devrait rester acquis à cet étranger. Le *maghzen* a déclaré se désintéresser du sort de cette terre et peu lui importe qui sera le titulaire du droit de propriété. A quoi bon, dès lors, une nouvelle autorisation pour chaque transmission ? Le *maghzen* ne peut avoir sur ces terres des droits à prétendre ultérieurement, car de deux choses l'une : ou bien l'examen des titres a été sérieux la première fois et le *maghzen* a légitimement autorisé la vente de la terre ; ou bien il n'a pas été sérieux et l'autorisation d'acquérir n'aurait pas dû être accordée. Mais alors il n'y a plus aucune garantie et il était inutile d'impo-

ser des formalités, si on ne doit pas en sanctionner l'exercice.

On comprend donc pourquoi l'article 60 de l'acte d'Algésiras a supprimé ces formalités et il est indiscutable que la pratique qui les a conservées est contraire aussi bien à l'esprit qu'à la lettre de l'article 60, qui veut que les transmissions ultérieures s'exercent « sans aucune entrave ».

CONCLUSION (1)

De la rapide étude des conditions de la propriété indigène et des conditions faites aux étrangers, il ressort que le régime foncier au Maroc est loin de présenter toute la sécurité désirable, mais que cette insécurité est due plus aux hommes et à la manière dont ils se comportent qu'à la loi musulmane qui serait susceptible d'offrir une sécurité suffisante.

Nous avons même vu que, par une rencontre curieuse à signaler, le principe de la loi musulmane est basé sur la légalité tout aussi bien que les régimes fonciers les plus modernes accordant aux titres fonciers la force probante.

C'est pourquoi, dans les réformes à accomplir pour

(1) Dans cette conclusion, nous examinons les réformes que l'on a proposées au régime foncier marocain en restant dans le cadre indigène et celui des conventions diplomatiques traitant de cette question au Maroc. Elle est suivie d'une analyse rapide de la législation positive qu'a instituée le *Dahir* « sur l'immatriculation des immeubles » (contenu dans le *Bulletin officiel* du protectorat, numéro 46, en date du 12 septembre 1913).

doter le Maroc d'un régime foncier sûr, il semble qu'il faille parler de modifier les mœurs bien plus que la loi, la pratique plus que la théorie, l'esprit plus que la lettre.

Le personnel administratif et judiciaire (*caïd, cadi, adoul*) est corrompu et l'on obtiendrait une grande amélioration si l'on arrivait à le moraliser. Ce ne sera pas chose facile, ni rapidement obtenue, mais où une « Direction des affaires judiciaires » trouvera son emploi et sa tâche. Car, dans la réforme immobilière à introduire au Maroc, deux systèmes peuvent être employés : l'un consistant dans l'application d'une loi nouvelle spécialement faite comme la loi foncière tunisienne ; l'autre consistant à faire rendre aux coutumes existantes tout ce qu'elles contiennent de bon, à les réglementer de façon à leur faire produire tout l'effet utile qu'on pourrait obtenir par une législation nouvelle fabriquée de toutes pièces.

De ces deux méthodes, la seconde paraît de beaucoup préférable et s'accorde mieux avec le régime politique du « protectorat ». Elle permet de faire l'économie d'une réforme totale faite de fond en comble, elle sera plus rapide et surtout de meilleure politique, parce qu'elle ménagera les susceptibilités indigènes dont on améliore seulement les institutions au lieu de les détruire.

Cette méthode a été, du reste, employée et a donné

lieu à diverses réformes dues à l'intervention du « Service des Renseignements », instrument tout trouvé pour promouvoir cette moralisation si désirable du personnel indigène, qui place à côté du fonctionnaire un organe de conseil et de surveillance : un « contrôle ».

Grâce au « Service des Renseignements », le *cadi* est obligé de tenir un *registre de transcription* de tous les actes passés dans sa circonscription.

En outre, tout acquéreur de terrain peut désormais obtenir un bornage officiel avec plan. Ce bornage est effectué avec une publicité qui précède et qui suit l'opération et qui constitue une espèce de *purge* de la propriété. M. Favrot voit dans cette pratique l'amorce de la création des livres fonciers.

« Obligeons, dit-il, le *cadi*, qui transcrit déjà sur son registre tous les actes de son ressort, à reporter en outre ceux qui sont générateurs de droits immobiliers sur un registre spécial où ces actes figureront à la suite sous un numéro d'ordre et une appellation donnée à chaque propriété et nous aurons ainsi créé le livre foncier de la circonscription » (1). Il suffirait en effet, que le premier acte inscrit fût la *moulkiya* qui sert à la vente et à laquelle on annexerait le bornage officiel avec le plan.

(1) *Dépêche coloniale*, 22 juin 1912.

On aurait ainsi dressé l'acte de naissance de la propriété qui servirait de point de départ aux transmissions ultérieures.

Moyennant cette réforme, la *purge* de la propriété, effet principal de l'immatriculation tunisienne, serait obtenue. La fixité des limites le serait également grâce au bornage officiel et au plan.

Quant au régime hypothécaire, M. Favrot dit justement : « Les livres fonciers étant publics, le régime hypothécaire pourra se concevoir dès lors suivant les principes inhérents à cette forme de la législation immobilière ». Et il conclut très justement en disant : « Voilà donc la réforme réalisée avec ses effets essentiels : fixité des limites, purge de la propriété, création des crédits hypothécaires ».

La juridiction appelée à statuer sur les questions immobilières sera le *cadi* avec appel au ministre des affaires étrangères de S. M. Chérifienne, conformément à la convention de Madrid. Le ministre des affaires étrangères du sultan étant le Résident général, il ne lui sera pas difficile de déléguer ses pouvoirs d'appel à une juridiction mixte inspirée de la constitution du tribunal mixte tunisien.

La réforme immobilière au Maroc ne semble donc pas impossible, quoique cependant elle présente des difficultés d'ordre pratique et soulève bien des problèmes de détail d'organisation.

C'est pourquoi nous concluons avec M. Amar :
« Dans ces questions, il faut se garder des improvisations hâtives. La connaissance du droit musulman et des usages indigènes du Maroc est indispensable à ceux qui seront chargés de cette organisation, pour éviter les froissements inutiles et parfois les erreurs que l'on pourrait commettre de bonne foi, comme cela s'est vu, à diverses reprises, en Algérie ».

Le règlement provisoire immobilier du 1^{er} novembre 1912 (1) se présente comme une instruction destinée à préciser les règles déjà établies, plutôt que comme un acte introduisant des principes nouveaux et accomplissant une réforme générale.

Il y est dit que l'autorisation préalable à donner par le gouvernement marocain est accordée par le gouverneur de la ville la plus proche. Mais cette autorisation est demandée par l'intermédiaire du *cadi* de la circonscription où se trouve l'immeuble à vendre. Ce *cadi* doit faire une enquête sur la recevabilité de la demande et il la transmet au gouverneur.

Une fois l'autorisation accordée, le *cadi*, avant de permettre aux *adoul* de dresser les actes de transfert, doit examiner les titres du vendeur, en vérifier l'exactitude et recueillir tous les renseignements utiles sur la propriété, sa situation, ses limites, le vendeur et

(1) Inséré au *Bulletin Officiel* du 1^{er} novembre 1912.

l'acquéreur. Le gouverneur de la ville doit avoir, de son côté, examiné si l'immeuble ne rentre pas dans la catégorie des immeubles inaliénables ; en outre, le *caïd* de la tribu doit faire connaître si l'immeuble est bien la propriété du vendeur.

Après l'accomplissement de ces formalités, le *cadi* peut autoriser les *adoul* à dresser les actes mais, seuls, des *adoul* et *cadi* des villes peuvent dresser et valider des actes de vente jusqu'au jour où le *magh-zen* aura désigné les fonctionnaires de la campagne qui pourront officiellement instrumenter. Le but de cette mesure est simple à comprendre : on n'a pas voulu que n'importe quel *cadi* ou *adl* pût dresser désormais d'acte transmissif de propriété. Et comme, malgré tout, les fonctionnaires des ports ou des villes sont d'une instruction supérieure à ceux de la campagne, on leur a laissé momentanément le privilège de dresser les actes même portant sur des biens ruraux.

Assurément, cette réforme partielle se traduit surtout par une complication de formalités et l'on n'a pas manqué de remarquer qu'elle ne favorisait pas la vente des terres. Sans compter qu'il n'est peut-être pas mauvais de réfréner l'ardeur de la spéculation, on est bien obligé de convenir que la sécurité des transactions immobilières ne peut guère s'obtenir qu'au détriment de la rapidité.

On a dit, et ceci paraît plus fondé, qu'en multipliant le nombre des fonctionnaires à faire intervenir, on ne faisait que donner à leur corruption et à leur vénalité des occasions nouvelles de s'exercer. Cette critique atteint non pas les précautions que le nouveau règlement a prises, mais porte sur la moralité du personnel fonctionnaire marocain : elle ne peut que faire sentir davantage, s'il est possible, la nécessité de réformer des mœurs administratives et judiciaires déplorables.

Enfin, certains ont craint que la publication d'un règlement immobilier provisoire, ne fût qu'un prétexte permettant au gouvernement du protectorat de retarder l'élaboration d'une réorganisation foncière définitive.

L'étude de la réforme a été, nous l'avons vu, confiée par le *Dahir* du 20 avril 1913, à une commission composée de divers fonctionnaires de la justice, des finances et des domaines. Cette commission a pris comme base de son étude un avant-projet dû au service des domaines qui avait déjà poussé très avant ce travail.

Le système est inspiré du régime de l'*Act Torrens* et du régime tunisien adopté dans beaucoup de colonies françaises (1) : c'est le régime de l'immatricula-

(1) Au Congo, par le décret du 28 mars 1899 ; dans l'Afrique Occidentale française, par le décret du 24 juillet 1906 ; dans la

tion. M. Amar, examinant dans son ouvrage la réforme foncière à introduire au Maroc, dit que, « pour être efficace, la réforme ne doit pas être facultative mais obligatoire. Quel argument donne-t-on pour laisser aux parties la faculté de requérir l'inscription au *Livre foncier* ? On dit que les frais occasionnés par le plan sont parfois assez élevés et l'on ne doit pas y contraindre ceux qui ne jugent pas à propos de les faire.

« Cela est juste; mais il faut aussi remarquer qu'une réforme de l'importance de celle que nous préconisons, qui introduirait au Maroc la sécurité dans les transactions immobilières et faciliterait l'établissement du crédit hypothécaire, ne va pas sans quelques sacrifices. D'autre part, l'indigène est indolent par atavisme, et généralement indifférent aux réformes qui ne bouleversent pas ses mœurs et ne touchent point à sa religion, surtout lorsqu'elles sont facultatives. Il vaut mieux, dans ces conditions, abaisser autant que possible les frais des plans et maintenir le caractère obligatoire de l'inscription, sans lequel la réforme resterait lettre morte. Il y aura bien toujours quelques européens qui y recourront, mais ce ne sera jamais la mesure radicale susceptible de régénérer le pays dans l'espace de quelques années.

Côte des Somalis, par le décret du 1^{er} mars 1909 ; à Madagascar, par le décret du 4 février 1911.

« C'est précisément à raison de son caractère facultatif, de l'élévation des frais et aussi des lenteurs de la procédure devant le tribunal mixte que l'*immatriculation* n'a pas donné en Tunisie les résultats que l'on en attendait. Que le Maroc profite au moins de l'expérience de la Tunisie ».

Tel n'a pas été le système qui a prévalu auprès de la commission constituée par le *Dahir*¹ du 20 avril 1913.

Ce n'est pas qu'elle n'ait pas senti le besoin impérieux d'une réforme générale, mais il semble qu'elle ait reculé devant l'« obligation » à cause des dépenses financières qu'une semblable opération aurait entraînées (1).

On s'est contenté de rendre possible à l'initiative individuelle une œuvre que l'Etat surveillera, dirigera et encouragera même. C'est pourquoi avec le système de l'immatriculation facultative qui a été adoptée, il sera loisible aux particuliers d'asseoir leur propriété et de la purger de toutes les charges

(1) En France, la sous-commission technique de la commission extraparlamentaire du cadastre a évalué à 600 millions la dépense relative à la refonte du cadastre et à l'établissement de livres fonciers. Et encore faut-il tenir compte de ce que le cadastre, tel qu'il est, aurait pu servir en partie pour l'établissement du nouveau. En 1885, le gouvernement tunisien a renoncé à l'immatriculation obligatoire à cause des frais trop onéreux qui auraient été imposés au Trésor.

et droits réels qui ne seraient pas révélés en temps voulu. Ce régime de la légalité n'a rien d'opposé aux traditions locales puisque le *cadi* doit examiner la régularité des actes avant d'autoriser les *adoul* à les dresser : c'est le principe même des régimes fonciers modernes. Les grandes lignes du système sont les suivantes : tout propriétaire ou détenteur d'un droit réel, qui veut asseoir son droit et bénéficier des garanties du régime nouveau, doit faire immatriculer son immeuble

L'immatriculation consiste dans l'établissement d'un titre de propriété dressé par un agent administratif placé sous le contrôle de l'autorité judiciaire ; cet acte, ce titre, est inscrit sur les registres publics : les livres fonciers. Cette opération serait effectuée par un fonctionnaire spécial, le conservateur de la propriété foncière, chargé de la rédaction des titres de propriété et de la tenue des registres fonciers, conformément à la loi.

Ce régime ne sera d'ailleurs pas obligatoire sauf, toutefois, pour les biens domaniaux et les biens *habous* publics dont on comprend très bien que l'Etat les soumette, dans l'intérêt général, à la législation considérée comme la plus sûre. L'immatriculation sera donc facultative, en ce sens que les particuliers seront libres d'y recourir, mais une fois qu'elle est in-

tervenue pour un immeuble, elle le place définitivement sous le régime nouveau.

Naturellement, l'immatriculation sera soumise à un régime de publicité préalable à l'établissement du titre de propriété : ceci pour permettre aux tiers pouvant prétendre des droits de les faire valoir. La demande d'immatriculation est soumise à une large publicité par des annonces au *Bulletin officiel*, des publications dans les marchés indigènes, l'affichage dans la *mahakma* du *cadi* et dans les bureaux du *caïd*, enfin par des notifications individuelles.

Une fois les délais fixés écoulés, le conservateur de la propriété foncière dressera le titre de propriété et l'inscrira sur les registres fonciers.

On a hésité pour savoir si l'on soumettrait toute immatriculation à une décision de l'autorité judiciaire ou si cette dernière n'interviendrait que dans les cas litigieux. En Tunisie, l'autorité judiciaire intervient toujours, mais cette solution complique la procédure et en augmente les lenteurs (1) et les frais (2), aussi la commission a admis que l'autorité administrative seule interviendrait dans les cas non litigieux.

(1) L'immatriculation dure souvent trois ans.

(2) En Tunisie le système a manqué d'échouer à cause de l'élévation des frais d'immatriculation dont actuellement les 3/4 environ sont à la charge du budget.

S'il n'y a pas d'opposition à l'exercice du droit de propriété ni de demande d'inscription de droits réels, ou après que les oppositions ou demandes d'inscriptions auront été réglées judiciairement, le conservateur dressera le titre de propriété avec plan à l'appui et description de l'immeuble. L'immeuble sera alors purgé de tous les droits réels qui pouvaient l'affecter.

Les droits réels sont soumis à la publicité et ne peuvent exister qu'inscrits sur le registre foncier. Le conservateur a, d'ailleurs, le pouvoir de contrôler les inscriptions demandées et peut refuser d'accepter celles qui lui paraîtraient contraires aux dispositions de la loi ou aux énonciations des livres fonciers. La sanction de toutes ces règles se trouve dans la responsabilité civile et pénale du conservateur dans les dommages-intérêts dont il peut être tenu ou dans les amendes dont il peut être frappé.

Enfin l'on a prévu un fonds d'assurances, qui, alimenté par une partie des droits d'immatriculation et par le produit des amendes, servira à réparer le préjudice causé par des inscriptions erronées ou frauduleuses : les évictions que les mesures de publicité rendent très improbables seront ainsi compensées et la solvabilité du conservateur toujours assurée.

Quant au tribunal chargé de statuer sur les questions litigieuses, l'on conçoit deux solutions : ou créer

un tribunal mixte (1) comme en Tunisie avec une compétence spéciale limitée aux affaires immobilières, ou laisser la juridiction de droit commun (2) compétente : c'est-à-dire, au Maroc, le *cadi*.

Reste, il est vrai, une solution moyenne, qui a le mérite de demeurer dans le cadre du statut international du Maroc et qui a été proposée par M. Favrot : « Le *cadi* statuera ; mais il ne statuera qu'en premier ressort ; la convention de Madrid a posé le principe de l'appel à un deuxième degré de juridiction, le représentant du sultan...

« Bien entendu, le « représentant du sultan » devra être remplacé par une cour de justice.

(1) En Tunisie, le tribunal mixte, composé comme son nom l'indique de magistrats français et de magistrats indigènes, examine la recevabilité des oppositions et en décide sans recours. Sa compétence est exceptionnelle et se limite aux seules instances en immatriculation des immeubles.

Il ne faut pas confondre les tribunaux mixtes, tels qu'ils existent en Tunisie avec les tribunaux mixtes fonctionnant en Egypte, qui sont des institutions internationales. Outre des membres indigènes y figurent des membres étrangers de diverses nationalités ; ils rendent au nom du gouvernement égyptien une justice dont la langue est indifféremment l'arabe, le français, l'italien ou l'anglais, etc. Les tribunaux mixtes égyptiens, appelés aussi « tribunaux de la réforme » (parce qu'ils datent d'une réforme judiciaire faite en 1874, sont le résultat d'une évolution particulière du régime des capitulations. Les tribunaux mixtes tunisiens ne sont rien de tel.

(2) Il en est ainsi notamment dans l'Afrique Occidentale française, dans la côte des Somalis et à Madagascar.

« Que devra être celle-ci ?

« Mixte, c'est-à-dire que nous imaginons volontiers une sorte de medjeless comprenant un *cadi*, un juriste musulman choisi parmi les *oulémas*, un président et un assesseur choisis parmi les juges du tribunal français. Le président aurait voix prépondérante. C'est à peu près la composition du tribunal mixte en Tunisie » (1).

Tandis que cette étude était en voie d'achèvement, le *Bulletin officiel* du Protectorat, dans son numéro 43 (12 septembre 1913) qui contient sous forme de *Dahirs* les futurs codes marocains, a publié un *Dahir* de 109 articles sur l'immatriculation des immeubles (2), dont voici brièvement esquissée l'économie générale.

Le *Dahir* institue, au chef-lieu de chaque tribunal de première instance, pour tenir le registre foncier de la circonscription et exécuter les formalités de l'im-

(1) Nous donnons tous ces renseignements à titre de documentation et pour faire connaître la genèse de la législation immobilière qui vient d'être instituée au Maroc. Mais il est clair que tous ces projets de réforme sont devenus en quelque sorte d'ordre doctrinal puisque la législation positive est désormais connue. Elle résulte du *Dahir* sur l'immatriculation des immeubles dont nous donnons ci-après une analyse sommaire.

(2) Le régime spécial des *labous* a fait l'objet de *Dahirs* particuliers notamment celui du 21 juillet 1912.

matriculation, un conservateur de la propriété foncière et des hypothèques. Ce fonctionnaire est chargé, lorsque le propriétaire ou le détenteur de droits réels demande l'immatriculation, d'obtenir de l'intéressé tous les renseignements possibles concernant l'immeuble. Il annonce ensuite que l'on procèdera, à une date qu'il fixe, à l'opération du bornage provisoire.

Cette annonce reçoit une large publicité afin de permettre d'intervenir aux ayants droit qui pourraient être lésés. L'avis est affiché dans les bureaux du tribunal de paix et dans ceux du *caïd* et du *cadi* de la circonscription; il est, en outre, annoncé chaque semaine dans les marchés locaux. On procède ensuite au bornage provisoire et l'application sur le terrain qui se fait dans cette opération a pour objet principal de rendre publics les droits prétendus par le propriétaire : on porte par là remède au défaut dominant du régime foncier marocain.

L'opération du bornage provisoire est accomplie par le conservateur de la propriété foncière (ou par un délégué) assisté d'un géomètre assermenté du service topographique. Ce bornage provisoire se fait en présence du requérant ; les propriétaires limitrophes et les parties intervenantes qui se sont fait connaître y sont convoqués. L'immeuble est limité par des bornes : un plan de bornage provisoire est dressé auquel est joint un procès verbal relatant les opérations, les

incidents, contestations et oppositions qui ont pu se produire.

Cette opération accomplie, avis est publié que, pendant un délai de deux mois, des oppositions à l'immatriculation pourront être élevées auprès des fonctionnaires français ou indigènes chez lesquels l'annonce du bornage provisoire a été affichée. Ces oppositions peuvent n'être manifestées que par de simples déclarations orales : il était nécessaire d'admettre de semblables moyens dans un pays où les illettrés sont nombreux et les véritables titres de propriété fort rares.

Deux cas peuvent alors se présenter, suivant qu'il y ait ou n'y ait pas d'opposition. Dans le premier cas, les fonctionnaires chargés de les recevoir transmettent au conservateur un certificat négatif et l'immatriculation a lieu. Le procureur commissaire du gouvernement, à qui la procédure doit être communiquée préalablement à toute décision, peut toutefois retarder l'immatriculation en demandant une prorogation de délai.

S'il y a des oppositions, le conservateur en remet une copie au requérant qui a un mois pour en obtenir mainlevée. La mainlevée obtenue, les choses se passent comme il vient d'être dit. Mais si le requérant ne peut l'obtenir, les litiges sont transmis au tribunal de première instance qui désigne immédiatement un juge rapporteur.

Celui-ci met en demeure les opposants de lui présenter dans les quinze jours les pièces justificatives et mémoires. Il peut aussi se transporter sur place et procéder à une enquête et à une application des titres. Cette mesure tient compte suffisamment de l'état du régime marocain où les pièces sont rares et souvent peu claires ou pas authentiques.

Après un préavis de huit jours signifié aux parties, l'affaire est jugée par le tribunal qui s'adjoit deux assesseurs musulmans ayant voix consultative. Le jugement est toujours susceptible d'appel qui est instruit et rendu suivant les mêmes formes. L'affaire est alors définitivement tranchée, car le recours en cassation n'est possible que sur le pourvoi du procureur général et dans l'intérêt seul de la loi. Le conservateur peut alors procéder à l'immatriculation et le titre, accompagné du plan qu'il délivre soit en l'absence d'opposition, soit en exécution du jugement, est inattaquable.

Il ne reste plus qu'à tenir le titre au courant et le *Dahir* contient les dispositions pour la tenue à jour du titre et l'inscription des modifications affectant la propriété (partages, ventes, hypothèques, etc.).

Telle est, dans ses grandes lignes, la réforme accomplie.

Il ne faut pas en attendre un effet immédiat, une rénovation totale d'un état très désordonné, ni non

plus une portée générale. Du reste, l'article 109 et final du *Dahir* annonce que : « Le présent *dahir* ne sera applicable que dans les parties de notre empire qui seront indiquées ultérieurement ».

Cela se conçoit fort bien, car une réglementation aussi minutieuse ne peut être appliquée que dans des régions pourvues du personnel nécessaire pour une œuvre aussi délicate et aussi grave dans ses conséquences. Mais la réforme se heurtera à deux grands obstacles : le premier résultant de l'apathie naturelle aux indigènes et d'habitudes séculaires qu'il ne sera pas commode de vaincre. Les magistrats dans leurs enquêtes « auront fort à faire pour se débrouiller au milieu d'affirmations mensongères. Pour peu qu'ils ignorent la langue, ils seront à la merci d'interprètes, qui leur présenteront les choses sous l'angle le plus favorable aux intérêts de la partie qui aura le mieux « graissé » ces auxiliaires de la justice » (1).

Le deuxième obstacle provient de l'existence des capitulations, dont le régime provoquera des difficultés, ne serait-ce que par la nécessité de faire revêtir de l'« exequatur », par le consul compétent, les décisions judiciaires en matière d'immatriculation. Tant qu'il subsistera, le régime des capitulations constituera toujours un obstacle très sérieux à toutes

(1) Cité dans l'*Afrique française*, octobre 1913, p. 356.

les réformes du protectorat, et la meilleure preuve en est dans l'indifférence avec laquelle les étrangers au Maroc accueillent les manifestations de l'activité réformatrice du protectorat. Il faut connaître l'accent avec lequel ils disent : « Un nouveau *daher* est paru ».

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la thèse,

L. RENAULT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE (1)

Revues, périodiques, journaux, cartes, etc.

L'Afrique Française (Bulletin mensuel du Comité de l'Afrique française et du Comité du Maroc). Paris.

Archives marocaines. Paris, Leroux.

Bulletin Officiel (Empire Chérifien. Protectorat de la République française au Maroc), édition française, hebdomadaire. Rabat (Maroc).

Questions diplomatiques et coloniales. Paris

Revue Française, de l'Etranger et des Colonies. Paris.

Revue du Monde Musulman. Paris, Leroux.

Revues diverses : *Le Correspondant*, *Revue des Deux-Mondes*, *Nouvelle Revue*, *Revue Politique et Parlementaire*, etc., etc.

Journaux : *La Dépêche Coloniale*, etc.

Cartes : Henry Barrère, éditeur-géographe, Paris.

Recueils de jurisprudence : *Tribune des Colonies*, *Recueil de Législation et de Jurisprudence marocaines*, etc.

(1) Ayant été amené à dresser une bibliographie assez complète sur le Maroc, nous en donnons ici le résultat. Il ne sera pas difficile de voir, d'après leur titre, les ouvrages qui ont plus directement servi pour notre étude.

Ouvrages sur le Maroc.

- ABDESSELEM (Taleb). — Organisation financière de l'Empire marocain. Paris, Larose, 1911, in-8°.
- Affaires étrangères*. — Documents diplomatiques. Question de la protection diplomatique et consulaire au Maroc. Paris, Imprimerie Nationale, 1880, in-4°.
- Affaires étrangères* (ministère des). — Documents diplomatiques. Accords conclus le 8 avril 1904 entre la France et l'Angleterre au sujet du Maroc, de l'Egypte, de Terre Neuve, etc. Paris, Imprimerie Nationale, 1904, in-folio.
- Affaires étrangères* (ministère des). — Documents diplomatiques. Affaires du Maroc, 1901-1905. Paris, Imprimerie Nationale, 1905, in-4°.
- Affaires étrangères* (ministère des). — Documents diplomatiques. 1906. Fascicule n° 1. Affaires du Maroc, II. Protocoles et comptes-rendus de la conférence d'Algésiras. Paris, Imprimerie Nationale, 1906, in-4°.
- Affaires étrangères* (ministère des). — Documents diplomatiques. 1906. Affaires du Maroc, III. 1906-1907. Paris, Imprimerie Nationale, 1907, in-4°.
- Affaires étrangères* (ministère des). — Documents diplomatiques. 1908. Affaires du Maroc, IV. 1907-1908. Paris, Imprimerie Nationale, 1908, in-4°.
- Affaires étrangères* (ministère des). — Documents diplomatiques. 1910. Affaires du Maroc, V. 1908-1910. Paris, Imprimerie Nationale, 1910, in-4°.
- Affaires étrangères* (ministère des). — Documents diplomatiques. 1912. Affaires du Maroc, VI. 1910-1912. Paris, Imprimerie Nationale, 1912, in-4°.
- Affaires du Maroc*. Livre blanc allemand (janvier 1910). Mémoire et documents sur les intérêts miniers allemands au Maroc (traduction Paul Adam), Paris, H. Champion, 1910, in-8°.

- ALBIN (Pierre). — Le « Coup » d'Agadir. Paris, Alcan, 1912, in-16.
- AMADE (d'). — Campagne de 1908-1909 en Chaouïa (rapport). Paris, Chapelot, 1911, in-8°.
- AMAR (Emile). — Organisation de la propriété foncière au Maroc. Paris, Geuthner, 1913, in-8°.
- AMAUDRU (Noël). — Sultane française au Maroc. (Jeanne Lanternier). Paris, Plon-Nourrit, 1906, in-16.
- AMICIS (Edmondo de). — Le Maroc (traduction Henri Belle). Paris, Hachette, 1882, in-folio.
- ARIN (Félix). — Le Régime légal des mines dans l'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc). Paris, Chalmel, 1912, in-8°.
- ARNOLD (F.-R.-L.). — Studien... (Géographie économique du Maroc). Marburg, 1900, in-8.
- AUBIN (Eugène). — Le Maroc d'aujourd'hui. Paris, Colin, 1904, in-16.
- AYMÈS (Lieutenant). — Comment on se bat au Maroc. Paris, Berger Levrault, 1914, in-18.
- AZAN (Paul). — La frontière algéro-marocaine au début de 1907. Tonnerre, Puyfagès, 1907, grand in 8°.
- AZAN (Paul). — Souvenirs de Casablanca. Paris, Hachette, 1911, in-8°.
- BABIN (Gustave). — Le Maroc en 1912. Paris, Grasset, 1912, in-16.
- BAINVILLE (Jacques). — Le coup d'Agadir et la guerre d'Orient. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1913, in-16.
- BÈGUIN (A.) et PEIGNEAUX (B.). — En zig-zag, du Maroc à Malte. Lyon, 1888, in-16.
- BÉRARD (Victor). — L'Affaire marocaine. Paris, Colin, 1906, in-16.
- BERNARD (Augustin). — Les Confins algéro-marocains. Paris, Larose, 1911, in-8°.
- BERNARD (Augustin). — Le Maroc. Paris, Alcan, 1913, in-8°.

- BESNARD (René) et AYMARD (Camille). — L'Œuvre française au Maroc (1). Paris, Hachette, 1914, in-16.
- BESSON (Raoul). — L'Hinterland algéro-marocain ; Oudjda, Martimprey, Aberkane, La Moulouya, Port Say. Suivi d'une étude sur la propriété française au Maroc. Oran, Besson, 1910, in-8°.
- BOCAGE (Noël). — Notice sur le Maroc. Paris, Pedone, 1908, in-8°.
- BOIGEY (M.). — Le Massif des Beni Snassen (Maroc Oriental). Paris, Delagrave, s. d., in-4°.
- BONNET (Pierre). — Le Problème marocain et la Banque d'Etat du Maroc. Paris, Rousseau, 1912, in-8°.
- BOSCO DE BEAUMONT (G. du). — L'Etendard vert : du Maroc à l'Egypte. Paris, Hachette, 1907, in-8°.
- BOUDOT (P.) et PAULIER (V.). — Une mission militaire prussienne au Maroc en 1860. (Colonel von Goeben). Paris, Chapelot, 1908, in-8°.
- BOURASSIN (R.). — La Question du Maroc. Paris, Pedone, 1904, in-8°.
- BOURDON (Georges). — Ce que j'ai vu au Maroc. Paris, Lafitte, 1908, in-16.
- BOUROTE (Maurice). — Pour coloniser au Maroc (la Chaouïa agricole). Paris, Hachette, 1912, in-16.
- BRIVES (A.). — Voyages au Maroc (1901-1907). Alger, Jourdan, 1909, in-4°.
- BUCHET (Gaston). — Rapport sur une mission scientifique dans le Nord du Maroc. Paris, Imprimerie Nationale, 1903, in-8°.
- CAMPOU (Ludovic de). — Un Empire qui croule : le Maroc contemporain. Paris, Plon-Nourrit, 1886, in-18.
- CAPPERON (Louis). — Au secours de Fès. Paris, Lavauzelle, 1912, in-16.
- CASTELLANE (Boni de). — Maroc 1904-1907. Paris, Plon-Nourrit, 1907, in-16.

(1) Ouvrage récent qui n'a pu être utilisé pour notre travail

- CASTONNET DES FOSSES (H.). — Le Maroc tel qu'il est. Paris, 1887, in-8°.
- Les Portugais au Maroc. Paris, 1886, grand in-8°.
- CASTRIES (Henry de). — Agents et Voyageurs français au Maroc, 1530-1660. Paris, Leroux, grand in-8°.
- Une description du Maroc sous le règne de Moulay Ahmed-el-Mansour (1596). Paris, Leroux, 1909, grand in-8°.
- Les sources inédites de l'histoire du Maroc de 1530 à 1845. (6 volumes parus : France, t. I - III, 1530-1660; Pays-Bas, t. I - III, 1578-1624). Paris, Leroux, 1905 à 1912, grand in-8°.
- CAT (E.). — Petite histoire de l'Algérie, Tunisie, Maroc. tome I avant 1830. Alger, Jourdan, 1889, in-16.
- CAUDWELL (W.). — La Politique générale européenne en Afrique. Paris, Fournier, 1912, in-12.
- CAVAILLÉ (Marius). — Le Maroc et les perspectives économiques de l'Europe. Grenoble, Rey, 1909, in-8°.
- CHARMES (Gabriel). — Une ambassade au Maroc. Paris, 1887, in-18.
- CHARMETANT (Alfred). — Mission économique au Maroc. Lyon, Rey, 1907, in-8°.
- CHASTAND (Paul). — Le Protectorat français au Maroc. Paris, Jouve, 1913, in-8°.
- CHÉNIER (Louis de). — Recherches historiques sur les Maures et Histoire de l'Empire de Maroc. 3 volumes, Paris, 1787, in-8°.
- CHEVRILLON (André). — Un crépuscule d'Islam. Paris, Hachette, 1908, in-16.
- CLÉMENT-GRANDCOURT (A.). — Croquis marocains. Sur la Moulouya. Paris, Fournier, 1912, in-8°.
- COCHIN (Denys). — Affaires marocaines. Discours prononcés à la Chambre des députés, 1902-1911. Paris, Plon-Nourrit, 1912, in-16.
- COLLIEZ (André). — Les associations agricoles entre les Européens et les indigènes au Maroc. Paris, Rousseau, 1912, in-8°.

- COLLIEZ (André). — La Frontière algéro-marocaine, Paris, Rivière, 1911, in-18.
- COLLIN (Victor). — Le Maroc et les intérêts belges. Louvain, Polleunis et Ceuterick, 1900, in 8°.
- Le Commerce du Maroc en 1902-1903, rapports consulaires et renseignements. Paris, *Comité du Maroc*, 1905, in-8°.
- CONDAMY. — La loi de deux ans et la leçon du conflit franco-allemand à propos du Maroc. Paris, Charles-Lavauzelle, 1906, in-8°.
- CORDONNIER (Henry). — Les exploits héroïques de nos soldats au Maroc. Paris, Roger et Chernoviz, 1913, grand in-8°.
- CORNET (Capitaine). — A la conquête du Maroc avec la colonne Mangin (1). Paris, Plon, 1914, in-16.
- COUILLIEUX. — Le Programme de la France au Maroc. Paris, Larose, 1912, in-8°.
- COUSIN (A.) et SAURIN (D.). — Annuaire du Maroc. Paris, in-8°.
- Le Maroc. Paris, librairie du « Figaro » 1905, in-8°.
- DÉCHAUD (E.). — Le commerce algéro-marocain. Alger, Imprimerie algérienne, 1906, in-8°.
- DELAFOSSÉ (Jules). — Contre l'Allemagne. France et Maroc. Paris, Jouve, 1911, in-16.
- DELONCLE (Léon). — Statut international du Maroc. Paris, Lechevalier, 1912, in-16.
- DESLINIÈRES (Lucien). — Le Maroc socialiste. Paris, Giard et Brière, 1912, in-16.
- DESROCHES (Georges). — Le Maroc, son passé, son présent, son avenir. Paris, Flammarion, 1913, in-12.
- Documents sur le Maroc (Traduction intégrale du *Livre Blanc* allemand). Paris, *Comité du Maroc*, 1906, in-8°.
- DREUX (André). — Les sources inédites de l'histoire du Maroc de 1530 à 1845, d'après l'ouvrage de M. le Comte Henry de Castries. Paris, 1913, in-8°.
- DUBUISSON (Emile). — Le Maroc, géographie, types et

(1) Ouvrage tout récent.

- coutumes. Melun, Imprimerie administrative, 1908, in-8°.
- Le Maroc occidental et les Beni Snassen. Melun, Imprimerie administrative, 1912, in-8°.
- DUPUY (E.). — Comment nous avons conquis le Maroc. Paris, Roger, 1913, in-16.
- DYÉ (A. H.). — Les Ports du Maroc, leur commerce avec la France. Coulommiers, Brodard, 1909, in-8°.
- EBERHARDT (I.). — Notes de route, Maroc, Algérie, Tunisie. Paris, Fasquelle, 1908, in-16.
- Emprunt 5 0/0 1910 du Gouvernement Impérial du Maroc. Contrat. Paris, Imprimerie Hemmerlé, 1910, in-4°.
- ERCKMANN (Jules). — Le Maroc moderne, Paris, Challamel, 1885, in-8°.
- FALLOT (E.). — La Solution française de la question du Maroc. Paris, Delagrave, 1904, in-16.
- FAUJAS (M.). — La frontière algéro-marocaine. Grenoble, Vallier, 1906, in-8°.
- FÉLINE (capitaine). — L'Artillerie au Maroc. Campagnes en Chaouïa. Paris, Berger-Levrault, 1912, in-8°.
- FIDEL (C.). — L'opinion allemande et la question du Maroc. Paris, Comité du Maroc, 1905, in-8°.
- Les intérêts économiques de la France au Maroc. Paris, Challamel, 1903, in-8°.
- FISCHER (Théobald). — Les ports maritimes du Maroc. Berlin, Mittlerund, 1908, in-16.
- Résultats scientifiques d'un voyage dans les pays placés en avant de l'Atlas au Maroc. Gotha, Perthes, 1900, in-4°.
- FLOTTE DE ROQUEVAIRE (R. de). — Carte du Maroc à l'échelle du 1.000.000°, notice et index bibliographique. Paris, Barrère, 1904, in-8°.
- Cinq mois de triangulation au Maroc. Alger, Jourdan, 1909, in-4°.
- FOUCAULD (C. de). — Reconnaissance au Maroc (1883-1884). 2 volumes, Paris, Challamel, 1888, in-folio.
- FRELUP (Robert). — L'Expansion économique française au Maroc. Paris, Rivière, 1912, in-8°.

- FRISCH (R. J.) Le Maroc. Géographie, organisation politique. Paris, Leroux, 1895, in-18.
- FROELICHER (E.). — La domination espagnole en Algérie et au Maroc. Paris, Charles-Lavauzelle, 1903, in-8°.
- GALLAND (Gabriel). — Le Maroc, un Empire qui se réveille. Paris, 1913, grand in-8°.
- GANNIERS (Arthur de). — Le Maroc d'aujourd'hui, d'hier et de demain. Paris, 1894, in-8°.
- GAST (C. du). — Le Maroc agricole, rapport au ministre de l'agriculture, t. I. Le Fahs. Paris, Imprimerie Nationale, 1908, in-8°.
- GAUTHRONET (E.). — Tanger, son port, ses voies de pénétration. 2^e édition, Paris, Challamel, 1913, in-8°.
- GÉNIAUX (Charles). — Routes françaises au Maroc. Paris, 1912, in-folio.
- GENTIL (Louis). — Rapport sur une mission scientifique au Maroc en 1908. Paris, Imprimerie Nationale, 1909, in-8°
- Mission Segonzac, Bled-es-Siba. Paris, Masson, 1906, in-4°.
- Le Maroc physique. Paris, Alcan, 1912, in-16.
- GERMOND DE LAVIGNE. — Les Espagnols au Maroc. Paris, 1889, in-18.
- GIRARD. — Etude sur le Maroc. Paris, Chapelot, 1904, in-8°.
- GLEYZE (A.). — Géographie élémentaire de l'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie). Marseille, Ferran, jeune, 1913, in-16.
- GOGUYER (A.). — Choix splendide de préceptes cueillis dans la loi (petit manuel de Droit immobilier). Tunis, Brun, 1885, in-18.
- GOURDIN (André). — La Politique française au Maroc. Paris, Rousseau, 1906, in-8°.
- GOUYON (J.). — Les livres fonciers en Tunisie. Paris, Jouve, 1909, in-8°.
- GRAND-CARTERET (John). — France, Allemagne, Maroc.

- Une victoire sans guerre. Paris, Schleicher, 1911, in-16.
- GRAUX (Lieutenant-colonel). — Le Maroc, sa production agricole. Paris, Larose et Tenin, 1912, in-8°.
- GUÉTANT (Louis). — A propos du Maroc. Lyon, Imprimeries réunies, 1912, in-8°.
- GUILLAUME. — Sur la frontière marocaine. Paris, Charles Lavauzelle, 1913, in-8°.
- HABEL (Arthur). — Mettons en valeur l'Afrique du Nord. Albi, Corbière et Julien, 1912, in-8°.
- HAILLOT (Cdt.). — Le Maroc, hier et aujourd'hui. Vincennes, les Arts graphiques, 1911, in-12.
- IANOTAUX (Gabriel). — La Politique de l'Equilibre (1907-1911). Paris, Plon-Nourrit, 1912, in-16.
- HAYEM (Emile). — Quelques semaines au Maroc, France-Espagne. Paris, Basset, 1912, in-8°.
- HAZARD (Paul). — Note sur le Maroc en 1911. Orléans, Imprimerie Gout, 1912, in-8°.
- HERVET (Albert). — Conséquences des traités franco-allemand et franco-espagnol en ce qui concerne les droits de la France sur le Maroc. Bourges, Sire, 1913, in-4°.
- HESS (Jean). — Une Algérie nouvelle. Paris, P. V. Stock, 1908, in-18.
- La Question du Maroc. Paris, Dujarric, 1903, in-18.
- HOLTZ (Louis). — Traité de législation marocaine (1). Paris, *Jurisclasseurs*, 1914, in-8°.
- HUARD (Abel). — Impressions de voyage au Maroc. Orléans, Gout, 1908, in-8°.
- HUBERT (Lucien). — Politique africaine : Maroc. Paris, Dujarric, 1904, in-18.
- JACQUIN (Pierre). — L'Action française au Maroc, étude sociale, administrative, économique et financière. Paris, Delagrave, 1911, in-12.
- JAEGER (U.). — La Banque d'Etat du Maroc. Paris, Rousseau, 1911, in-8°.

(1) Ouvrage tout récent qui n'a pu être consulté.

- JARY (Georges). — Les Intérêts de la France au Maroc. Paris, Larose, 1911, in-18.
- JEANNOT (Gustave). — Etude sociale, politique et économique sur le Maroc. Dijon, Jacquot et Floret, 1907, in-8°.
- KHORAT (Pierre). — En colonne au Maroc. Rabat, Fez, Méquinez. Paris, Perrin, 1913, in-16.
- KUNTZ (Lieutenant). — Souvenirs de campagne au Maroc. Paris, Charles Lavauzelle, 1913, in-8°.
- LADREIT DE LACHARRIÈRE (J.). — Voyage dans le Maroc Occidental. Du Sous à Tanger. Rouen, Gy, 1912, in-4°.
- LADREIT DE LACHARRIÈRE (Reynolde). — Voyage au Maroc (1910-1911). Le long des pistes moghrébines. Paris, Larose, 1913, in-16.
- LAPRADELLE (A. de). — La condition du Maroc d'après l'accord franco-anglais de 1904. Paris, Pedone, 1905, in-8°.
- LARROUDÈ (J.). — De Tripoli au Maroc. Paris, Jouve, 1906, in-16.
- LATREILLE (Albert). — La campagne de 1844 au Maroc, la bataille d'Isly. Paris, Chapelot, 1912, in-8°.
- LEBAUT (René). — De Casablanca à Fez en aéroplane. Paris, *Petit Journal*, 1911, in-16.
- LEBLANC (André). — La Politique européenne au Maroc, à l'époque contemporaine. Paris, Pedone, 1906, in-8°.
- LE BŒUF (Paul). — De la Protection diplomatique et consulaire des indigènes au Maroc. Bergerac, Castanet, 1905, in-8°.
- LE CHATELIER (A.). — Notes sur les villes et tribus du Maroc en 1890. Sahel, Gharb, Haouz Fès, Saïs, Haouz Meknès, Djebala. Angers, Burdin, 1902, in-8°.
- LE CHATELIER (A.). — Tribus du Sud-Ouest marocain,

- bassins côtiers entre Sous et Draâ. Paris, Leroux, 1891, in-8°.
- LECLERC (A.). — De la nécessité de notre intervention au Maroc. Besançon, Dodivers, 1907, in-8°.
- LECLERCQ (Jules). — De Mogador à Biskra, Maroc et Algérie. Paris, 1881, in-18.
- LÉCUSSAN (Jean de). — Notre Droit historique au Maroc. Notre passé dans l'Empire du Maghreb. Que faisons-nous au Maroc ? Paris, Daragon, 1912, in-16.
- LEMOINE (Paul). — Mission dans le Maroc Occidental. Paris, Comité du Maroc, 1905, in-8°.
- LENZ (Oscar). — Timbouctou. Voyage au Maroc, au Sahara, et au Soudan. 2 volumes (traduction Pierre Lehautcour) Paris, 1886-1887, in-8°.
- Livre Blanc.* — Voir : Affaires du Maroc.
Documents sur le Maroc.
- Livre Jaune.* — Voir *Affaires étrangères.*
- LOMBARD (Auguste). — La Banque d'Etat du Maroc, Montpellier, Montane, Sicardi et Valentin, 1911, in-8°.
- LORIN (Henri). — L'Afrique du Nord, Tunisie, Algérie, Maroc. Paris, Colin, 1908, in-16.
- La conférence d'Algésiras et la situation présente de la France au Maroc. Paris, Pedone, 1906, in-8°.
- LOTI (Pierre). — Au Maroc, Paris, Calmann-Lévy, 1890, in-18.
- LUZEUX (général). — Notre politique au Maroc. Paris, Lavauzelle, 1903, in-8°.
- MALAVIALLE (Léon). — La Question du Maroc. Montpellier, 1888, in-8°.
- Marrakech artistique, commercial, et industriel.* Guide et plan. Marrakech, office général du Sud Marocain, 1911, in-16.
- MARTIN (A.-G.-P.). — Géographie nouvelle de l'Afrique du Nord. Paris, Forgeot, 1912, in-16.
- MARTINIÈRE (de la). — Esquisse de l'histoire du Maroc

- avant l'arrivée des Arabes. Paris. Imprimerie Nationale, 1912, in-8°.
- MARTINIÈRE (H.-M.-P. de la). — Notice sur le Maroc. Paris, Lamirault, 1897, in-8°.
- MAS-LATRIE (de). — A propos du Maroc et de la frontière algéro-marocaine. Carcassonne, Gabelle, 1909, in-8°.
- MASSIGNON (Louis). — Le Maroc dans les premières années du XVI^e siècle, tableau géographique d'après Léon l'Africain. Alger, Jourdan, 1906, in-4°.
- MASSON (Paul). — Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique Barbaresque (1560-1793). Paris, Hachette, 1903, in-8°.
- MAUCHAMP (Dr). — La sorcellerie au Maroc. Paris, Dordon, 1911.
- MAURA (Gabriel). — La Question du Maroc au point de vue espagnol (traduction Henri Blanchard de Farges). Paris, Challamel, 1911, in-8°.
- MAURAN. — Le Maroc d'aujourd'hui et de demain. Paris, Paulin, 1909, in-16.
- MAURAN (Dr). — La Société marocaine, études sociales, impressions et souvenirs. Paris, Paulin, 1912, in-8°.
- WEAKIN (Budgett). — The Land of the Moors. London, Sonnenschein, 1901, in-8°.
- MERMEIX. — La Chronique de l'an 1911, qui contient le récit des négociations officielles et des négociations secrètes à propos du Maroc et du Congo. Paris, Grasset, 1912, in-16.
- MEVEL (F. René). — Notes pratiques sur le Maroc. Paris, l'auteur, s. d., in-16.
- MILLET (René). — La Conquête du Maroc. Paris, Perrin, 1913, in-16.
- La France au Maroc. Paris, Comité du Maroc, 1910, in-8°.
- MILLIOT (Louis). — L'Association agricole chez les musulmans du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie). Paris, Rousseau, 1911, in-8°.

- MILLIOT (Louis). — Etude sur la condition de la femme musulmane au Maghreb. (Maroc, Algérie, Tunisie). Paris, Rousset, 1910, in-8°.
- MIRTEL (Marcel). — Dans le Nord du Maroc. Espagnols et Français. Paris, Mercure de France, 1912, in-8°.
- MONTBARD (G.). — A travers le Maroc. Notes et croquis d'un artiste. Paris, 1894, in-8°.
- MONTET (Edouard). — Les Confréries religieuses de l'Islam marocain, leur rôle politique, religieux et social. Paris, Leroux, 1902, in-8°.
- Le Culte des saints musulmans dans l'Afrique du nord et plus spécialement au Maroc. Genève, Georg, 1909, in-8°.
- MORDACQ (Cdt.). — La guerre au Maroc. Paris, Lavauzelle, 1908, in-8°.
- MOULIÉRAS (Auguste). — Une tribu zènète anti-musulmane au Maroc (les Zkara) Paris, Challamel, 1904, in-8°.
- MOULIÉRAS (Auguste). — Le Maroc inconnu, 2 volumes :
T. I : Exploration du Rif. Paris, André, 1895, in-8°.
T. II : Exploration des Djebala. Paris, Challamel, 1899, in-8°.
- MOULIN (René). — Une année de politique extérieure : l'accord franco-anglais, la question marocaine. Paris, Plon-Nourrit, 1905, in-16.
- MOULIN (René) et CHÉSSIN (Serge de). — Une année de politique extérieure : la question marocaine. Paris, Plon-Nourrit, 1909, in-16.
- NAVARRÉ (Albert). — Un voyage au Maroc. Paris, Delagrave, 1913, in-18.
- NOËL (Pierre). — Les rapports de la France et du Maroc. Paris, Larose et Tenin, 1905, in-8°.
- NOLLY (Emile). — Gens de guerre au Maroc. Paris, Calmann-Lévy, 1913, in-18.
- PEYREIGNE (Charles). — Les Influences européennes du Maroc avant la conférence d'Algésiras. Toulouse, Dirion, 1908, in-8°.

- PICARD (Edmond). — El Moghreb al Aksa, une mission belge au Maroc, Bruxelles, 1889, in-folio.
— Synthèse de l'antisémitisme... les Juifs au Maroc. Bruxelles, 1892, in-16.
- PINON (René). — L'Empire de la Méditerranée, la question marocaine. Paris, Perrin, 1904, in-16.
- PINON (René). — La France et l'Allemagne (1870-1913). Paris, Perrin, 1913, in-16.
- PIQUET (Victor). — Campagnes d'Afrique, 1830-1910, Algérie, Tunisie, Maroc. 2^e édition, Paris, Lavauzelle, 1912, in-16.
- PIQUET (Victor). — La Colonisation française dans l'Afrique du Nord. Paris, Colin, 1912, in-8°.
- POINSARD (Léon). — A propos d'un pays neuf, la France au Maroc. Paris, Science sociale, 1905, in-8°.
- POSTEL (Raoul). — En Tunisie et au Maroc. Paris, 1885, in-8°.
- PRAT (Théo). — Le procès du Titre foncier tunisien. Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1909, in-8°.
- PUECH (René). — Etude sur la constitution de la propriété foncière en Tunisie. Paris, Marchal et Billard, 1905, in-8°.
- PYRENT DE LA PRADE (E.). — Mélanges, t. VIII: Espagne, Maroc. Paris, Librairie des Bibliophiles, 1889, in-8°.
- QUEDENFELDT (M). — Division et répartition de la population berbère au Maroc (traduction H. Simon). Alger, Jourdan, 1904, in-8°.
- RANKIN (R.). — Au Maroc avec le général d'Amade (traduction). Paris, Plon-Nourrit, 1909, in-16.
- RECLUS (Elisée). — Nouvelle Géographie universelle, tome XI, Paris, Hachette, 1886, in-8°.
- RÉGISMANSET (Charles). — Questions coloniales, 1900-1912. Paris, Larose, 1912, in-18.
- RENÉ-LECLERC (C.). — L'Action française au delà de l'extrême-sud marocain. Coulommiers, Buisine et Des-saint, 1909, in-4°.

- L'Alliance française au Maroc. S., I., 1910, in-8°.
- L'Armée marocaine. Alger, S. Léon, 1905, in-8°.
- Le Commerce de Melilla en 1906. S., I., 1909, in-4°.
- Le Commerce et l'industrie à Fez. Paris, Comité du Maroc, 1905, in-8°.
- Communication au Congrès de l'Afrique du Nord ; Paris, octobre, 1908. Tanger, Imprimerie-Librairie marocaine, 1911, in-8°.
- L'Enseignement au Maroc, Alger, S. Léon, 1908, in-8°.
- Fez, notice économique. Paris, imprimerie Levé, 1909, in-8°.
- Le Maroc, notice économique, petit guide de l'immigrant, Paris, Geuthner, 1911, in-16.
- Le Maroc septentrional. Alger, Mustapha, Imprimerie algérienne 1905, in-16.
- Moyens de développer la situation économique de la France au Maroc, Coulommiers, Buisine et Dessaint, 1909, in-8°.
- La Presse au Maroc. Coulommiers, Buisine et Dessaint, 1909, in-8°.
- Régions Nord et Sud de la frontière algéro-marocaine. Coulommiers, Buisine et Dessaint, 1909, in-8°.
- Situation économique et commerciale du Maroc en 1907. Alger, Léon, 1909, in-8°.
- La situation religieuse au Maroc. Coulommiers, Buisine et Dessaint, 1909, in-8°.
- RENESE (Camille de). — Deux mois en yacht. Voyage aux côtes de l'Espagne, du Portugal et du Maroc. Nice, imprimerie des Alpes-Maritimes, 1898, in-16.
- REVILLIOD (M.). — L'Organisation intérieure des pays de Protectorat, son application au Maroc. Paris, Rousseau, 1913, in-8°.
- RICHEL (Etienne). — Voyage au Maroc. Paris, Vasseur, 1909, in-12.
- RIFFAULT (Colonel). — Les leçons de l'expérience sur

- l'emploi de la cavalerie au Maroc. Paris, Lavauzelle, 1912, in-8°.
- RINDERHAGEN (Aimée). — Le collectivisme agraire chez les indigènes de l'Afrique du Nord. Alger, Léon, 1911, in-8°.
- RIVIÈRE (C.). — Climatologie agricole du Nord de l'Afrique. Paris, Cultures coloniales, 1904, in-8°.
- ROLAND-CHEVILLON (L.) et BÉRAL (P.). — La France et l'Allemagne au Maroc. Paris, Challamel, 1907, in-18.
- ROSCOAT (du). — A propos du Maroc. Orléans, Gout, 1907, in-8°.
- ROUARD DE CARD (E.). — Une compagnie française dans l'Empire du Maroc au XVII^e siècle. Paris, Pedone, 1908, in-8°.
- (Edgard). — La défaite des Anglais à Tanger en 1664. Paris, Pedone, 1912, in-8°.
- Documents diplomatiques pour servir à l'étude de la question marocaine. Paris, Pedone, 1911, in-8°.
- La France et les autres nations latines en Afrique. Paris, Pedone, 1903, in-8°.
- La Frontière franco-marocaine et le protocole du 29 juillet 1901. Paris, Pedone, 1902, in-8°.
- L'Ile de Peregil, son importance stratégique, sa neutralisation. Paris, Pedone, 1913, in-8°.
- Livres français des XVII^e et XVIII^e siècles concernant les Etats barbaresques. Régence d'Alger, de Tunis, de Tripoli et Empire du Maroc. Paris, Pedone, 1911, in-8°.
- La Politique de la France à l'égard de la Tripolitaine pendant le dernier siècle. Toulouse, Privat, 1906, in-8°.
- Le Protectorat de la France sur le Maroc. Toulouse, Privat, 1905, in-8°.
- La Question marocaine et la négociation franco-espagnole de 1902. Paris, Pedone, 1912, in-8°.
- Les Relations de l'Espagne et du Maroc pendant le

- XVIII^e siècle (Extrait de la *Revue générale de Droit International Public*). Paris, Pedone, 1903, in-8°.
- Les Relations de l'Espagne et du Maroc pendant le XVIII^e et le XIX^e siècle. Paris, Pedone, 1905, in-8°.
 - La Représentation des indigènes musulmans dans les conseils de l'Algérie. Paris, Pedone, 1909, in-8°.
 - Les Territoires africains et les conventions franco-anglaises. Paris, Pedone, 1909, in-8°.
 - Les Traités de commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères. Toulouse, Privat, 1907, in-8°.
 - Traités de délimitation concernant l'Afrique française. Paris, Pedone, 1910, in-8°.
 - *Idem* (supplément 1910-1913), Paris, Pedone, 1913, in-8°.
 - Traités de la France avec les pays de l'Afrique du Nord, Algérie, Tunisie, Tripolitaine, Maroc. Paris, Pedone, 1906, in-8°.
 - Les traités de protectorat conclus par la France en Afrique, 1870-1895. Paris, Pedone, 1897, in-8°.
 - Les traités entre la France et le Maroc, étude historique et juridique. Paris, Pedone, 1898, in-8°.
 - Traités et accords concernant le Protectorat de la France au Maroc (1). Paris, Pedone, 1914, in-8°.
- ROUGIER (A.). — La Question du Maroc.
- II. L'Occupation d'Oudjda.
 - IV. La Question des suppliques.
- Paris, Pedone, 1908 et 1910, in-8°.
- SAINTE-BEUVE (L.). — La Question du Maroc, étude géographique, politique et militaire. Paris, Lavauzelle, 1903, in-8°.
- SAINTE-CHAPELLE (Colonel). — La campagne du Maroc et

(1) Ouvrage tout récent, que nous n'avons, malheureusement, pas pu consulter pour notre travail.

les enseignements de la guerre d'Afrique. Paris, Berger-Levrault, 1908, in-8°.

SALMON (A.) et CHARLEVILLE (E.). — Le Maroc, son état économique et commercial (mission). Paris, Berger-Levrault, 1906, in-16.

SAMNÉ (G.). — La France au Maroc. Paris, Bienvenu, 1904, in-8°.

SAMNÉ (Dr Georges). — De l'Assistance considérée comme moyen de colonisation. L'Assistance du Maroc. Paris, Rousset, 1904, in-18.

SAURIN (Daniel). — La Propriété dans le droit musulman, particulièrement au Maroc. Paris, Comité du Maroc, 1906, in-8°.

— Le Régime foncier au Maroc, d'après l'article 60 de l'acte d'Algésiras. Tanger, 1907.

— La Question de la Protection diplomatique et consulaire au Maroc (publication du ministère des Affaires étrangères).

SCHEULT. — Notes sur le Maroc, son climat, ses ports. S. l., s. d., in-8°.

SCHNELL (Paul). — L'Atlas marocain (traduction A. Bernard). Paris, Leroux, 1898, in-8°.

SCHWOB (Raoul). — La condition des étrangers au Maroc et plus particulièrement des français. Tours, Arrault, 1907, in-8°.

SEGONZAC (de). — Au cœur de l'Atlas, mission au Maroc, 1904-1905. Paris, Larose, 1910, in-8°.

— A travers le Maroc. Rouen, Gy, 1903, in-8°.

— (René de). — Première mission française d'exploration au Maroc. Rouen, Gy, 1907, in-4°.

— Réalité et possibilités marocaines. Paris, Congrès coloniaux, 1908, in-8°.

— Voyages au Maroc (1899-1901). Paris, Colin, 1903, in-8°.

SLOUSCH (Nahum). — Etude sur l'histoire des Juifs et du Judaïsme au Maroc. Paris, Leroux, 1906, in-8°.

Statistiques du mouvement maritime et commercial du

- Maroc, publiées par le Comité des Douanes. Année 1909-1910. Tanger, *Indicateur marocain*, 1910, in-8°.
- SUGNY (J. DE). — Instructions nautiques sur la côte septentrionale du Maroc et la côte d'Algérie. Paris, 1893, in-8°.
- TAILLIS (Jean du). — Le Maroc pittoresque. Paris, Flammarion, 1905, in-8°.
- TARDIEU (André). — La Conférence d'Algésiras, avec un appendice sur le Maroc après la Conférence (1906-1909). 3^e édition, Paris, Alcan, 1909, in-8°.
- Le Mystère d'Agadir. Paris, Calmann-Lévy, 1912, in-8°.
- TARDIEU (André). — Questions diplomatiques de l'année 1904. Paris, Alcan, 1905, in-8°.
- TARDIF (A.). — Plan de Casablanca au 5.000^e. Casablanca, Imprimerie Rapide, 1912.
- TERNANT (Victor de). La Question marocaine. Paris, 1894, grand in-8°.
- TERRIER (A.) et LADREIT DE LACHARRIÈRE (J.). — Pour réussir au Maroc. Paris, Roger, 1912, in-16.
- TORCY (de). — Les Espagnols au Maroc en 1909. Paris, Berger-Levrault, 1910, in-8°.
- TUAL (Charles). — Nos droits de protection au Maroc. Le Mans, Blanchet, 1904, in-8°.
- VATIN (Fernand). — Le Maroc physique, économique, politique. Paris, Challamel, 1907, in-8°.
- VAULX (Alexis de). — La France et le Maroc. Paris, L. Larose, 1903, in-8°.
- VEYRE (Gabriel). — « Au Maroc, dans l'intimité du sultan ». Paris, Librairie universelle, 1905, in-16.
- VIOLLETTE (René). — L'Act Torrens, son application en Australie et en Tunisie. Paris, Jouve et Boyer, 1900, in-8°.
- VINCENT (Ernest). — Le Maroc d'aujourd'hui. Melun, Imprimerie administrative, 1909, in-8°.

- WOLFROM (Gustave). — Le Maroc, étude commerciale et agricole. Paris, 1893, in-8°.
- Z***. — Le Maroc et l'accord franco-anglais. Paris, Chapelot, 1904, in-8°.
- ZEYS (Mathilde). — Une française au Maroc. Paris, Hachette, 1909, in-16.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVERTISSEMENT	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	3

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — La France et le Maroc. — Les accords de 1904. — Leurs conséquences	9
CHAPITRE II. — Algésiras (1906)	19
CHAPITRE III. — Après la Conférence (1906-1909). — L'accord de 1909	33
CHAPITRE IV. — La crise de 1911	54
CHAPITRE V. — Le traité de protectorat	91
CHAPITRE VI. — Le traité franco-espagnol	99
CHAPITRE VII. — Le protectorat français au Maroc .	114

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Régimes fonciers. — Principes généraux	129
CHAPITRE II. — La situation au Maroc. — Régime foncier. — Preuve de la propriété	142
CHAPITRE III. — Transmission de la propriété . .	153
CONCLUSION	177
BIBLIOGRAPHIE.	197

